

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉHABILITATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSOUS

Sera présenté et soutenu le vendredi 21 décembre 1900, à 2 h. 1/2

PAR

René JOUET

Docteur en droit.

Président : M. GARÇON, *professeur.*
Suffragants { MM. LÉVEILLÉ, *professeur.*
LE POITTEVIN, *professeur.*

CHATEAURoux

TYPOGRAPHIE ET STÉRÉOTYPIE A. MELLOTTÉE

1900

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉHABILITATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

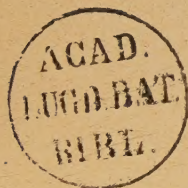
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSOUS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 21 décembre 1900, à 2 h. 1/2

PAR

René JOUET

Docteur en droit.



Président : M. GARÇON, *professeur.*
Suffragants { MM. LÉVEILLÉ, *professeur.*
LE POITTEVIN, *professeur.*

CHATEAUROUX

TYPOGRAPHIE ET STÉRÉOTYPAGE A. MELLOTTÉE

1900

À LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

À MA MÈRE

DE LA RÉHABILITATION

INTRODUCTION

L'examen de nos lois relativement aux incapacités qu'elles attachent à certaines condamnations nous montre une disproportion souvent injustifiable entre la gravité de la faute et l'étendue des déchéances qui en sont la conséquence.

Sans doute, il est d'une législation prévoyante de ne pas s'enfermer dans la seule répression des infractions commises et de chercher à en prévenir le retour; l'expiration de la peine ne doit pas rendre au condamné une liberté absolue et sans restrictions; « son compte n'est pas entièrement réglé », comme l'enseigne Bentham et une défiance assez justifiée commande de paralyser ses mauvais instincts dans « un réseau de précautions ».

Mais la situation du libéré, surtout de celui qui n'ayant commis qu'une faute relativement légère est le plus digne d'intérêt, s'est beaucoup aggravée depuis 1830 et, suivant la forte expression de M. Faustin Hélie, « il semble qu'il soit frappé d'une lèpre contagieuse ¹ ».

1. Faustin Hélie, *Rev. de lég.*, VII, p. 40.

A l'origine, le Code pénal n'avait en principe attaché d'incapacités perpétuelles qu'aux peines criminelles ; celles résultant de condamnations correctionnelles étaient fort rares et jusqu'en 1830, on n'en citait que quelques exemples fournis la plupart par des lois spéciales ¹. Mais un plus grand nombre de citoyens étant appelés à exprimer leur suffrage, à se porter eux-mêmes candidats, à être juges d'affaires criminelles, il fallait par un surcroît de garanties éliminer tous les indignes ; de nombreuses lois multiplièrent dans une rapide progression ces incapacités perpétuelles.

Sans nous arrêter à l'interdiction portée par la loi du 22 mars 1831 de servir dans la garde nationale, citons comme exemples l'incapacité perpétuelle de tenir école publique ou libre ou d'y être employé prononcée par l'article 26 de la loi sur l'enseignement contre ceux qui ont subi une condamnation pour crimè ou délit contraire à la probité ou aux bonnes mœurs, l'exclusion du droit de concourir à la formation du jury qui frappe aux termes de la loi du 7 août 1848 toute une catégorie de condamnés correctionnels, enfin l'interdiction de faire partie des armées françaises et celle de voter dans les élections ².

1. On en comptait six : deux résultant de la loi du 21 brumaire an V (incapacité de servir dans les troupes de la République pour l'officier convaincu de maraude et pour l'officier qui ne se rend pas à son poste devant marcher à l'ennemi) ; deux résultant des articles 171 et 175, C. pén. (incapacité d'exercer des fonctions publiques pour les comptables qui ont détourné des valeurs au-dessous de 3.000 francs et pour les fonctionnaires ayant pris un intérêt dans les affaires soumises à leur surveillance) ; une résultant de la loi du 28 avril 1816 (incapacité d'ordre commercial pour les coupables de contrebande) ; une résultant de l'article 283, C. pr. civ. (les individus condamnés correctionnellement pour cause de vol pouvaient être reprochés comme témoins). Le Code pénal (article 42) permettait aussi quelques déchéances.

2. Outre ces incapacités perpétuelles, il existe des incapacités temporaires qui s'étendent de 5 à 10 ans et qui sont comprises dans les articles 86, 89, 91, 109, 112, 113, 123, 171, 175, 185, 197, 334, 335, 374, 388, 400, 401, 405, 406, 410, C. pén. Ces cas sont très variés ; les articles cités s'appliquent au vol et

De plus, ces vingt-cinq dernières années ont vu se développer une institution qui, à bien prendre, équivaut à une incapacité véritable ; le casier judiciaire, d'une utilité indiscutable pour certaine classe sociale, peut devenir un obstacle insurmontable à l'amendement des délinquants d'occasion susceptibles, sans lui, de régénération.

Ces déchéances, avons-nous dit, sont des garanties données à la société et il est difficile d'en contester la légitimité ; mais il faut bien reconnaître qu'elles constituent une aggravation de la peine prononcée, ou mieux une peine distincte de la première et quelquefois sans aucune proportion avec elle. C'est ainsi qu'aux termes du décret-loi de 1852, la condamnation la plus minime pour vol entraîne de plein droit une incapacité perpétuelle de voter.

Aussi, d'après les criminalistes de la plus haute autorité ¹, convient-il d'atténuer ces rigueurs qui peuvent amener le découragement et maintenir hors de la société ceux qui cherchent à s'y refaire une place honorable. Dès que les épreuves exigées du libéré sont terminées à son avantage, quand il a par de longues années de travail et d'honnêteté rassuré la société sur la sincérité de son amendement, il est juste de le relever des garanties imposées et de lui rendre ces droits dont sa mauvaise conduite seule l'avait privé ; c'est ici qu'intervient la réhabilitation et son fondement est facile à dégager de ces brèves explications.

à l'escroquerie, ils embrassent aussi quelques délits dont le caractère est essentiellement politique.

1. Rossi, *Traité de Dr. pén.*, livre III, chap. XI, n'admet la légitimité de la déchéance des droits civils et de famille que lorsqu'il existe une relation entre l'infraction commise et le droit interdit. M. Bérenger. *Rev. Pénit.*, 1898, p. 803, voudrait que l'incapacité entraînée par une peine temporaire soit elle-même toujours temporaire et que sa durée soit déterminée par le magistrat.

Elle repose sur des motifs de justice, d'humanité et d'intérêt social.

C'est une vérité banale que la peine, pour produire son effet, doit être exemplaire et correctionnelle, agir sur les autres et sur le coupable. Lorsqu'elle a atteint ce double but, elle doit disparaître, elle et les déchéances qui lui font cortège, si bien qu'en justice pure, sa durée devrait varier avec chaque délinquant : il ne se trouve pas en effet deux hommes pour avoir une part identique de culpabilité et s'ils ont commis en fait le même délit, en morale leur degré de culpabilité est modifié par de nombreuses circonstances, intelligence de l'individu, éducation, besoins matériels, etc. Puisqu'une exacte proportion entre la peine et le degré de culpabilité est chimérique, il faut du moins s'attacher à ne pas prolonger les déchéances imposées au condamné comme garantie de son amendement ; quand le retour au bien est indéniable et consacré par une épreuve suffisante, de quel droit maintenir un homme hors des lois ? En vertu de quel principe ? Pour parler d'expiation, il faudrait soutenir que les incapacités sont des peines accessoires et se serait se méprendre complètement sur leur caractère. Il n'y a pas non plus indignité, puisque par hypothèse nous sommes en présence d'un « amendé ». Il faut donc que les déchéances disparaissent comme disparaît l'interdiction après le retour à la raison.

Ce caractère de la réhabilitation d'être un acte de justice et de réparation creuse une différence profonde entre elle et la grâce qui dérive de la clémence du chef de l'État et à ce titre est un acte spontané de sa volonté. L'effet de la grâce n'est pas d'abolir le jugement, mais seulement de faire cesser la peine et, dès lors, les conséquences juridiques et morales de la condamnation, telles que les incapacités civiles et politiques, subsistent

tout entières. Cette différence dans le principe explique rationnellement les différences de formes et de conditions qui séparent la grâce de la réhabilitation.

Si la seule justice n'était pas suffisante à donner une base assez solide à la réhabilitation, on pourrait invoquer en sa faveur l'intérêt, la sympathie et presque le respect que commande un effort sincère et prolongé vers le bien ; un libéré est souvent plus méritant de se régénérer au milieu de tous les périls qui l'entourent qu'un honnête homme de persévérer dans la voie facile qui s'ouvre devant lui ; aussi la justice humaine ne saurait se montrer implacable.

Enfin la réhabilitation est « du petit nombre de nos institutions qui ont pour objet d'exciter l'homme à se bien conduire ¹ », et cette utilité sociale doit contribuer encore à la rendre plus accessible. Elle s'adresse surtout au criminel d'occasion chez lequel tout sentiment moral n'est pas éteint ; cette espérance de pouvoir recommencer une vie respectable lui fait supporter l'amertume de la condamnation, l'accompagne au milieu de tous les dégoûts de sa vie de prisonnier, le protège contre les sollicitations de ses compagnons et plus tard, après sa libération, est encore un soutien contre tous les dangers qui l'attendent. Si la société n'encourage pas son repentir et lui refuse en quelque sorte toute raison d'être, cet homme qui n'était pas un endurci et qui peut-être ne demandait qu'à se corriger est mûr pour la récidive ².

La condition sur laquelle repose le principe même de la réhabilitation étant la régénération totale du condamné, il est d'évidence que le système pénitentiaire aura sur la question une importance capitale.

1. Faustin Hélie, *Inst. crim.*, IX, p. 573.

2. Discours de Berlier, *C. inst. crim.*, Loaré, t. XXVIII.

Nous avons dit que l'un des caractères primordiaux de la peine était de prévenir de nouvelles infractions en redressant les mauvais penchants du coupable. Il ne saurait donc y avoir de réhabilitation pour l'école italienne qui considère le criminel comme un anormal irresponsable, n'entrevoit pour lui aucun amendement possible et l'enferme sans espoir de guérison, simplement pour le mettre dans l'impossibilité de nuire ¹, mais pour nous, qui croyons qu'une forte proportion des condamnés est susceptible de s'améliorer, il faut que l'effet moralisateur de la peine ne soit pas une vaine formule, car si dans la pratique, la prison ne corrige pas le coupable, mais pervertit au contraire ceux qu'elle avait mission d'amender, comment espérer des réhabilitations nombreuses et sincères ?

Ces deux questions sont étroitement unies, ou pour mieux dire, le sort de la réhabilitation dépend du système pénitentiaire dont elle est « le corollaire nécessaire ² ». Une législation doit s'attacher, avant tout, à acquérir des peines vraiment efficaces, c'est-à-dire assez afflictives pour que le condamné ne se familiarise pas avec elles et pour que l'indulgence de la répression ne lui fasse pas oublier la gravité de son action. Ces peines prononcées, elles doivent encore être appliquées de façon à ne pas perdre leur valeur théorique et à ne pas devenir funestes.

Ce qu'il faut surtout éviter, c'est « le mélange désastreux de l'homme condamné pour la première fois et susceptible d'amendement avec l'habitué des prisons, avec ce qu'on appelle justement le délinquant professionnel, ce qui devient une cause permanente de contagion à laquelle les natures vigoureuses seules peuvent résister ³ ».

1. Lombroso, *L'Homme criminel*.

2. Faustin Hélie, *Inst. crim.*, IX, p. 570.

3. M. Bérenger, Sénat 1890, p. 489.

Pour un pays où cette réforme n'est pas accomplie, la simple promesse de la réhabilitation ne saurait avoir beaucoup d'efficacité ; si au contraire il a un régime de prisons réformateur, il pourra compter sur elle pour achever la régénération commencée et lui donner une consécration officielle, et c'est alors qu'il devra en réglementer avec soin les conditions et les effets.

Et d'abord, il serait bon pour stimuler les bonnes dispositions des détenus, de leur faire entrevoir, dès leur arrivée en prison, la perspective d'un relèvement social qu'il ne tient qu'à eux de réaliser ; les directeurs des maisons centrales et autres établissements pénitentiaires leur expliqueraient les conditions de la réhabilitation et leur en montreraient les avantages ; cette exhortation serait renouvelée en temps opportun au cours de la peine, soit en particulier, soit en public, par exemple lors de la proclamation des grâces et dans d'autres circonstances de nature à impressionner les détenus. Il faudrait surtout répéter ces conseils au moment de la libération, alors que le condamné va retrouver avec la liberté les suggestions qu'il peut-être l'ont déjà perdu. On peut espérer d'heureux résultats de ces appels réitérés à l'honneur, s'ils sont faits non pas avec la sécheresse d'une consigne, mais avec l'accent d'un intérêt sincère¹.

On est ainsi arrivé à préserver le condamné des contacts pernicieux, on a développé chez lui et fait naître au besoin la résolution de reprendre sa place dans la société. Quelles épreuves seront jugées suffisantes pour faire oublier son passé ? A quelles conditions lui accordera-t-on cette réhabilitation qu'on a fait miroiter à ses yeux comme le but suprême de ses efforts ?

1. En ce sens : circulaire du Ministre de l'Intérieur du 17 mars 1865, Billecocq, *De la Réhabilitation*, p. 73.

La question ne laisse pas d'être délicate, car s'il est de l'intérêt général d'obtenir le plus grand nombre possible de réhabilitations, il convient d'éviter qu'une indulgence déplacée en fasse accorder le bénéfice aux indignes. Il faut donc les éliminer par des épreuves assez longues pour rassurer sur leur efficacité et en même temps débarrasser l'accès de la réhabilitation de toutes les difficultés de formes et de toute la procédure vexatoire qui pourraient en éloigner. En un mot, procurer à la société le maximum de garanties avec le minimum de formalités, c'est ici comme ailleurs la caractéristique d'une bonne loi¹.

Nous avons sommairement montré ce que doit être la réhabilitation en nous inspirant des principes qui en sont le fondement naturel et des facteurs principaux qui peuvent influencer sur elle. Ces idées sont aujourd'hui universellement admises et les divergences portent seulement sur des points secondaires. Mais la suite de notre étude nous fera suivre pas à pas les étapes laborieuses qu'elles ont dû parcourir, les rudes assauts où le principe même de la réhabilitation faillit succomber et enfin l'acheminement progressif vers un progrès qui est de réalisation toute récente.

Nous verrons que, pendant des siècles, elle demeura une prérogative du roi, soumise aux fluctuations de son bon plaisir, — que l'Assemblée constituante lui imprima le double cachet qui caractérise toute son œuvre : libéralisme du point de départ gâté par les difficultés pratiques d'une procédure théâtrale, — et qu'enfin, de longs et pénibles tâtonnements conduisirent le législateur à de plus saines conceptions.

1. Brégeault et Delagarde, *De la Réhabilitation*, p. 2.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA RÉHABILITATION DANS L'ANCIEN DROIT

Si les pénalités de l'ancien droit étaient d'une sévérité dégénérant souvent en cruauté, la situation du libéré n'était pas moins rigoureuse. La mort civile, qui « retranchait le condamné de la société civile » et ne lui laissait la vie matérielle que par une sorte de commisération et pour ainsi dire à regret, était la conséquence de toutes les condamnations perpétuelles.

A côté de cette déchéance universelle qui ne respectait pas même les institutions les plus sacrées comme le testament et le mariage, existaient d'autres incapacités plus restreintes ; toutes les peines afflictives et certaines autres, le bannissement, l'admonition et l'amende, par exemple, comportaient comme suite nécessaire l'infamie du condamné. C'était, nous dit Pothier ¹, « un état mitoyen entre ceux qui jouissent de tout leur état civil et ceux qui sont morts civilement, car l'infamie ne fait pas perdre l'état civil, mais elle y

1. Pothier, IX, p. 43.

donne atteinte et le diminue ». Elle entraînait par exemple l'incapacité de posséder aucun bénéfice, l'exclusion de tout office ou de toute fonction publique, l'impossibilité d'être témoin en matière civile et de déposer en justice; enfin, dernière rigueur qui poursuivait l'individu jusqu'au delà de l'existence, ceux qui sont « réputés infâmes » ne peuvent tester.

Ces incapacités qui pouvaient cependant être la suite de condamnations non afflictives, comme le blâme et l'amende honorable, étaient en principe perpétuelles et ne recevaient aucune atténuation des mesures modifiant ou arrêtant l'exécution de la peine, lettres de rappel de ban, de galères ou de commutation de peine¹. Elles ne pouvaient être remises que par des lettres de réhabilitation.

Nulle part d'ailleurs mieux que dans notre matière, l'omnipotence royale ne s'affirma avec autant de netteté; elle s'exerçait sous différentes formes, au moment et dans la mesure que le souverain jugeait convenables. « Le Roi peut donner telle étendue qu'il lui plaît à ses grâces, pourvu que ce ne soit pas au préjudice des tiers, disait d'Aguesseau dans son cinquante-septième plaidoyer. »

En somme, le droit de grâce qui ne doit être à nos yeux que la faculté de remettre ou d'atténuer la peine prononcée, avait alors un champ illimité. Pendant toute l'époque féodale, cette prérogative que le roi avait toujours défendue contre les tentatives des seigneurs ne connaissait d'autre mesure que son bon plaisir; non seulement il dépendait de lui de modifier ou de faire cesser l'exécution de la peine, mais il pouvait même « accorder l'abolition de quelque crime que ce soit² »

1. Serpillon, *Cod. crim.*, tome I, p. 768.

2. Pothier, X, page 501.

et prévenir ainsi l'exercice de l'action publique contre celui qu'il voulait protéger.

De même, le pouvoir de remettre l'infamie et de rétablir le coupable dans ses droits et honneurs était tout entier à sa discrétion. La réhabilitation était entre ses mains, ou plutôt elle n'existait pas encore et restait confondue avec le droit de grâce ; le plus souvent même, la restitution des droits était accordée en même temps que la remise de la peine et résultait d'une clause additionnelle insérée dans les lettres de grâce. Pourtant, bien que ne formant en réalité qu'une même institution, la grâce et la réhabilitation pouvaient s'exercer séparément et chacune sous son propre nom, et l'on peut citer comme exemple notable les lettres de restitution accordées en 1491 par Charles VIII aux enfants du duc de Nemours frappés par la condamnation de leur père pour crime de lèse-majesté¹.

Peu à peu, la progression très lente des idées amena le roi à mettre de lui-même un frein à cette toute-puissance despotique et la grâce fut soumise à quelques formes par les ordonnances de 1498 et de 1507. Louis XIV, lui aussi, s'engagea dans l'ordonnance de 1670 à ne plus user de son pouvoir d'abolir les crimes particulièrement graves, tels que le duel, l'assassinat et le rapt par violence.

Cette ordonnance du 25 août 1670 est d'ailleurs capitale en notre matière et mérite d'arrêter notre attention ; c'est en effet le premier texte qui, au moins en apparence, prive le roi de son pouvoir sans contrôle et lui adjoint le concours du pouvoir judiciaire ; c'est là que pour la première fois une procédure — bien rudimentaire encore — vint marquer une différence de forme entre la grâce et la réhabilitation.

1. Lair, *De la Réhab.*, page 70.

L'idée dominante et qui expliquera toutes les formalités prescrites par l'ordonnance est celle-ci : le coupable frappé d'infamie ne peut jamais se prévaloir d'un droit pour réclamer sa réhabilitation qui dépend, comme par le passé, de la pleine et souveraine puissance du roi ¹. Ce n'est pas encore un acte de justice et si, longtemps après sa libération, le condamné a satisfait à certaines obligations, peut-être pourra-t-il fléchir la clémence royale, mais il devra toujours compter sur l'incertitude d'une décision dont la seule base est la faveur et par suite l'arbitraire. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on arrivera à considérer la bonne conduite du condamné comme méritant une récompense et à introduire ici l'idée de justice.

En un mot, la restitution dans les droits continue à avoir la même source que la grâce et, si elle en diffère, c'est seulement par la réglementation et par les effets.

La première conséquence de cette relation étroite avec la grâce est que, comme elle, la réhabilitation fut une prérogative dont les rois se montrèrent toujours très jaloux : François I^{er} ayant accordé à sa mère le privilège de donner des lettres de grâce dans le duché d'Anjou, lui retira presque aussitôt ce droit devant la décision prise par le Parlement de lui faire des remontrances ².

D'après Bornier, « avant le règne de Louis XII, plusieurs seigneurs s'étaient arrogé le pouvoir de donner des lettres de pardon et rémission, mais par ordonnance du même prince de l'an 1499, défenses furent faites à toutes sortes de personnes d'entreprendre de donner grâces, pardon et rémission aux criminels », et « quelque étendue de pouvoir que nos rois aient ac-

1. Bornier, *Ordonn. de Louis XIV*, II, p. 243.

2. Jousse, *Tr. de la Just. crim. de Fr.*, II, p. 381.

cordé par apanage aux enfants de la Maison royale, jamais le droit de donner grâce et abolition du crime n'y fut compris¹ ». L'ordonnance de Moulins et celle de Blois insistent encore sur cette défense.

Il en est de même des lettres de restitution ou réhabilitation qui furent toujours un droit régalien. Bornier nous fournit même un exemple topique de son étendue illimitée : au cas où la condamnation aurait été prononcée par un seigneur haut-justicier et aurait entraîné à son profit la confiscation des biens du coupable, il conclut que si les lettres « contiennent la restitution du rémissionnaire en ses biens, il y doit rentrer, car comme le seigneur ne peut empêcher l'entérinement des lettres de rémission sous prétexte de la confiscation qu'il espère, aussi il ne peut empêcher l'effet d'icelles, autrement ce serait diminuer la puissance du roi ».

D'après l'ordonnance de 1670, les lettres se divisent en lettres de justice et en lettres de grâce.

Les premières, qu'on range quelquefois aussi sous la dénomination générale de lettres de grâce, sont accordées lorsque des circonstances de fait justifient l'acte commis et font disparaître toute culpabilité de l'agent, de telle sorte qu'on ne saurait les refuser sans blesser l'équité la plus élémentaire : tel est le cas par exemple d'un homicide involontaire ou commis « dans la nécessité d'une légitime défense de la vie » ; ce sont alors les lettres de rémission. De même, si la responsabilité du coupable est très atténuée et qu'il ait plutôt encouru un blâme que mérité une peine, les lettres de justice interviennent encore et portent ici le nom de lettres de pardon : il en est ainsi d'une personne qui, présente à un meurtre et pouvant l'empêcher, n'a rien

1. Bornier, *eod. loco*.

fait pour s'y opposer ¹, ou d'un père qui, dans une querelle où son fils aurait tué quelqu'un, ne se serait pas mis en devoir de l'en empêcher ; car bien qu'il n'ait pas frappé, ce père « ne peut être excusé de ne s'être pas mis en devoir d'empêcher son fils et il est obligé d'avoir recours au pardon ² ».

Les lettres de grâce, les seules intéressantes pour nous, ont ce point de commun entre elles que toutes elles émanent de la faveur du roi et non pas de sa justice, qu'elles sont dictées « par un motif de clémence, en vertu de la souveraine puissance et de l'autorité qu'il ne tient que de Dieu seul », comme le dit Jousse à propos des lettres d'abolition ³. Leur fondement diffère donc absolument de celui des lettres de justice, et cette différence se retrouve dans leurs effets : celles-ci sont des « grâces plénières » qui, en arrêtant toute poursuite, empêchent la peine d'être prononcée et conservent à celui qui en bénéficie sa réputation intacte. Les lettres de grâce au contraire interviennent seulement alors que tout ou partie de la peine a été subie ; elles ne peuvent donc la remettre en entier et se contentent d'en modifier ou arrêter le cours et d'en détruire les effets infamants.

Elles étaient assez nombreuses ; c'étaient les lettres d'abolition suivant lesquelles le roi « pardonne, éteint et abolit pour toujours le crime dont un accusé se reconnaît coupable », celles pour ester à droit permettant au contumax qui avait laissé expirer le délai de cinq ans sans faire opposition, de se présenter devant la justice pour se faire juger contradictoirement, celles de rappel de ban ou des galères, de commutation

1. Muyart de Vouglans, *Lois crim.*, p. 599.

2. Jousse, *Tr. de la Just. crim.*, II, p. 381.

3. Jousse, *Tr. de la Just. crim.*, II, p. 405.

de peine, de réhabilitation et de revision de procès.

« Les lettres de réhabilitation du condamné en ses biens et bonne renommée sont celles par lesquelles le roi rétablit en son honneur, droits et bonne réputation un condamné, ainsi et de la même manière qu'il était avant le jugement de condamnation et sans que ce condamné puisse être réputé avoir encouru en vertu du jugement aucune note d'infamie ou mort civile ¹. »

Ne pouvant émaner que de la puissance royale, elles devaient être, comme les autres lettres de grâce, expédiées en la grande chancellerie, tandis que celles de rémission et de pardon, actes de justice, pouvaient être obtenues dans les petites chancelleries des Parlements.

La procédure était d'ailleurs fort simple : le condamné devait, avant tout, avoir satisfait à la peine, acquitté l'amende et désintéressé la partie civile ; cette dernière condition, considérée comme essentielle, était toujours l'objet d'une réserve particulière dans les lettres de grâce ², et une copie des lettres devait être signifiée au plaignant pour lui permettre de faire opposition à l'entérinement jusqu'à réparation complète du dommage subi. Ces formalités accomplies, l'impétrant n'était pas tenu, comme pour les autres lettres de grâces, de « se mettre en état dans les prisons », ni de se présenter en personne à l'audience. Il suffisait de joindre les lettres à une requête en ayant soin, sous peine de nullité, d'attacher le jugement de condamnation sous le contre-scel ³ et de les adresser aux Parlements pour les gentilshommes, aux bailliages et présidiaux pour les roturiers ; cette défense aux juges locaux de connaître

1. Jousse, *eod. loco*, p. 414.

2. Muyart de Vouglans, *Lois crim.*, p. 600.

3. *Ordonn. de 1670*, titre XVI, art. 6.

des lettres obtenues par les nobles « n'est pas pour les favoriser, mais en haine de ce que le plus souvent ils usurpent dans leurs provinces et dans leur voisinage une si grande autorité que beaucoup de juges craignent, n'osent et ne veulent rien entreprendre sur eux, ce qui leur serait un moyen de rendre leurs crimes impunis ¹ ». Aussi devaient-ils, à peine de nullité, déclarer expressément leur qualité et leurs titres. Le ministère public donnait ses conclusions et les juges étaient tenus de les entériner sans examen, sauf à présenter au roi les observations qu'ils jugeaient convenables ².

On voit combien était illusoire cette intervention du pouvoir judiciaire; étant subordonné au pouvoir exécutif, ou plutôt confondu avec lui, il n'avait qu'un rôle passif et servait seulement à enregistrer sans contrôle les volontés royales.

Le réhabilité était « rétabli en sa bonne fame et renommée » et pouvait exercer à nouveau tous les droits dont l'infamie ou la mort civile l'avaient privé. Aussi cette faveur était-elle sollicitée le plus souvent par « des officiers interdits pour toujours ou déclarés incapables de posséder des charges de justice ou de finance ». Jousse nous rapporte, par exemple, un arrêt du Parlement du 13 septembre 1755 admettant à posséder un nouvel office « le nommé Pierre Larchant, huissier au châtelet de Paris, qui avait été condamné à une peine infamante et qui avait depuis obtenu des lettres de réhabilitation entérinées ³. »

Mais les lettres de grâce remettaient seulement les incapacités et, en principe du moins, ne rendaient pas la

1. Bornier, *Ordonn. de Louis XIV*, II, p. 247.

2. *Ordonn. de 1670*, titre XVI, art. 7.

3. Jousse, *Tr. de la Just. crim. de Fr.*, II, p. 415.

possession des biens confisqués ; il fallait qu'une clause formelle fit remise de la confiscation. Dans ce cas, nous avons vu qu'un seigneur haut-justicier ne pouvait faire échec à l'autorité royale et devait restituer les biens par lui confisqués, pourvu toutefois qu'il n'en ait disposé car la réhabilitation ne peut porter atteinte aux droits des tiers ; par exemple, un ecclésiastique qui a obtenu des lettres de grâce ne peut rentrer dans son bénéfice dont un autre aurait été pourvu, mais il peut en posséder un nouveau ¹.

D'ailleurs, il faut admettre que ces lettres faisaient disparaître la mort civile comme la note d'infamie. Si quelques auteurs, Serpillon et Rousseaud de la Combe par exemple, ont contesté ce point en se fondant sur ce que la réhabilitation ne pouvait avoir effet que sur les déchéances temporaires, cette opinion est isolée et Jousse, Muyart de Vouglans et Pothier sont très affirmatifs en sens contraire.

1. Jousse, *La Just. crim. de Fr.*, II, p. 415.

CHAPITRE II

LA RÉHABILITATION D'APRÈS LE CODE PÉNAL DE 1791

Jusqu'à cette époque, la peine n'avait eu d'autre objet que la punition du coupable et reposait en somme sur l'idée grossière de la vengeance. A l'Assemblée Constituante revient l'honneur de s'être la première élevée au-dessus de ce sentiment peu généreux et d'avoir dégagé le véritable caractère de la peine en consacrant le principe du relèvement moral du condamné. Le rapporteur de la loi pénale de 1791, Lepelletier-Saint-Fargeau, se faisait l'écho des sentiments unanimes de son époque lorsqu'il réclamait cet idéal si différent de la législation passée : « Il faut, disait-il, que les peines soient humaines et justement graduées, dans un rapport exact avec la nature du délit, égales pour tous les citoyens, qu'elles soient répressives principalement par des gênes et des privations prolongées, par leur publicité, par leur proximité du lieu où le crime a été commis, *qu'elles corrigent les affections morales du condamné...* »

De telles aspirations appelaient comme conséquence nécessaire la réhabilitation et devaient conduire à lui donner un principe nettement séparé du pouvoir gra-

cieux. Cette distinction fut même si radicale dans l'esprit de la Constituante qu'elle en fit une institution légale, inscrite comme un droit dans la législation, elle qui, dans sa logique implacable, avait décrété purement et simplement, l'abolition du droit de grâce.

L'établissement du jury, l'obligation de lui soumettre les questions de volonté, d'intention, de légitime défense, son entière liberté d'appréciation pouvant aller jusqu'à l'acquiescement non motivé, toute cette révolution si récente soulevait l'enthousiasme ; on croyait avoir là une sorte de remède infailible répondant à tous les besoins et c'eût été un sacrilège, un crime de lèse-nation « d'infirmier le jugement de tout le pays » rendu par la bouche des jurés. Sous l'empire de ce sentiment, joint à la haine de tout ce qui pouvait rappeler les anciennes institutions, au désir de l'égalité poussé jusqu'à la passion et aussi, croyons-nous, au besoin de frapper son auditoire par des hyperboles imaginées, nous voyons Lepellétier lancer cette protestation indignée contre le droit de grâce : « C'est une injustice, un attentat contre la société, une barbarie contre le condamné et un meurtre que de lui faire subir toute la rigueur de la loi, tandis qu'à côté de lui, le pouvoir arbitraire viendrait déployer en faveur d'un homme coupable du même crime le droit de miséricorde ¹. »

Peut-être eut-il pu formuler sa pensée sous cette forme plus juridique que la grâce, étant une manifestation du droit divin, devait disparaître avec lui et serait devenue un non-sens dans une constitution qui reniait énergiquement cette origine.

Quoi qu'il en soit, l'usage des lettres de grâce fut aboli pour tous les crimes relevant du jury.

1. Séance du 4 juin 1791. *Mon. univ.*, 6 juin, p. 652. « La clémence d'une nation est d'être juste, disait encore Pétion dans la même discussion. »

La réhabilitation au contraire subsista et la Constituante en saisit d'un seul coup toute la grandeur ; elle sut se dégager des erreurs consacrées par la précédente législation et en prit si radicalement le contre-pied que l'institution élaborée par elle de toutes pièces conserva tout juste le nom de commun avec l'ancienne mesure.

Tout le système des lois pénales tendait à la régénération du coupable : plus de peines perpétuelles, plus de marque rendant inutile toute velléité de retour au bien. L'espoir n'est interdit à personne ; que le criminel se repente et la société lui promet en retour l'oubli de ses défaillances et sa réintégration dans son honneur. « Appelons par nos institutions le repentir dans le cœur du coupable, déclarait à la tribune le rapporteur du Code pénal de 1791 ; qu'il puisse revivre à la vertu en lui laissant l'espérance de revivre à l'honneur, qu'il puisse cesser d'être méchant par l'intérêt que vous lui offrez d'être bon ; après qu'une longue partie de sa vie passée dans les peines aura acquitté le tribut qu'il doit à l'exemple, rendu à la société, qu'il puisse encore recouvrer son estime par l'épreuve d'une conduite sans reproche et mériter un jour que la patrie efface de son front jusqu'à la tache du crime qu'il aura suffisamment expié¹. »

Ainsi, c'est bien un engagement pris avec le condamné ; la réhabilitation n'est plus, comme auparavant, une forme de la grâce, dépendant du seul caprice royal ; elle devient une mesure de réparation sociale, un acte de justice dont le principal artisan est le condamné lui-même. Il se relève par sa propre énergie et après avoir affirmé son retour au bien de façon indiscutable, il pourra réclamer sa réhabilitation comme un droit acquis, si bien qu'on a pu très justement résumer

1. *Mon. univ.*, 30 mai 1791, p. 623.

ce système en disant : le juge atteste et proclame un état de fait, mais le condamné se réhabilite lui-même.

La Constituante avait donc du premier coup atteint à la vérité, mais il fallait encore mettre à exécution cette théorie si morale et nous voyons ici un exemple saisissant des effets funestes d'une organisation défectueuse et maladroite appliquée à un principe excellent. Les réminiscences de l'antiquité, la pompe naïvement théâtrale, les déclarations solennelles étaient alors très en honneur et devaient fatalement s'imposer dans une matière comme la nôtre ; le simple exposé de la procédure suffira pour nous en convaincre.

Après un délai de dix ans à compter de l'expiration de la peine pour les condamnations afflictives, et du jour du jugement pour les condamnations simplement infamantes, le condamné pouvait se pourvoir en réhabilitation, si depuis les deux dernières années au moins il n'avait pas changé de résidence. Il devait adresser sa demande à la municipalité de son domicile et, s'il en avait eu plusieurs depuis sa libération, produire des attestations de bonne conduite émanant des municipalités sur le territoire desquelles il avait habité. Huit jours après le dépôt de sa demande, le Conseil général de la commune devait en recevoir communication et s'ajourner à un mois pour permettre à chaque membre de se renseigner à loisir sur la conduite du condamné. A l'expiration de ce délai, le Conseil de la commune se réunissait à nouveau pour délibérer sur la demande.

Si elle était rejetée, le condamné ne pouvait la renouveler que deux ans après, et ensuite de deux ans en deux ans.

Si au contraire le certificat était accordé, « les organes du peuple, témoins habituels de la conduite du condamné, devaient attester à la société qu'il avait, par

un long repentir, mérité l'estime de ses concitoyens ». Pour cela, deux officiers municipaux, ceints de leur écharpe, conduisaient le condamné devant le tribunal criminel de son domicile et après avoir donné lecture du jugement prononcé contre lui, ils disaient à haute voix : « Un tel a expié son crime en subissant sa peine ; maintenant, sa conduite est irréprochable ; nous demandons, au nom de son pays, que la tache de son crime soit effacée. » Sans délibération, le président devait déclarer : « Sur l'attestation et la demande de votre pays, la loi et le tribunal effacent la tache de votre crime¹. »

Ce « baptême civique » était exactement la contrepartie des solennités qui entouraient la dégradation civique², car si on peut taxer ici le législateur d'excentricité, il faut du moins reconnaître sa rigoureuse logique.

La réhabilitation ainsi obtenue avait la portée la plus large ; elle faisait cesser toutes les incapacités dont souffrait le condamné et même, dans le sens le plus étendu, tous les effets de la condamnation.

Telle fut l'œuvre de la Révolution : sa valeur théorique est incontestable, mais comme on a pu le voir, son organisation était des plus défectueuses. C'étaient en réalité les corps municipaux qui prononçaient la réhabilitation, puisque l'entière appréciation des titres du condamné leur était réservée et on peut se demander s'ils avaient bien l'autorité et l'indépendance nécessaires pour un acte aussi grave. Le pouvoir judiciaire n'intervenait que pour enregistrer avec éclat leurs dé-

1. C. pén., 25 septembre 1791, tit. VII, 1^{re} p., art. 6 et 7.

2. Pour la dégradation civique, le greffier criminel se rendait sur la place publique et prononçait ces mots en présence du condamné : « Votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme ; la loi et le tribunal vous dégradent de la qualité de citoyen français. »

cisions et figurer passivement dans la mise en scène, rôle peu compatible avec sa dignité.

Quant à la forme dramatique de la procédure, destinée à rehausser le prix de la régénération en lui donnant une large publicité, elle devait produire l'effet inverse de celui attendu. Le vote du Conseil municipal, la lecture publique du jugement de condamnation ravivant le souvenir d'une faute généralement oubliée, l'humiliation imposée au condamné dont la présence était nécessaire, tout cet appareil tapageur était bien fait pour effrayer; beaucoup préféreraient une estime chèrement acquise et modestement conservée à une consécration officielle qui risquait bien de la leur enlever. « Ces formes pittoresques » semblent pourtant avoir trouvé leurs défenseurs et certains ont vu là « un noble appareil¹ ». Mais si l'intention moralisatrice du législateur est indiscutable, il faut bien reconnaître que son inexpérience lui a fait manquer totalement son but et justifie la sévère appréciation de M. Demante : « Cette procédure, écrit-il, est (bien à l'insu du législateur !) immorale ou odieuse : immorale, si elle glorifie le condamné; odieuse, si elle tend à l'humilier². »

1. Réquisitoire de M. Mourre, procureur général, à la suite duquel est intervenu l'arrêt de cassation du 6 février 1823 cité plus loin. — V. encore l'exposé des motifs de la loi de 1852 et l'article de M. Faustin Hélie, *Rev. de lég.* VII, p. 37.

2. *Études sur la réhabilitation des condamnés*, par G. Demante, p. 9.

CHAPITRE III

LA RÉHABILITATION D'APRÈS LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

L'œuvre de l'Assemblée constituante devait être éphémère : le droit de grâce fut rendu au premier consul par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X et la réhabilitation ne tarda pas, elle aussi, à être réorganisée.

Le système de 1791, avec ses épreuves difficiles et sa procédure trop bruyante, n'était pas fait pour séduire et les années qui suivirent amenèrent peu de demandes de réhabilitation, si peu même qu'on en vint à douter de son utilité. Par une confusion facile à expliquer chez des observateurs superficiels, on attribua au principe même de l'institution les résultats médiocres dont sa déplorable organisation était la seule cause, et lorsqu'en 1804, Napoléon s'inquiéta de la rédaction d'un Code criminel, on se demanda « s'il y aurait un mode de réhabilitation pour les condamnés dont la conduite aurait mérité cette faveur¹ ».

A la séance du 30 prairial an XII (19 juin 1804), où

1. Questions fondamentales du projet de Code criminel, quatorzième question. (Locré, t. XXIV, p. 12.)

la question fut discutée, M. Laumond émit l'avis que la plupart des criminels ne devaient guère espérer recouvrer l'estime et que « la réhabilitation serait toujours illusoire parce qu'elle n'est pas conforme au génie de la nation¹ ». Le principe en fut pourtant admis, mais sans enthousiasme et plutôt par acquit de conscience.

Quatre ans plus tard, un projet fut présenté au Conseil d'État; calqué sur la loi de 1791, il exigeait comme elle des attestations de bonne conduite délivrées, après délibération publique, par les municipalités des divers domiciles du condamné; si la demande était accueillie, le maire devait se présenter avec lui devant la Cour d'assises du ressort où avait lieu la même cérémonie que sous la législation antérieure, le président, sur les réquisitions de l'officier municipal, proclamant la réhabilitation en termes solennels.

Pourtant, il convient de signaler deux innovations capitales : la Cour n'était plus réduite à un rôle purement passif et pouvait délibérer « sur la suffisance et la légalité des pièces annexées à la demande » ; par contre, la préoccupation de renforcer les prérogatives impériales avait fait revivre les anciens errements et l'arrêt de réhabilitation ne devait avoir d'effet que du jour où il aurait été ratifié par lettres de l'empereur émises dans les mêmes formes que les lettres de grâce; on recommence à voir là un acte de souveraineté.

Une discussion assez vive s'éleva sur ce projet dans la séance du Conseil d'État du 16 août 1808. L'archichancelier de l'Empire et le Ministre de la justice mirent en question le principe même de la réhabilitation qui, d'après eux, bien loin d'être avantageux au condamné et à sa famille, renouvelle le souvenir de son crime sans lui rendre l'honneur; on ne commande

1. Locré, t. XXIV, p. 105.

pas à l'opinion par des lois ni par des arrêts, disaient-ils, et le parti le plus raisonnable que puisse prendre l'homme qui a eu le malheur de commettre un crime, c'est de s'ensevelir dans l'obscurité la plus profonde.

Devant des attaques tombées de si haut, le comte Berlier n'hésita pas à se faire l'apôtre de la réhabilitation menacée et, presque seul, il la défendit victorieusement contre ces faibles raisons. « Si vous ne rendez au condamné sa place entière dans la société qu'après qu'une meilleure conduite la lui a méritée, disait-il, vous lui inspirerez le désir et même le besoin de recouvrer cette place. Ce besoin sera d'autant plus fort que jusque-là sa situation sera plus précaire, s'il est laissé à la disposition du Gouvernement. De la combinaison de ces mesures sévères avec la possibilité de la réhabilitation, il doit résulter d'utiles corrections et quand, sur vingt criminels, il n'y en aurait que deux qui revinssent à une meilleure conduite, il faudrait admettre le système proposé. »

Et, répondant aux critiques de l'archichancelier, il ajoutait avec sa puissance de concision habituelle : « On a objecté que l'opinion serait plus forte que l'arrêt de la réhabilitation ; oui, s'il est injuste ; non, au cas contraire. »

Sa péroraison montre de façon évidente les résultats inévitables de chaque système : si les condamnés se voient rayés sans appel de l'exercice des droits les plus élémentaires, s'ils sont mis hors la loi sans esprit de retour, c'est la guerre déclarée avec la société qui a tout à y perdre et doit s'en prendre à elle-même de les avoir rejetés dans le crime. Il est donc de l'intérêt général de « leur offrir un appât qui les rende meilleurs ¹ ».

1. Locré, t. XXVIII, p. 127.

Ces justes observations s'adressaient surtout aux sentiments utilitaires de l'assemblée sans mettre en relief le caractère de justice et de beauté morale de l'institution ; elles eurent cependant pour heureuse conséquence d'assurer le triomphe définitif du principe et les détails de son organisation occupèrent désormais toute la discussion, d'ailleurs laborieuse.

Le projet présenté par la section était vicieux à plus d'un titre et l'archichancelier s'éleva avec insistance contre le rôle prépondérant de la municipalité qui en réalité opérerait la réhabilitation, alors que ce doit être le rôle exclusif de la Cour.

A ce reproche en succéda un autre ; le débat conduit sans méthode s'alourdit de nouvelles questions venant accentuer les divisions anciennes et en créer de nouvelles, si bien qu'on résolut, pour couper court, de renvoyer le chapitre entier à la section et de lui demander un rapport sur les importantes questions discutées, telles que celles de savoir si la réhabilitation est un acte de souveraineté, si elle peut être accordée dans le cas de marque, si celui qui l'a obtenue peut encourir les peines de la récidive, enfin si l'opinion de la municipalité commandera celle de la Cour.

Le nouveau projet, présenté dans la séance du 24 septembre 1808, fut adopté sous de légères modifications et forma les articles 619 à 634 du Code d'instruction criminelle. Il fut voté sans qu'on mit en lui grand espoir et ses partisans eux-mêmes ne paraissaient pas trop convaincus de son efficacité.

M. Louvet, dans son rapport au Corps législatif, s'exprime sans enthousiasme : « On a vu des exemples de réhabilitation, on en verra davantage ; mais quand par impossible, l'espoir d'y être admis ne servirait à rendre meilleur qu'un seul individu, la peine qu'au-

rait prise le législateur ne serait pas perdue ¹. »

M. Réal, faisant allusion au projet de réforme du régime pénitentiaire, disait aussi : « Nous touchons au moment où par des moyens doux, par un régime salubre, on pourra espérer améliorer l'âme du malfaiteur et le rendre à l'habitude de l'ordre, du travail et de l'obéissance aux lois. Espérons que les théories qui ont obtenu quelques succès dans la Hollande, espérons que les institutions plus heureuses encore qui ont procuré en Pensylvanie de si merveilleux résultats pourront être imitées en France, appropriées à nos usages, à nos mœurs et nous procureront souvent le consolant spectacle du criminel rendu par le travail et la bonne conduite au bonheur et à la société ² ».

Enfin, M. Target propose de laisser aux condamnés « cette perspective incertaine, mais consolante qui peut les encourager dans leurs bonnes résolutions et qui ne peut faire aucun mal ». Et il ajoute : « Si ce n'est là pour le législateur qu'une douce chimère, l'idée en est belle à consacrer par la loi et suffira peut-être pour en obtenir quelquefois la réalité ³ ».

Comparé au système de la Constituante, le Code de 1801 montre l'influence directe et fatale des changements politiques sur la conception du droit : par un recul de près de vingt années, la réhabilitation y est considérée comme un acte de souveraineté dont l'exercice ne doit souffrir aucune sanction, même apparente ; aussi verrons-nous l'arrêt de la Cour ne devenir exécutoire qu'en vertu de lettres de l'empereur.

En réalité, c'est là une œuvre d'éclectisme, un compromis entre les trois pouvoirs qui jusqu'alors avaient

1. Séance du 16 décembre 1808. *Mon. univ.*, 17 décembre.

2. Exposé des motifs. *Mon. univ.*, 8 décembre 1808.

3. *Observations sur le projet de Code criminel*, Locré, XXIX, p. 18.

participé dans des mesures diverses à la réhabilitation des condamnés : le pouvoir administratif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir politique¹.

Le premier reçoit la demande et est appelé à fournir l'instruction qu'elle comporte ; le pouvoir judiciaire vérifie cette instruction et rend un avis qui équivaut au rejet de la demande, s'il est défavorable ; le pouvoir politique prononce sur la demande lorsqu'elle est soumise à son appréciation.

Telle est dans sa généralité l'économie de ce système un peu confus qui fait à la fois de la réhabilitation un acte d'administration, de justice et de souveraineté.

M. Réal, devançant la critique, donne dans son exposé des motifs l'explication de ces multiples interventions à une même œuvre. « Il est évident, dit-il, que la réhabilitation ne peut être confondue avec la remise ou la commutation de la peine, mais elle s'y rattache parce que le prince seul peut effacer la tache d'infamie imprimée par la condamnation et faire cesser les incapacités produites par le jugement. D'un autre côté, puisqu'il n'est plus question du droit de grâce et de son application pure et simple, puisqu'il s'agit aussi de la reconnaissance d'un droit acquis, les dispensateurs de la justice, les tribunaux ne peuvent rester étrangers à l'instruction qui doit précéder le jugement. Il a donc fallu dans cette matière, mixte de sa nature, admettre le concours des tribunaux en ouvrant le recours au prince². »

La durée de l'épreuve était réduite de dix à cinq ans ; les municipalités des différents domiciles du condamné devaient toujours, comme par le passé, fournir « la base de la procédure » et délivrer des attestations de

1. Exposé des motifs de la loi de 1852. *Mon. univ.*, 17 avril 1852.

2. *Mon. univ.*, 8 décembre 1808.

bonne conduite délibérées en séance publique et approuvées, d'après le nouveau texte, par le sous-préfet, le procureur impérial et le juge de paix. Mais la demande en réhabilitation et les pièces à l'appui étaient directement adressées au greffe de la Cour impériale et par une innovation malheureuse, cette demande devait être insérée au journal judiciaire du siège de la Cour et dans celui du lieu de la condamnation. Le procureur général, après avoir pris connaissance des pièces, donnait ses conclusions motivées et par écrit et pouvait, ainsi que la chambre criminelle, ordonner de nouvelles informations.

Trois mois au moins après la présentation de la demande, la Cour donnait son avis qui, s'il était défavorable, imposait au condamné une nouvelle épreuve de cinq ans ; elle avait donc en somme le pouvoir de refuser la réhabilitation et n'avait pas à l'inverse le droit de la prononcer ; elle pouvait seulement donner un avis favorable et c'est sur cet avis, transmis au Ministre de la justice, que statuait l'empereur.

En cas de réhabilitation, les lettres en étaient expédiées à la Cour d'où émanait l'avis et une copie authentique était adressée à celle qui avait rendu l'arrêt de condamnation pour être transcrite en marge de cet arrêt ; ce n'était là d'ailleurs qu'une pure formalité excluant toute idée de contrôle.

La procédure était donc directement opposée à celle de l'ancien régime où l'intervention des parlements suivait la concession des lettres de grâce ; on avait craint, en faisant revivre cette procédure d'entérinement, de fournir aux cours un moyen de contrôler l'exercice de l'autorité impériale, et malgré les efforts de Regnaud (de Saint-Jean d'Angély), on rejeta « cette ancienne et dangereuse prérogative des parlements qui

mettait l'acte du souverain à la merci des cours¹ ».

Il convient de remarquer ici que les récidivistes étaient formellement exclus de cette faveur, tout le monde s'étant accordé pour juger indignes de pitié « des hommes aussi endurcis dans le crime ».

Ce régime donnait à la réhabilitation des effets beaucoup moins étendus que la loi de 1791. Treilhard aurait voulu qu'elle fit cesser, comme auparavant, tous les effets de la condamnation et le projet primitif était rédigé en ce sens ; mais une discussion assez animée fit triompher l'opinion contraire et la réhabilitation fit disparaître seulement, dans la personne du condamné, les incapacités dont il était frappé.

Par conséquent, la condamnation, toujours debout, conservait son influence sur la vie future du condamné et pouvait encore servir de base à l'aggravation de la récidive. Ainsi en a décidé la Cour de cassation en se fondant sur les termes de l'article 634 et sur le rejet des mots « *tous les effets* » proposés dans la discussion².

Cette conséquence nécessaire du texte faisait de la réhabilitation une mesure illusoire et vaine, car, dit très bien M. Faustin Hélie, « comment prétendrait-elle faire du condamné un homme nouveau, effacer sa criminalité antérieure et détruire son passé, si elle permet que sa première condamnation, si complètement expiée, pèse sur toute son existence ? Il n'est pas possible évidemment dans ce cas d'invoquer aucune des causes qui expliquent l'aggravation de la récidive, ni la perversité supposée de l'agent démentie par l'épreuve de la réhabilitation, ni l'habitude du crime quand dix années au moins séparent les deux actions »³. Et il est

1. Conseil d'Etat, séance du 16 août 1808. Locré, XXVIII, p. 124.

2. Cass., 6 février 1823, Sir. 1823, 1, 176.

3. Faustin Hélie, *Tr. de l'inst. crim.*, IX, p. 579.

grandement injuste de ne faire aucune différence entre sa position et celle des autres condamnés et de faire servir le crime qu'il a racheté à l'aggravation d'une autre action.

Quels résultats devait-on attendre d'un pareil système ?

Son principe même était vicieux, ou plutôt le législateur n'en avait pas eu de bien précis et s'était laissé conduire par sa fantaisie plus que par une règle immuable et stricte.

Les orateurs du Conseil d'État déclaraient voir dans la réhabilitation un droit acquis au condamné moyennant certaines conditions stipulées par la loi ; c'était une revendication de capacité, un recours dont sa bonne conduite prolongée était le prix. La conclusion nécessaire aurait dû être de faire prononcer la réhabilitation par arrêt de justice ; il s'agissait de vérifier l'accomplissement de certaines conditions, de constater l'existence d'un droit et d'assurer le respect de formalités destinées à servir de garanties aux tiers ; c'est le rôle du pouvoir judiciaire et de lui seul.

L'Assemblée Constituante, dont l'œuvre n'est certes pas à l'abri de très graves critiques, avait du moins été logique en confiant au tribunal le soin de prononcer la réhabilitation. Dans le sein même du Conseil d'État, Cambacérès avait montré la solution qui s'imposait, la seule découlant naturellement des principes adoptés et cadrant avec la théorie élaborée dans la discussion : « La réhabilitation, disait-il, ne doit être prononcée que par arrêt de la cour rendu en connaissance de cause sur la demande du condamné, appuyée de l'attestation de la municipalité et sur les conclusions du ministère public. »

Pourtant, et sans craindre de se contredire lui-même, le Conseil d'État avait donné à l'empereur le pouvoir sans contrôle de statuer sur la demande en réhabilitation.

Cette discordance entre les principes directeurs et la solution admise laissait planer l'incertitude sur le véritable caractère de l'institution et c'est avec une certaine vraisemblance qu'on a pu soutenir que « le recours au roi dont la décision seule peut réhabiliter un condamné, ne permet pas de voir dans la réhabilitation autre chose qu'un acte de juridiction gracieuse¹ ».

Aussi, la Charte de 1814 ayant rendu au chef de l'État l'exercice du droit de grâce sans contrôle et en ayant fait sur ce point un roi absolu, une longue et célèbre controverse s'engagea sur l'étendue de ses pouvoirs : la grâce se trouvait-elle limitée à la remise de la peine corporelle et de l'amende, ou bien fallait-il comprendre sous ce terme général le droit de réhabiliter avant l'expiration des délais et sans l'accomplissement des formalités prescrites par le code ? Y avait-il, en un mot, deux réhabilitations : l'une légale et soumise à certaines conditions, l'autre gracieuse et réglée seulement par le bon plaisir du souverain ?

Ce dernier parti eut de nombreux adhérents et revenait à dire que la prérogative royale pouvant faire grâce de la peine, devait *a fortiori* s'étendre à la faculté de remettre les délais et les autres formalités prescrites pour la réhabilitation.

La doctrine contraire, disait-on, conduirait à d'étranges contradictions, car puisque les lettres de grâce opèrent aussi la réhabilitation, il faudrait dire que dans la même chose, le Prince peut le plus et ne peut pas le moins et que le condamné, après avoir subi sa peine, n'est pas susceptible de recevoir la même faveur qu'auparavant, en ce qui concerne la réhabilitation. D'ailleurs, il arrive que par des considérations puissantes,

1. Le Graverend, *Tr. de la législ. crim.*, II, p. 768 ; Massabiau, *Man. du Min. publ.* III, n° 4661 ; Ortolan.

il paraît souvent utile d'accorder une abréviation des délais et aussi, lorsque les délais sont expirés, de dispenser des autres formalités requises (par exemple des formalités de publicité, pour ne pas révéler des condamnations oubliées) ; enfin, il n'y a pas lieu de soumettre tous les individus aux mêmes épreuves pour avoir une garantie assurée de leur bonne conduite à l'avenir ¹.

Cette doctrine était naturellement en faveur auprès du gouvernement et le Ministre de la justice lui donna une consécration officielle dans la circulaire suivante, datée du 8 juin 1816 : « La réhabilitation peut être accordée ou par voie de grâce ou selon les formes ordinaires ; dans ce dernier cas, elle ne consacre que la déclaration d'un droit acquis et si elle émane du roi, c'est que cette intervention était nécessaire pour donner la solennité convenable à un acte qui rend un individu à l'honneur et à l'exercice de ses droits civils. La prérogative royale, qui fait grâce de la peine, peut à plus forte raison remettre les délais et les formalités prescrites pour l'obtention des lettres de réhabilitation ². »

Mais la discussion, bien loin d'être calmée par cette instruction ministérielle, continua plus vive que jamais et fut enfin portée devant le Conseil d'État dont l'avis célèbre du 8 janvier 1823 s'imposa à la jurisprudence sans convaincre la doctrine ; il y fixe en ces termes l'étendue du pouvoir royal par interprétation de la charte de 1814 :

« Considérant que la grâce et la réhabilitation diffèrent essentiellement soit dans leur principe, soit dans leurs effets ;

» Que la grâce dérive de la clémence du roi, la réhabilitation de sa justice ;

1. Le Graverend, *loc. cit.*

2. Gillet et Demoly, *Circ. et Instr. du Min. de la Just.*, I, p. 195.

» Que l'effet de la grâce n'est pas d'abolir le jugement, mais seulement de faire cesser la peine ;

» Que l'effet de la réhabilitation est de relever le condamné de toutes les incapacités soit politiques, soit civiles qu'il a encourues ; que ces incapacités sont des garanties données par la loi soit à la société, soit aux tiers et que la grâce accordée au condamné ne peut pas plus le relever de toutes ces incapacités que de toutes les autres dispositions du jugement qui auraient été rendues en faveur des tiers ;

» Que la prérogative royale ne s'étend pas jusqu'à dispenser les citoyens des obligations qui leur sont imposées en vertu des lois maintenues par la charte et dont ils ne pourraient être relevés que par la puissance législative ¹. »

Par ces motifs, le Conseil d'État déclarait que la grâce accordée après l'exécution du jugement ne dispense pas le grâcié de se pourvoir en réhabilitation et qu'elle ne peut contenir aucune clause dispensant des formalités prescrites par le Code.

Cet avis, dont on a contesté la rigoureuse exactitude juridique, fut un acte de fermeté et un effort très louable pour s'opposer aux prétentions rétrogrades qui ne tendaient à rien moins qu'à supprimer le Code d'instruction criminelle pour en revenir aux lettres de l'ancienne monarchie. Mais il fut loin de trancher la controverse engagée et de nombreux auteurs, le tenant pour lettre-morte, continuèrent à enseigner la théorie de la toute-puissance royale ².

1. Sir. 1823, 2, 91.

2. Prudhom, *De l'usufruit*, n° 2.023 ; Coin-Delisle, *Commentaire sur l'article 32, C. c.*, n° 15 ; Merlin, *Répertoire*, v^{is} *Grâce et mort civile* ; Duranton, *Droit franç.*, I, n° 240. — *Contra* : Demolombe, *Code civil*, I, n° 235 ; Foucart, *Droit public*, I, n° 108.

CHAPITRE IV

RÉFORME DE 1832 ET DÉCRET DE 1848

La réforme générale de nos lois pénales en 1832, sans rien changer aux principes du Code sur la réhabilitation, vint remplir deux omissions regrettables.

L'article 619 énumérant limitativement les peines dont on pouvait se faire réhabiliter, ne parlait ni du bannissement, ni de la dégradation civique et ce silence sans doute involontaire avait été interprété comme une exclusion.

De plus, le texte exigeant formellement que la peine eut été subie, interdisait la réhabilitation aux condamnés qui avaient obtenu des lettres de grâce ou de commutation de peine ; cette singulière anomalie devait aussi disparaître, et le nouvel article 619 admit à se faire réhabiliter les condamnés à la dégradation civique et ceux qui avaient vu leur peine remise ou modifiée par l'indulgence royale.

C'était déjà beaucoup de combler ces deux graves lacunes rendues excusables chez le législateur de 1808 par l'énormité de sa tâche et la rapidité de son travail. Mais une autre réforme s'imposait, aussi urgente, répondant même à des besoins plus généraux encore et dont

le nombre allait augmentant sans cesse. Et pourtant, il fallut près de vingt années et une révolution pour la consacrer !

Sous le Code de 1810, les condamnations correctionnelles n'entraînant que très exceptionnellement des incapacités et toujours temporaires, on n'avait pas cru utile de leur étendre le bénéfice de la réhabilitation.

Mais le droit de vote dans les élections municipales, départementales et politiques, le droit de faire partie de la garde nationale et du jury, celui de tenir école et d'enseigner furent successivement reconnus à la masse des citoyens, et leur perte devint la suite nécessaire de toute condamnation correctionnelle qui rendait le condamné indigne de les exercer. De là cette double conséquence : une incapacité perpétuelle se trouvait souvent attachée à une peine temporaire, et le condamné correctionnel ne pouvant jamais obtenir sa réhabilitation était traité plus durement que le condamné à une peine afflictive et infamante.

Le Conseil d'État, dans un avis du 15 janvier 1831, déclara ces déchéances irrémissibles et allant même, dans la rigueur de sa théorie, jusqu'à menacer le principe de la réhabilitation, il admit l'irrévocabilité de toutes les prohibitions prononcées par des lois spéciales, même à l'égard des peines infamantes.

Une seconde jurisprudence, émanant de la Cour royale de Paris (11 mai 1838), développait au contraire outre mesure le droit de réhabilitation. Partant de ce principe que même les interdictions prononcées par les lois spéciales sont rémissibles lorsqu'elles sont la conséquence de peines afflictives et infamantes, elle concluait par un argument *a fortiori* que ces mêmes incapacités peuvent être rachetées si elles résultent de condamnations correctionnelles.

Ces deux jurisprudences étaient évidemment erronées : le Code d'instruction criminelle et la loi de 1832 sont formels, la réhabilitation n'est pas accessible aux condamnés correctionnels ; aucun doute n'était possible à cet égard et l'arrêt de la Cour de Paris fut réformé par la Cour de cassation.

Quant à la doctrine du Conseil d'État, elle n'était pas plus juridique : le principe de la réhabilitation est inscrit dans nos Codes comme une loi générale et les lois spéciales n'auraient pu y déroger que par des dispositions nettement exprimées.

Une solution législative s'imposait. Deux propositions furent successivement soumises aux délibérations parlementaires ; la première fut repoussée par la Chambre des pairs en 1842 ; le second projet de loi, déposé sur le bureau de la Chambre des députés, fut retiré en 1846 après avoir été combattu par un avis contraire du rapporteur.

Les objections invoquées contre cette solution étaient de deux sortes.

En premier lieu, disait-on, la réhabilitation a pour effet de supprimer l'infamie et l'infamie n'atteint pas les condamnés correctionnels ; ce serait pour ceux-ci une aggravation de peine de leur imposer le même mode d'affranchissement que pour les grands criminels. Mais ce raisonnement contenait une confusion grave : aux termes mêmes du Code de 1808, la réhabilitation fait seulement disparaître les incapacités et nul part on ne trouve de texte permettant de soutenir qu'il est de l'essence de la réhabilitation de supprimer l'infamie ; la procédure spéciale relative aux faillis est d'ailleurs une preuve du contraire.

La seconde objection était tirée de ce que les déchéances attachées aux condamnations correctionnel-

les devant être exprimées dans le jugement, auraient constitué de véritables peines plutôt que des incapacités et par suite auraient échappé à la réhabilitation. C'est là une conception inexacte des prohibitions prononcées en matière correctionnelle et que viennent contredire plusieurs dispositions du Code pénal.

Rien n'interdisait donc en droit et tout commandait en équité d'étendre le bénéfice de la réhabilitation à tous les condamnés.

Après la révolution de février, un décret du Gouvernement provisoire du 18 avril 1848 fit cesser cette inconséquence : tout condamné correctionnel put obtenir sa réhabilitation trois années après l'expiration de sa peine si, depuis deux ans, il résidait dans la même commune. Sa demande devait être adressée directement au procureur général de la Cour dans le ressort de laquelle la condamnation avait été prononcée et être accompagnée des attestations de bonne conduite délivrées par les maires des différents domiciles du condamné, approuvées par les sous-préfets. Mais ce décret supprimait l'intervention des Cours et du chef de l'État et concentrait provisoirement aux mains du Ministre de la justice les attributions du pouvoir judiciaire et celles du pouvoir politique. Le procureur général était chargé de transmettre, avec son avis personnel, les pièces et la requête à la Chancellerie ; le ministre prononçait.

Ce décret portait l'aveu de son insuffisance ; ses principales dispositions n'étaient édictées qu'à titre provisoire et une situation aussi anormale demandait à être régularisée promptement. Ce fut l'œuvre de la loi du 6 juillet 1852 rendue d'ailleurs nécessaire par plusieurs imperfections du Code d'instruction criminelle, par l'exclusion des récidivistes et des bannis, la

double publicité de la demande, le nouveau délai de cinq ans après un premier échec et d'une manière générale, par la sévérité excessive des formalités qui avait soulevé des protestations nombreuses et autorisées.

CHAPITRE V

LA RÉHABILITATION D'APRÈS LA LOI DU 6 JUILLET 1852

La loi de 1852 est la continuation et en quelque sorte la correction du Code de 1808 dont elle répare les imperfections trop grossières sans oser le modifier dans ses œuvres vives. Certes, le législateur est pénétré d'intentions très élevées et il semble avoir eu la perception assez exacte du véritable caractère de la réhabilitation et des réformes nécessaires pour la rendre vraiment utile et féconde.

De l'exposé des motifs se dégage cette impression très nette qu'il voit là pour le condamné autre chose qu'une faveur, que c'est « une réparation légitime » très différente dans son principe du pouvoir gracieux. Aussi, et c'est ici le mérite de la loi, elle élargit l'institution, admet à y concourir un plus grand nombre de citoyens, supprime certaines conditions humiliantes et résoud dans un sens libéral plusieurs hypothèses douteuses ; mais elle maintient dans la procédure ce caractère mixte, à la fois juridique et gracieux qui déjà avait rendu stérile la législation précédente. Un certain esprit de défiance marque toutes ses dispositions et l'em-

pêche de leur donner l'ampleur que commandait son point de départ.

Aussi l'indifférence presque absolue qui accueillit cette réforme ne doit-elle pas nous surprendre et nous voyons le nombre moyen des réhabilitations, brusquement accru en 1848 et 1849, suivre une progression constamment décroissante dans les années suivantes¹.

*
* *

La même critique d'inconséquence que nous avons adressée au Code de 1808 pourrait être intégralement reproduite contre la loi de 1852. La réhabilitation étant, d'après les paroles du rapporteur, un droit acquis à l'amendement, devait être prononcée par les tribunaux, seuls compétents pour connaître des actes de justice. Et pourtant, le compromis adopté par le Code fut conservé ; tous les pouvoirs de l'État, sortant de leurs attributions ordinaires, continuèrent à y collaborer aux lieu et place du pouvoir judiciaire et celui-ci, abaissé à préparer les décisions du chef de l'État, se trouva en somme dans l'hypothèse humiliante de la justice retenue.

Le condamné, en adressant sa demande au procureur impérial de l'arrondissement où il résidait, lui faisait connaître les différentes localités où il avait séjourné depuis sa libération ; ce renseignement permettait au parquet de se mettre en rapport avec les Conseils municipaux et de leur réclamer les certificats déjà exigés par le Code sur la conduite et les moyens d'existence du condamné ; remarquons que pour appeler

1. La moyenne des réhabilitations, seulement de 24 de 1831 à 1840 et de 20 de 1841 à 1847, s'était brusquement élevée à 114 en 1848, à 100 en 1849, et descendit de 1850 à 1853 à 59, en 1856 à 49, en 1857 à 43.

l'attention des Conseils municipaux sur la gravité de leur mission et pour prévenir les attestations de complaisance, mention formelle devait être faite qu'elles sont délivrées en vue d'une demande de réhabilitation ; les maires et les juges de paix étaient en outre appelés à donner leur avis, ainsi que le sous-préfet.

Le procureur impérial joignait à ces différentes pièces une expédition de l'arrêt de condamnation, un certificat de directeur de la maison où la peine a été subie constatant la conduite de l'intéressé et transmettait le dossier, avec son avis, au greffe de la Cour qui se trouvait de ce fait saisie de la demande.

Dans les deux mois de ce dépôt et devant la chambre d'accusation, le procureur général donnait ses conclusions motivées et par écrit et la Cour statuait, sans aucune publicité, dans la chambre du Conseil, en dehors même de la présence du demandeur.

Un des soucis les plus louables du législateur de 1852 fut en effet le secret de la procédure, secret relatif, il est vrai, puisque les attestations de bonne conduite furent toujours demandées à l'indiscrétion des conseillers municipaux et délivrées en séance publique ; mais l'insertion de la demande dans deux journaux fut heureusement supprimée et ce fut déjà un progrès notable.

Quel caractère attribuer à la décision de la Cour ? La réponse est plus ou moins délicate suivant qu'elle admet ou repousse la demande de réhabilitation ; en tout cas, ce n'est là qu'un avis, une opinion émise par un corps de conseillers en dehors de leurs attributions de magistrats et par suite, elle n'est pas susceptible d'un recours en cassation. La Cour était seulement chargée de constater le repentir du condamné et de vérifier la valeur morale des pièces produites à l'appui de la demande ; sa décision, « d'une nature toute spé-

ciale », ne présentait pas les caractères d'un véritable jugement et manquait donc de la condition essentielle pour être susceptible de recours en cassation ¹.

Si l'avis était défavorable, c'est alors que sa nature est assez difficile à définir, car cette décision qui n'est pas à proprement parler un arrêt, en produit néanmoins tous les effets ; elle arrête la procédure, empêche la demande d'être soumise au chef de l'État ni reproduite avant un délai de deux ans ; en un mot, la cour statue ici souverainement.

Si l'avis de la cour est favorable, il est dans le plus bref délai transmis par le procureur général au Ministre de la justice qui peut consulter le tribunal ou la cour d'où émane la condamnation et, sa religion éclairée, dresse son rapport au chef de l'État. C'est à lui en effet qu'il appartient de prononcer et il le fait en toute indépendance et sans être lié par l'avis de la cour : libre à lui de rejeter la demande, sa décision est sans contrôle et nullement motivée.

Cette toute-puissance illogique, recueillie comme un héritage intangible des anciennes traditions, est certes le plus grave défaut de la loi de 1852 et suffit à elle seule à la rendre inefficace ; des épreuves rigoureuses, une procédure où toutes les garanties étaient prises, quelquefois avec excès, faisaient présumer en retour l'acquisition d'un droit, chèrement acquis d'ailleurs ; et pourtant, tout était remis en question, la récompense de tant d'années laborieusement honnêtes était à la discrétion d'un seul et les efforts prolongés du condamné pouvaient se briser contre une volonté qui ne

1. Cass., 1^{er} septembre 1853, Sir. 54, 1, 69 ; 21 avril 1855, Sir. 55, 1, 475. Mais cet avis aurait pu être dénoncé à la Cour de Cassation par le procureur général sur l'ordre du garde des Sceaux, conformément à l'article 441, C. inst. crim. En ce sens Cass., 17 novembre 1871, Sir. 72, 1, 149.

daignait pas même s'expliquer. La défiance inspirée par une institution ainsi organisée est donc fort compréhensible.

Les lettres de réhabilitation étaient entérinées en audience solennelle par la Cour déjà appelée à donner son avis et transcrites en marge du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

Telle était cette procédure, sans aucune originalité, dont l'ancienne législation à peine rajeunie formait toute la base et dont la complication touffue ne permettait pas de discerner le vrai sens de la réhabilitation et en faisait encore un acte d'administration, de justice et de souveraineté.

Voyons maintenant quelles personnes pouvaient y concourir et à quelles conditions ?

A cet égard, la loi de 1852 s'est montrée assez libérale.

Tout d'abord, nous savons que les condamnés correctionnels, longtemps exclus de la réhabilitation, y avaient été admis seulement en 1848 et par un décret hâtivement conçu ; la question se posait donc de la suppression de ce principe que semblait condamner une mise en œuvre rudimentaire, ou au contraire de son maintien et de son organisation définitive.

Après avoir montré la progression rapide des incapacités en matière correctionnelle dans les dernières années, l'exposé des motifs rappelle cette étrange conséquence de la législation antérieure, « qu'une incapacité souvent perpétuelle est nécessairement attachée à une peine temporaire, et que la condition du condamné à une peine correctionnelle est moins favorable que celle du condamné à une peine afflictive et infamante », et il met en lumière les résultats choquants de cette anomalie : de deux coupables condam-

nés pour le même crime, l'un à la réclusion, l'autre, grâce à l'admission de circonstances atténuantes, à un simple emprisonnement, celui que le jury a déclaré indigne d'indulgence pouvait se faire réhabiliter, l'autre jugé moins coupable ne le pouvait jamais; de même encore, si un mineur de seize ans se rendait complice d'un vol à main armée, le principal coupable pouvait effacer toutes traces de sa condamnation et l'enfant, condamné seulement à la prison en raison de son jeune âge, restait grâce à ce singulier privilège privé pour toujours d'une partie de ses droits de citoyen.

L'exposé des motifs résumait d'ailleurs fort clairement la question: « Si la prévoyance de la loi a supposé le repentir possible dans le condamné criminel, ne doit-on pas encore avoir plus d'espérance à l'égard des condamnés correctionnels, puisque leur délit fait présumer moins d'immoralité et présente moins de périls à l'ordre social? On peut ajouter que, en thèse générale, partout où il existe une incapacité perpétuelle, il doit y avoir lieu à la réhabilitation. Ces deux idées sont corrélatives; l'incapacité perpétuelle a sa raison dans l'indignité présumée et cette présomption cède à des épreuves suffisantes pour rassurer la société¹. »

Cette opinion l'emporta et le bénéfice de la réhabilitation fut étendu à toute condamnation, par cela seul qu'elle entraînait des déchéances et sans qu'il y ait à faire de distinction entre les incapacités perpétuelles et les incapacités temporaires, entre celles prononcées par le juge et celles nécessairement attachées à la peine, entre la condamnation pour délits de droit commun ou pour délits prévus par des lois spéciales; divers amendements tendant à établir ces distinctions furent

1. *Mon. univ.*, 17 avril 1852.

repoussés pour cet excellent motif que la culpabilité ne dépend pas de la loi.

Le bannissement, la dégradation civique et la surveillance de la haute police, sur laquelle régnait un certain doute, purent aussi être effacés par la réhabilitation comme toute autre peine suivie de déchéance.

Quelle est enfin la situation des récidivistes sous la loi de 1852 ? D'après l'article 634 du Code d'instruction criminelle, ils ne devaient jamais être admis à la réhabilitation ; elle reposait sur une présomption de repentir, disait-on pour expliquer cette exclusion, et dès lors un criminel assez endurci pour commettre de suite plusieurs délits devait être regardé comme incorrigible et ne saurait parler d'amendement. Le Code de 1808 n'avait pu appliquer cette exclusion qu'à la récidive de crime à crime, puisque les condamnés pour délits ne devaient jamais être réhabilités. En somme, elle frappait seulement le condamné pour crime qui, depuis la première condamnation et quelle que fut la peine, criminelle ou correctionnelle, commettait un second crime puni d'une peine afflictive ou infamante ; si en effet l'admission de circonstances atténuantes transformait la peine du second crime en peine correctionnelle, la rechute n'entraînant aucune aggravation, il n'y avait pas récidive et la réhabilitation était alors possible ; de même, si l'individu, condamné d'abord pour un délit, commettait ensuite un crime.

Le projet présenté par le Gouvernement en 1852 n'excluait aucun récidiviste de la réhabilitation ; il se conformait en cela au Code pénal de 1791 et aussi, nous semble-t-il, aux vrais principes, car si la récidive est sans doute une grave présomption de ténacité dans le mal, elle n'est pas de nature à détruire toute possibilité, toute espérance de régénération, et quand le criminel

rachète ses fautes passées par de persévérants témoignages de bonne conduite, pourquoi perpétuer une indignité qui repose seulement sur une présomption heureusement démentie par la réalité ? « La récidive n'est qu'un indice » et comme toutes les présomptions de droit, elle doit céder devant les faits. Quelle raison d'ailleurs d'exclure de la réhabilitation ceux qui peuvent toujours bénéficier des circonstances atténuantes ? Il y avait là un défaut d'harmonie évident ¹.

Pourtant, la discussion fit adopter un amendement restreignant dans de notables proportions l'accès de la réhabilitation : « Aucun individu condamné pour crime, qui aura commis un second crime et subi une nouvelle condamnation à une peine afflictive ou infamante, ne sera admis à la réhabilitation ². » Le texte parlant d'une *nouvelle* condamnation à une peine afflictive ou infamante implique nécessairement que le premier crime a été lui-même puni d'une telle peine ; si donc nous supposons un premier crime puni seulement d'une peine correctionnelle, nous ne sommes plus dans l'hypothèse prévue par la loi et la réhabilitation est possible.

Ce même article refuse au condamné réhabilité une première fois et qui commet une nouvelle infraction, le bénéfice d'une nouvelle réhabilitation. « Cette haute faveur, disait l'exposé des motifs, ne doit pas être prodiguée ; elle repousse l'hypocrisie qui la convoite et ne doit pas être accordée à ceux-là qui s'en sont couverts pour tromper la confiance publique ³. »

Nous avons rapidement esquissé la procédure imposée par la loi de 1852 et indiqué les condamnés appelés à en bénéficier ; la réhabilitation était en outre soumise

1. En ce sens : M. Faustin Hélie, *Rev. de lég.*, 1838, VII, p. 48.

2. Article 634.

3. *Mon. univ.*, 17 avril 1852, p. 594.

à des conditions générales dont la plupart sont d'ailleurs un reste de l'ancienne législation.

Il eut sans doute été rationnel d'imposer aux libérés un temps d'épreuve variable selon la perversité présumée de chacun d'eux et mesuré par exemple d'après la gravité de la peine, une condamnation aux travaux forcés rendant nécessaire un délai plus long que la réclusion et même une peine temporaire entraînant une épreuve plus ou moins prolongée suivant qu'elle est prononcée pour cinq, dix ou vingt ans. Cette opinion avait été soutenue avec beaucoup d'autorité par M. Faustin Hélie qui s'élevait en même temps contre la longueur excessive du délai de cinq ans et demandait sa réduction à trois ans ¹.

Mais la crainte de complications et la difficulté d'établir une équivalence rigoureuse entre les différentes peines fit maintenir le délai immuable de cinq ans pour les condamnations afflictives ou infamantes ; quant aux condamnations correctionnelles, le temps d'épreuve était seulement de trois années.

Le point de départ en était fixé au jour de la libération et, pour la dégradation civique et la surveillance de la haute police prononcées comme peines principales, du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Les condamnés à une peine afflictive et infamante devaient avoir résidé dans le même arrondissement depuis cinq années et pendant les deux dernières années dans la même commune ; pour le condamné correctionnel, cette résidence obligatoire était de trois ans dans le même arrondissement et de deux ans dans la même commune.

Il fallait d'ailleurs que la peine ait été réellement subie, car c'est une satisfaction due à la société, une

1. *Rev. de lég.*, 1838, VII, p. 45.

dette dont le condamné doit avant tout se libérer ; la grâce seule pouvait suppléer à l'exécution ¹, mais celui qui se serait soustrait à cette exécution nécessaire par l'évasion ou par la prescription de sa peine n'aurait pas été recevable à se faire réhabiliter.

La réhabilitation ayant pour but de relever des suites d'une condamnation en principe justement appliquée, il faut que personne n'ait à en souffrir, ni même à murmurer contre ce relèvement et pour cela, le condamné doit avant tout réparer les conséquences de sa faute. Déjà, sous l'ordonnance de 1670, c'était là une des conditions préalables de l'entérinement des lettres de grâce. Le Code de 1791 refusait au réhabilité l'exercice des droits de citoyen actif jusqu'à l'acquittement des condamnations pécuniaires et des dommages-intérêts. Celui de 1808 était muet sur ce point quoique l'exposé des motifs déclarât indispensable le désintéressement complet du fisc et des particuliers ; cette omission, sans doute involontaire, causait dans la jurisprudence une hésitation regrettable et il était urgent d'y remédier ; la loi de 1852 combla cette lacune et nous trouvons cette obligation indiquée en principe dans l'article 623 qui s'exprime ainsi : « Il (le condamné) doit justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts auxquels il a pu être condamné, ou de la remise qui en a été faite ; à défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution. »

Le condamné doit justifier du paiement des dommages-intérêts auxquels il a été condamné, dit le texte ; on pourrait en conclure au premier abord que si la

1. Paris, 5 avril 1853, *Journ. du Pal.*, t. LXI, p. 478 ; et 5 juillet 1853, *Dall.* 54, 5, 461.

partie lésée n'a pas demandé de dommages-intérêts ou si sa demande a été repoussée, le condamné est dispensé de toute justification de ce chef ; cependant, la chancellerie poussa beaucoup plus loin l'exigence et en arriva souvent à des résultats d'une injustice cruelle. Voyant dans la réhabilitation une faveur que le condamné peut se voir refuser à divers moments de la procédure sans aucun recours possible, on en avait déduit pour le juge la faculté d'imposer telles autres conditions supplémentaires qu'il jugerait convenables ; le législateur, disait-on, a fixé seulement le minimum de conditions à remplir, mais en donnant à certaines autorités un pouvoir d'appréciation sans limites, il n'a pu leur refuser la possibilité d'exiger quelque chose de plus. De là, une incertitude absolue et des jurisprudences différentes pour chaque Cour d'appel.

On s'accordait pourtant à étendre l'article 623 à un double point de vue.

Il ne suffisait pas au condamné de justifier qu'on ne lui a demandé de dommages-intérêts ni accessoirement à l'action publique, ni par voie d'action directe devant les tribunaux civils ; il devait offrir réparation à la partie lésée si elle ne lui a rien réclamé et rapporter d'elle un certificat constatant son désintéressement absolu ou sa renonciation à toute indemnité. En outre, lorsque la victime était inconnue ou introuvable, le condamné versait au profit d'un établissement de bienfaisance une somme suffisante pour représenter la réparation du préjudice causé.

Sans doute, l'équité la plus stricte exige une réparation suffisante et préalable et c'est là le sens de l'article 623, mais en voulant lui donner une interprétation trop subtile, en prétendant découvrir dans le silence du texte les intentions cachées du législateur, on

fut conduit par une pente irrésistible à l'arbitraire d'abord, et comme conséquence, aux inégalités les plus choquantes. Le pardon de la partie lésée, disait-on, est tenu pour une condition essentielle de la réhabilitation ; ce point de départ établi, il aurait fallu exiger le désistement dans toutes les hypothèses, même si le délit n'avait causé aucun préjudice appréciable, dans le cas par exemple d'une simple tentative ou si l'objet volé avait été restitué à son propriétaire ; une rigoureuse logique aurait même voulu que satisfaction fût donnée à la victime qui aurait introduit une demande en dommages-intérêts et en aurait été déboutée ; on se serait mis ainsi en contradiction flagrante avec la chose jugée et cette conséquence nécessaire du principe en est la condamnation la plus nette.

En réalité, l'article 623 parle des dommages-intérêts et on pouvait seulement exiger de la partie lésée le désistement d'une action en dommages-intérêts ; si cette action n'est pas recevable ou si elle est épuisée, ce serait ajouter au texte que d'imposer une nouvelle obligation au condamné.

Quand le dédommagement direct de la partie lésée était impossible, il s'opérait, avons-nous vu, au moyen d'un versement consenti à une œuvre charitable et ce versement était en général égal à l'amende prononcée.

Ce système avait dans la pratique le très grave inconvénient de mettre le condamné à la discrétion de sa victime. Si par faiblesse ou par bonté, elle n'exigeait aucune indemnité, c'était pour lui un allègement qui rendait plus injustes encore les tentatives de chantage dont souffraient beaucoup d'autres libérés moins favorisés ; ceux-ci, dans l'impossibilité de faire réduire les réclamations exorbitantes dont ils étaient l'objet, en arrivaient souvent à regretter de n'avoir pas été con-

damnés à des dommages-intérêts ; l'évaluation du tribunal aurait du moins été pour eux une garantie.

Le condamné avait un seul moyen d'échapper à l'obligation de payer les dommages-intérêts, ainsi d'ailleurs que l'amende et les frais de justice : c'était la contrainte par corps, et la prescription de l'amende n'aurait pu tenir lieu de paiement, car, disait la Cour de Paris, « l'amende est une peine et en cette qualité, elle devait être subie, c'est-à-dire payée ¹ ».

Et encore, de ces deux modes de libération, le paiement et la contrainte par corps, celui-ci devait-il bientôt disparaître en partie ; la loi du 22 juillet 1867 dispose en effet que la contrainte par corps n'aura jamais lieu pour le paiement des frais au profit de l'État. Il fallait donc payer ou renoncer à tout espoir de réhabilitation et le résultat inique de cette disposition était de ne tenir aucun compte du mérite et de faire de la réhabilitation un article de luxe réservé à la richesse, puisqu'un certificat d'indigence ne pouvait suppléer au paiement imposé par la loi ².

Quels sont les effets de la réhabilitation ainsi comprise ?

L'article 634 déclare qu'elle fait cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation. Cette solution, déjà consacrée par le code d'instruction criminelle, prouve une sorte de défiance du condamné qui empêche le législateur de 1852 d'aller jusqu'au bout de sa conception ; il élargit amplement l'accès de la réhabilitation et, comme effrayé des conséquences possibles de cette réforme pourtant commandée par les principes, il en restreint les effets et ne les fait porter que sur l'avenir.

1. Paris, 5 avril 1853, Sir. 53, 2, 294.

2. Cass., 17 novembre 1871, Sir. 72, 1, 149.

Les déchéances provoquées par la condamnation cesseront désormais de se produire, mais la condamnation elle-même subsistera comme un fait légitime et pourra, le cas échéant, donner lieu à l'aggravation de la récidive.

Il y avait loin de ce résultat à la conception des anciens criminalistes d'après lesquels le réhabilité devait être remis *en son honneur, droits et bonne réputation ainsi et de la même manière qu'il était avant le jugement*.

Aussi, on a pu dire avec raison que « la réhabilitation n'est plus qu'une mesure vaine et impuissante si elle passe sur la première condamnation sans l'abolir, si elle la laisse subsister de manière à en faire au besoin la base d'une aggravation de peine. Pour être utile, il faut qu'elle ne soit pas qu'un mot vide de sens ; il faut qu'elle scinde la vie du condamné en deux parties qui ne doivent jamais refluer l'une sur l'autre. La criminalité antérieure est détruite ; elle le proclame ; ce n'est donc qu'à partir de sa date qu'il est permis de constater et de punir une criminalité nouvelle. Enfin, l'état de récidive suppose une perversité habituelle ; c'est l'habitude du crime qui motive l'aggravation de la peine ; or cette habitude n'existe pas quand un long intervalle sépare les deux actes, quand le condamné a pu dans cet intervalle, non seulement exécuter la peine, mais subir les épreuves et parcourir les délais de la réhabilitation¹ ».

Quoi qu'il en soit, la rédaction du texte ne laisse subsister aucun doute : le condamné, pensait-on, avait trompé la société en affectant un repentir qui n'était pas sincère ; en commettant une nouvelle faute, « il est mille fois plus coupable que le coupable ordinaire », et

1. Faustin Hélie, *Rev. de lég.*, VII, p. 44. M. Trébutien, *Dr. crim.*, I, p. 295, regrette aussi cette imperfection de la loi.

la loi ne saurait avoir trop de rigueur pour le punir de sa fourberie et de « sa trahison ». Cette solution, bien que d'une sévérité excessive et très peu juridique, rencontre cependant de nombreux défenseurs ¹.

La réhabilitation fait cesser toutes les incapacités qui sont la conséquence directe et immédiate de la condamnation et cette règle générale ne souffre aucune exception : la plus grave des incapacités, la mort civile, est donc effacée jusqu'au 31 mai 1854 ; toutes les incapacités civiles, l'interdiction de certains droits de famille, droit d'être tuteur, curateur, membre d'un conseil de famille, la déchéance des droits civiques d'être juré, témoin, etc., sont remises par la réhabilitation.

Mais quel est son effet sur les incapacités politiques ? Rend-elle bien à la vie publique comme à la vie civile ? Les distinctions présentées par certains auteurs ne sauraient résister à la lecture des travaux préparatoires. Un amendement de M. de Montreuil tendant à refuser au réhabilité la jouissance des droits civiques et politiques fut repoussé par la Commission qui répondit fort justement par la bouche de M. Langlais : « Lorsqu'un homme offre à la société assez de garanties pour qu'elle lui restitue les droits civils, on ne comprendrait pas qu'elle le proclamât indigne de recouvrer les droits politiques ². »

Mais il ne tarda pas à se poser une question qui pendant plusieurs années divisa la jurisprudence ; la réhabilitation ayant pour but, d'après la loi de 1832, de relever des déchéances encourues, pouvait-elle être demandée à propos d'une condamnation qui n'entraînait aucune incapacité ? La négative était très généra-

1. Bertauld, *C. pén.*, p. 518 ; Duhamel, *De la réhabilitation des condamnés*, p. 47.

2. *Mon. univ.*, 4 mai 1852.

lement admise et s'appuyait sur le texte même de la loi, éclairé et confirmé par la discussion devant le Corps législatif : « La réhabilitation de l'ancien régime, disait le rapporteur de la Commission, avait pour but en effaçant l'infamie de rendre l'honneur et la bonne renommée au condamné. L'objet actuel de la réhabilitation, c'est surtout de faire cesser les incapacités résultant des condamnations ; le réhabilité, c'est comme l'indique le mot lui-même, l'individu qui, privé de ses droits politiques et civils, redevient habile à les exercer. » Le mot *surtout* pouvait faire naître quelques doutes, mais ils tombaient devant les paroles suivantes de M. Rouher, commissaire du gouvernement : « Les législations positives ne doivent pas trop se préoccuper des questions de réhabilitation morale ; il faut laisser à l'opinion publique, à la considération qui entoure la famille du condamné, le soin d'opérer cette réhabilitation et d'effacer ces tristes souvenirs. C'est pourquoi on a limité les effets de la réhabilitation légale à l'abolition des incapacités existantes. »

Ces considérations décidèrent la Cour de Colmar qui déclara non recevable à demander sa réhabilitation l'individu frappé d'une condamnation correctionnelle n'entraînant aucune incapacité¹. Mais cette interprétation, peut-être conforme à la plus étroite interprétation, ne devait pas définitivement triompher ; la Cour de cassation, saisie de l'affaire par le Garde des sceaux dans l'intérêt de la loi, se rangea à l'avis de M. le procureur général Dupin et ne voulut pas « matérialiser une loi réparatrice et morale » en donnant à ses dispositions un sens trop strictement littéral ; son arrêt du 27 avril 1865² se base sur les conséquences iniques du

1. Colmar, 26 juin 1861, Sir. 62, 1, 31.

2. Dall. 65, 1, 395.

système adverse qui doit se montrer plus rigoureux pour le condamné le plus digne d'intérêt et il proclame dans les termes les plus larges le droit à la réhabilitation.

La loi de 1852 était loin cependant d'être une œuvre définitive. Dès les premières années, on lui reprocha son manque d'harmonie, son défaut d'ampleur et le soin qu'elle avait pris de ne pas faire cesser *tous les effets* de la condamnation, comme l'avait fait si hardiment le Code de 1791 ; la loi pardonne, mais sans oublier, disait très heureusement M. Lair¹. Ce n'était d'ailleurs pas son unique point faible et nous aurons à examiner les nombreuses critiques dont elle fut l'objet.

1. *De la réhabilitation*, p. 163.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉHABILITATION D'APRÈS LA LOI DU 14 AOUT 1885

CHAPITRE PREMIER

LOI DU 14 AOUT 1885

L'augmentation générale de la criminalité provoqua vers 1880 un mouvement d'opinion d'autant plus justifié qu'elle paraissait résulter de causes non accidentelles et susceptibles au contraire de s'aggraver avec le temps. Il s'était constitué dans les grandes villes toute une population interlope, vivant de métiers inavouables et qui fournissait seule la presque totalité des criminels, chacun de ses membres paraissant voué dès la première condamnation à franchir tous les degrés de l'infamie pour aboutir fatalement au bagne ou à l'échafaud ; c'était là en un mot un développement constant et progressif de la récidive et chaque année apportant son contingent de jeunes criminels, la situation devait forcément empirer si aucune mesure n'était prise.

Le gouvernement s'en émut et proposa pour supprimer le mal un moyen qu'il jugeait radical ; en 1883, M. Waldeck-Rousseau présenta à la Chambre des dépu-

tés un projet, devenu la loi du 19 mars 1885 sur les récidivistes, d'après lequel la rélégalion dans les colonies était prononcée de droit après un certain nombre de condamnations ; on espérait ramener la sécurité dans les campagnes infestées, elles aussi, de vagabonds toujours prêts à devenir des criminels et purger les grandes villes du danger croissant qui les menaçait. D'autre part, tous ces misérables, soustraits à leur triste milieu, contraints à des habitudes de travail et de sobriété, pouvaient se régénérer et devenir pour nos possessions lointaines une source d'excellents colons ; du moins, on se plaisait alors à l'espérer.

Mais cette loi, qui devait donner pourtant des résultats forts appréciables, avait ce défaut d'attendre que des crimes souvent irréparables se fussent produits pour en faire disparaître les auteurs, de négliger beaucoup trop la correction pour s'attacher à la répression et de n'être en somme qu'une mesure empirique et incomplète. Il lui fallait un complément et M. le sénateur Bérenger, dont le nom est attaché à toutes les grandes questions pénitentiaires, prit l'initiative d'une réforme définitive. Sa proposition soumise au Sénat vers la même époque s'attaque directement aux raisons d'accroissement de la récidive.

Ces causes initiales, pour ne parler que des plus importantes, sont le plus souvent l'inefficacité de la peine ou les vices de son mode d'infliction, la réprobation qui suit le libéré à sa sortie de prison et l'empêche trop fréquemment de se reconstituer une vie honnête par le travail, puis encore les formalités décourageantes de la réhabilitation.

La proposition s'efforçait de remédier à chacune de ces causes. Pour fortifier l'efficacité de la peine, elle demandait une application réelle du système de la sépa-

ration individuelle institué par la loi du 5 juin 1875 et à peine mis en pratique dans un petit nombre de prisons ; cette simple mise en œuvre d'un principe théoriquement adopté depuis près de dix ans devait rendre la peine plus exemplaire, couper court aux dangers de contagion morale résultant de la promiscuité et conduire le coupable par la promesse salubre d'une libération anticipée, à un repentir sincère et durable. L'appui moral et matériel indispensable au libéré pour vaincre les préventions qui l'attendent lui était assuré par la réglementation méthodique des sociétés de patronage, et c'était là le second chef de la proposition de loi. Enfin une dernière disposition cherchait à lui donner l'espoir reconfortant d'une réhabilitation complète, effaçant le délit et débarrassée de toute complication inutile.

C'était, on le voit, un projet d'ensemble qui pour résoudre le difficile problème de la moralisation du condamné, l'envisageait sous ses diverses faces, le démembrait, pour ainsi dire, et proposait pour chaque difficulté une solution appropriée ; la réforme de la réhabilitation n'étant qu'une partie de cet ensemble, nous avons cru nécessaire d'en exposer brièvement l'économie générale.

La complexité des questions, et aussi la nouveauté de quelques-unes d'entre elles entraînèrent de longs débats souvent très animés et la loi, venue en première délibération devant le Sénat les 21 et 22 mars 1884, modifiée par la Chambre des députés et renvoyée au Luxembourg, fut seulement promulguée le 15 août 1885. Examinons ses innovations capitales en matière de réhabilitation.

D'après la législation antérieure, toute condamnation pouvait donner lieu à réhabilitation ; ce principe

acquis au prix de si laborieuses réformes, fut encore étendu par la loi de 1885 ; tout condamné, dit l'article 619 en termes généraux, à une peine afflictive ou infamante ou à une peine correctionnelle peut être réhabilité. Que la condamnation entraîne ou non des incapacités, qu'elle ait été prononcée par des tribunaux d'exception ou en vertu de lois spéciales, elle n'en est pas moins susceptible d'être effacée par la réhabilitation ; il en est ainsi par exemple de la sentence du Sénat érigé en Haute Cour de justice ou du verdict d'un conseil de guerre rendu à propos d'un délit même purement militaire.

Il n'y a d'exception que pour les jugements des tribunaux de simple police ; ces condamnations sont basées sur des faits matériels et exclusifs de toute intention délictueuse, elles n'entraînent après l'exécution de la peine aucune conséquence, quelle qu'elle soit, et ne figurent pas même au casier judiciaire ; une demande de réhabilitation basée sur ces faits n'aurait pas de cause et serait irrecevable. Mais à part cette exception, la loi embrasse toutes les peines prononcées par quelque juridiction que ce soit, ordinaire ou extraordinaire, politique, militaire ou de droit commun.

Sous l'empire de la loi de 1852, une double restriction était apportée à cette règle : le récidiviste de crime à crime était privé du droit de se faire réhabiliter et aussi l'individu qui, après une première réhabilitation, encourait une nouvelle condamnation. Cette législation était d'ailleurs un progrès sur celle du Code d'instruction criminelle qui avait exclu sans distinction tous les récidivistes. Mais la Commission du Sénat ne pensa pas que « la gravité même de ces deux cas, si évidente qu'elle fût, put justifier cette sorte de mise hors la loi contre des individus qui, bien qu'exceptionnellement

coupables, pouvaient se trouver touchés par le repentir ». Il lui parut « à la fois inhumain et contraire à l'intérêt social de leur interdire tout espoir et de risquer par cela même de les plonger plus profondément dans le crime ; il suffisait pour tenir un juste compte de leurs fautes et accorder une protection suffisante à la société, de leur imposer des conditions plus dures¹ ».

Aussi, la Commission proposa-t-elle de les soumettre à un délai de dix années ; sur les observations de la Commission de la Chambre, l'épreuve fut réduite à six ans pour les récidivistes qui n'auront subi aucune peine afflictive ou infamante et pour les réhabilités dont la nouvelle condamnation sera purement correctionnelle² ; pour les autres, le délai de dix ans était maintenu.

Il est à remarquer que si la loi s'est montrée généreuse en ouvrant l'accès de la réhabilitation à deux nouvelles classes de condamnés, elle a en retour aggravé la situation des récidivistes de délit à délit, ou de crime à délit, ou de ceux condamnés pour crime à des peines correctionnelles : ils étaient auparavant soumis aux conditions ordinaires, tandis que la loi de 1885 exige d'eux une épreuve de dix ou de six années.

Mais l'innovation importante, capitale de la loi réside dans la façon dont elle a envisagé la réhabilitation ; de là découlent toutes les transformations apportées dans ses conditions, dans sa procédure et dans ses effets.

Depuis 1808, le législateur avait à plusieurs reprises proclamé très haut le droit pour le coupable amendé de se faire restituer dans ses droits ; c'était là, disait-il,

1. Rapport de M. Béranger. Sess. extr. de 1883, annexe 149.

2. Article 634.

un acte de justice, un droit acquis. Mais ces vaines paroles étaient démenties par la réalité et la réhabilitation n'avait toujours été qu'une mesure de bienveillance, dont l'accès avait été, il est vrai, progressivement facilité, mais qui demeurerait pourtant soumise à l'arbitraire du chef de l'État.

La loi de 1885 voulut en faire et en fit réellement un recours de droit dépendant uniquement du pouvoir judiciaire et pour y arriver elle transforma en arrêt l'avis émané des Cours d'appel ; elle revint hardiment aux traditions de l'Assemblée constituante et, sans se tenir à des promesses sonores et creuses, elle conforma toutes ses dispositions aux principes dont elle se réclamait.

La première condition pour être en droit de réclamer la réhabilitation était d'avoir subi la peine et obtenu sa grâce ; sous la législation antérieure, cette condition était absolue et l'accomplissement de la prescription rendait la réhabilitation impossible ; la loi de 1885 a maintenu cette exigence dans toute sa rigueur pour les peines corporelles, mais l'a profondément modifiée quant aux condamnations pécuniaires.

Elle a d'abord fait cesser cette injustice déplorable qui mettait les indigents hors la loi : désormais, lorsque le demandeur justifiera de son impuissance à payer tout ou partie des frais de justice, la Cour appelée à statuer pourra, non pas lui faire remise de la dette,¹ mais décider qu'il sera passé outre à la réhabilitation.

Mais la loi ne s'en tint pas là et M. Mazeron fit adopter par la Chambre une proposition étendant la dispense du paiement des frais de justice au cas où le demandeur justifierait de son indigence dans le passé,

1. Cette faculté ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire, mais dépend uniquement de l'administration.

au jour où la prescription de la peine aurait été accomplie. Après modification au Sénat, le texte devint l'article 623, aux termes duquel : « Il doit, sauf le cas de prescription, justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts ou de la remise qui lui en a été faite. »

Le législateur nous semble avoir dépassé ici les limites de la justice et même de la pitié, et sa sensibilité exagérée aboutit en somme à l'encouragement de la mauvaise foi : autant le débiteur malheureux était digne d'arrêter sa sollicitude et devait être déchargé d'un paiement au-dessus de ses moyens, autant il nous semble dangereux d'en dispenser un condamné solvable et que la mauvaise volonté a seule empêché de se libérer, sous le prétexte qu'il y a prescription. Cette solution, déjà fort contestable quand il s'agit de l'amende et des frais de justice, devient inique si on l'étend aux dommages-intérêts ; les moyens d'exécution ont peut-être manqué à la partie civile dont la diligence a pu échouer devant l'habileté et la fourberie de son débiteur. Pourquoi lui refuser cette dernière chance qu'elle aurait d'être payée si le débiteur solvable devait justifier de sa libération pour se faire réhabiliter ? Le législateur a poussé un peu loin sa clémence en la distribuant au détriment des particuliers malheureux. Il convient pourtant d'ajouter que la dette des dommages-intérêts étant purement civile se prescrit par trente ans, et qu'ainsi ce mode de libération sera rarement invoqué.

Si le créancier des dommages-intérêts ne peut ou ne veut recevoir la somme, elle est valablement déposée à la Caisse des dépôts et consignations et reste ainsi à sa disposition pendant cinq ans, après lesquels le débiteur peut la retirer.

Nous avons rapporté l'exigence de la Chancellerie qui, faussant les termes et l'esprit de la loi, imposait au condamné des obligations supplémentaires et aggravait ainsi arbitrairement la situation. La loi de 1885 condamne ces pratiques et, si elle ne crut pas devoir donner à sa pensée une forme législative, le rapport de la Commission au Sénat le dit en propres termes : « Il convient qu'il ne puisse être ajouté aucune exigence administrative aux prescriptions déjà bien rigoureuses de la loi et que les condamnés ne soient point astreints à des réparations soit pécuniaires, soit morales que la justice n'a point prononcées et dont personne n'a même songé à la saisir¹. »

Ainsi, le demandeur en réhabilitation doit justifier du paiement de l'amendé, des frais de justice et des dommages-intérêts auxquels il a été réellement condamné. Mais cette justification peut être remplacée par la prescription, par la contrainte par corps ou par la remise de sa dette intervenue pour les dommages-intérêts sous la forme d'un décret de grâce. Enfin la Cour, avons-nous vu, peut prononcer la réhabilitation même si le demandeur n'est pas en mesure d'acquitter les frais de justice.

Le libéré a payé sa dette envers la société et envers la victime de son délit ; il lui faut encore prouver son amendement et la loi de 1885 exige, comme ses devancières, un séjour de trois ou de cinq années dans le même arrondissement, dont les deux dernières doivent dans tous les cas avoir été passées dans la même commune.

Mais l'obligation du service militaire rendait souvent cette exigence impossible à satisfaire et la Chancellerie avait depuis longtemps reconnu la nécessité d'une large

1. Sess. extr. de 1883. Sénat, annexe 149.

tolérance, surtout depuis qu'une loi égale pour tous avait appelé sous les drapeaux l'universalité des citoyens ¹. La situation de l'ouvrier, astreint par sa profession à des déplacements continuels, n'était pas moins intéressante et a retenu, elle aussi, les préoccupations du législateur. Les chefs de corps et, pour les ouvriers, les patrons ou chefs d'administration délivreront des certificats de bonne conduite et le temps ainsi contrôlé sera compté pour le délai d'épreuve ².

Une autre innovation des plus heureuses encore est la suppression d'une formalité peu utile et dont la publicité décourageante avait été dénoncée depuis longtemps ; nous voulons parler des attestations délivrées par les conseils municipaux. En fait, le maire conduisait seul l'instruction, il recueillait les documents et les témoignages et c'était le plus souvent sur son avis que le conseil municipal calquait sa décision. « Dans les grandes villes, disait à ce propos la Commission du Sénat ³, le condamné sera habituellement un inconnu pour le conseil municipal ; l'avis de cette assemblée reflètera des sentiments recueillis par un employé subalterne, bien plutôt que le sentiment éclairé de l'opinion qui n'a pas eu l'occasion de se manifester. Dans les communes rurales, les dangers sont d'une autre nature : les passions locales, les petites rivalités auront d'une manière inconsciente part aux délibérations, la politique cherchera à faire sentir son influence toujours pernicieuse pour la justice. On doit aussi compter sur la crainte qu'inspirent quelquefois les condamnés libérés et il n'est pas sans exemple qu'une lettre confi-

1. Les certificats des chefs de corps ou des commissaires de l'inscription maritime tenaient lieu des attestations des conseils municipaux exigées par la loi.

2. Article 621.

3. Sess. extr. de 1883. Sénat, annexe 149.

dentielle soit venue rectifier ou atténuer une attestation trop élogieuse arrachée à une faiblesse excusable. » Enfin, la divulgation de la demande et la déconsidération qui en rejaillissait sur le condamné étaient devenues plus sensibles depuis la loi du 5 avril 1884 rendant publiques les séances des conseils municipaux. Aussi, la réforme attribuant au maire le pouvoir de délivrer seul l'attestation fut-elle admise sans difficulté.

L'avis des juges de paix et des sous-préfets des diverses résidences du condamné continue d'ailleurs à être exigé.

La loi de 1885, avons-nous dit, a considéré la réhabilitation comme un droit acquis dont l'exercice devait être entouré de garanties particulières; partant de ce principe rationnel, elle dut introduire dans la procédure des transformations assez notables, pour la mettre en harmonie avec le véritable caractère de la demande.

Le libéré s'adresse au procureur de la République et joint à sa pétition les pièces justificatives du paiement des frais, amende et dommages-intérêts; les autres documents, bulletin n° 2, extrait du registre d'écrou de la prison où le demandeur a subi sa peine, attestations des maires, chefs de corps, patrons, avis des juges de paix et des sous-préfets, sont réunis par le parquet qui les expédie à la Cour d'appel avec l'avis personnel du procureur de la République.

C'est ici la profonde modification de la loi : c'est bien maintenant l'exercice d'un droit dont se prévaut le demandeur; il ne sollicite plus une mesure gracieuse masquée sous des apparences de justice, il a un droit et il le fait valoir. La force de décision est rendue intégralement au pouvoir judiciaire et la chambre d'accusation statue par voie d'arrêt admettant ou rejetant la demande. Sa décision est précédée d'un débat contra-

dictoire entre le procureur général et la partie requérante qui peut se faire assister d'un avocat ; aussi le procureur général doit convoquer le demandeur par l'intermédiaire du procureur de la République de sa résidence pour le jour où la demande est portée devant la Cour.

Le débat a lieu dans la chambre du Conseil. La Chambre des députés avait adopté un amendement aux termes duquel la discussion seule n'était pas publique, l'arrêt devant être lu à l'audience¹. Mais le Sénat, dont l'opinion a prévalu, a jugé préférable que l'arrêt fut rendu à huis clos ; en effet, comme l'a fait observer M. Bérenger dans son second rapport sur la proposition amendée par la Chambre, la chambre d'accusation ne rend jamais d'arrêts publics ; la publicité aurait eu en outre pour inconvénient de donner aux arrêts de rejet des conséquences fort préjudiciables aux intéressés².

La cour a d'ailleurs compétence pour statuer sur toutes les questions préjudicielles que la recevabilité de la demande peut soulever.

Ces arrêts étant presque toujours motivés en fait seront très rarement susceptibles d'être déférés à la Cour de cassation ; mais si par impossible les formes prescrites par la loi n'avaient pas été suivies, si la cour avait voulu par exemple imposer des formalités ou justifications arbitraires, le pourvoi du ministère public ou de la partie intéressée serait recevable³.

Quelles sont les conséquences de cet arrêt ? En cas de rejet, une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de deux ans. D'après le

1. Séance du 18 mai 1885. *Journ. off.*, p. 841.

2. Sess. extr. de 1885. Sénat, annexe 171.

3. Leloir, *Fr. jud.* 1886, X, p. 136.

projet primitif, le Ministre de la justice aurait eu le droit d'en abrégé la durée ; mais il eut été dangereux de mettre la Chancellerie en opposition avec un arrêt rendu par une cour souveraine et on s'accorda facilement pour refuser au Ministre ce pouvoir exorbitant.

Si au contraire, la Cour accueille favorablement la demande, elle prononce la réhabilitation en vertu de son pouvoir propre et reprend ainsi son véritable rôle, longtemps usurpé par le chef de l'État.

Il nous reste à présent à examiner les effets de la réhabilitation ainsi prononcée.

Elle efface la condamnation, dit l'article 634, et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient. C'est là une innovation capitale ; l'ancienne réhabilitation rendait seulement au libéré la pleine jouissance de ses droits civils et politiques, mais la condamnation subsistait comme un rappel menaçant de sa honte ; la loi de 1885 purge le passé comme l'avenir et rend à la société un homme nouveau, débarrassé du souvenir même de sa faute et sans crainte de la voir un jour se dresser contre lui. Comme le fit remarquer M. Bérenger, déclarer que la réhabilitation est le simple relèvement des incapacités encourues, c'est la dépouiller de son caractère principal, de son attraction la plus puissante ; elle ne serait plus la réparation morale rendant au condamné l'intégrité de son état ancien, et dès lors répondrait-elle à son nom et à l'attente des malheureux qui l'invoquent ? Ce qu'il fallait, c'était revenir au passé, à la conception infiniment plus morale et plus élevée de la *restitutio in integrum* et de la réintégration dans la bonne fame et renommée. « Il nous a paru, ajoutait le rapporteur, qu'il fallait revenir à cette tradition si on voulait en faire un instrument de relèvement efficace. Proposer

aux malheureux qui aspirent avant tout à faire disparaître jusqu'aux traces de leur passé la simple satisfaction de se faire relever de quelques incapacités était insuffisant. Il fallait leur offrir un but plus élevé, plus noble, plus propre à stimuler leurs efforts ; ce but, c'est l'effacement de la condamnation elle-même. »

M. Gustave Humbert s'éleva contre cette conception et tenta de ramener le débat à des proportions moins abstraites ; suivant lui, on s'attache uniquement, en sollicitant la réhabilitation, à reconquérir sa capacité civile, ses droits politiques et surtout son droit de vote : redevenir électeur, voilà le but qu'on se propose. Il serait donc superflu de donner à la réhabilitation des effets plus étendus et qui, sans présenter d'utilité notable, offriraient le danger énorme de soustraire à l'aggravation de la récidive l'individu assez pervers pour commettre un nouveau crime après s'être fait réhabiliter.

Mais la première affirmation de M. Gustave Humbert est bien souvent contredite par les faits. Sans doute, la majorité des condamnés n'est pas insensible à la perspective de recouvrer ses droits perdus et il peut s'en trouver chez qui cette préoccupation est la cause déterminante de la demande. « Mais, répond le rapport de la Commission au Sénat, il faudrait ne point connaître la force des sentiments les plus profonds du cœur humain, il faudrait n'avoir jamais pénétré dans une conscience agitée par le remords de la faute commise, par l'espoir du relèvement, pour contester que le mobile le plus puissant comme le plus fréquent chez le condamné est moins le désir de redevenir électeur ou juré que l'ambition passionnée de faire effacer la tache de sa vie et d'obtenir de la puissance publique un titre

qui annule sa condamnation et lui restitue l'honneur¹. »

D'ailleurs, est-il bien exact de penser que l'homme qui a longtemps donné l'exemple de la bonne conduite et qui a réussi à force d'énergie à se faire réhabiliter est beaucoup plus coupable qu'un autre, s'il se laisse entraîner à commettre un nouveau délit ? Tous les auteurs avaient toujours protesté avec énergie contre cette demi-mesure rigoureuse consistant à laisser perpétuellement après la réhabilitation la menace des peines de la récidive².

Au surplus, si en fait la perversité de l'individu est établie, s'il a eu l'audace et l'habileté d'obtenir une réhabilitation imméritée, le juge, qui connaîtra toujours la première condamnation par la production du casier judiciaire, pourra en tenir compte et montrer de la sévérité dans les limites du maximum de la peine.

Cette solution nous semble donc juste en soi et il est inutile à notre avis de recourir pour la justifier à l'imperfection de nos lois sur la récidive³. Aussi la solution de M. Bérenger a-t-elle définitivement prévalu et le législateur ne pouvait agir autrement sous peine de se déjuger à quelques jours d'intervalle⁴.

Les effets de la réhabilitation ainsi envisagés offrent une certaine analogie avec ceux de l'amnistie ; pourtant, il subsiste entre elles cette différence capitale que

1. M. Leloir, *loco cit.*, cite l'exemple d'une demande en réhabilitation destinée à effacer la condamnation à une très légère amende pour contravention à la loi sur la conscription des chevaux.

2. Faustin Hélie, *Rev. de lég.*, VII, p. 44 ; Trébutien, *Dr. crim.*, I, p. 295 ; Loir, *De la réhabilitation*, p. 162.

3. C'est ce qui fait M. Leloir, *Fr. jud.* 1886, X, p. 139.

4. La loi du 27 mai 1885 (article 5) disposait en effet : « Les condamnations qui auront fait l'objet de grâce, commutation ou réduction de peine seront néanmoins comptées en vue de la relégation. Ne le seront pas celles qui auront été effacées par la réhabilitation. »

la première efface seulement la condamnation, la seconde faisant disparaître jusqu'au souvenir du fait poursuivi. La réhabilitation se rapproche également de la révision, mais elle en diffère quant aux causes et on devra écarter, comme par le passé, toute demande en réhabilitation dont les termes tendraient à mettre en question la chose jugée.

La loi de 1885 attache un autre effet à la réhabilitation en décidant que les condamnations effacées ne seraient pas inscrites sur les extraits du casier judiciaire. Cette institution mise en œuvre par la circulaire du 6 novembre 1850 avait pendant longtemps présenté de très graves défauts d'organisation : le bulletin n° 2 pouvait être délivré à toute personne qui en faisait la demande, si bien qu'il était impossible de dissimuler sa situation pénale et qu'on se trouvait à la merci de la curiosité indiscrete et souvent malveillante. C'est seulement la circulaire du 24 août 1876 due à l'initiative de M. Dufaure, garde des sceaux, qui interdit aux greffiers de délivrer aux tiers les extraits du casier judiciaire et celle du 6 décembre suivant qui effaça des bulletins délivrés aux parties toute mention des condamnations effacées par la réhabilitation.

La loi du 14 août 1885 vint heureusement donner à ces dispositions réglementaires une consécration législative. En ce qui concerne spécialement notre matière, elle décide que les condamnations dont on a obtenu réhabilitation disparaîtront des bulletins délivrés à l'intéressé qui porteront la mention « néant », comme si aucune condamnation n'avait jamais été prononcée ; cette disposition ne s'étend pas toutefois aux extraits réclamés par le ministère public, car au cas de nouveau délit après la réhabilitation, le juge doit connaître les antécédents du prévenu, à tout le moins

pour fixer la peine dans les limites du maximum.

Dans la discussion soulevée à la Chambre des députés par l'article 633, M. Freppel a critiqué cette façon d'agir qui avait pour effet de consacrer incidemment par une disposition législative une institution réglée jusqu'à ce jour par des instructions ministérielles et il profita du débat pour désapprouver sinon l'institution elle-même, du moins son fonctionnement actuel ¹. Mais si, à proprement parler, le casier judiciaire n'avait alors reçu aucune consécration législative, son maintien était tout au moins garanti par certaines conventions diplomatiques pour l'échange de duplicatas des bulletins n° 1, et passées notamment avec l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Italie, la Confédération suisse, l'Allemagne (pour l'Alsace-Lorraine seulement), la Bavière, le grand-duché de Bade. De plus, sa valeur légale n'était pas douteuse pour la Cour de cassation qui avait jugé plusieurs fois les énonciations du casier judiciaire suffisantes pour justifier l'application des peines de la récidive, alors du moins que ces énonciations n'étaient pas contestées ². Aussi n'y avait-il aucun inconvénient sérieux à mentionner dans une loi cette institution dont l'utilité garantissait à elle seule la stabilité; c'est ce que fit très justement remarquer le rapporteur en réponse au discours de M. Freppel.

Cette loi constituait un progrès notable sur la précédente législation et elle obtint dans les chambres une approbation presque unanime. Sans doute, elle présentait encore bien des imperfections, bien des lacunes; elle était susceptible d'améliorations et devait même

1. Ch. des dép. Séance du 18 mai 1885.

2. Cass., 4 février 1860, Sir. 61, 1, 395; 7 juillet 1876, Sir. 78, 1, 186; 10 avril 1880, Sir. 81, 1, 91; 21 septembre 1882, Sir. 84, 1, 170. — V. aussi Cons. d'Et., 12 mai 1882, Dall. 83, 3, 68.

dans un avenir relativement prochain recevoir de profondes altérations, mais ses résultats se firent cependant sentir dès la première année et avec une puissance que les chiffres diront mieux que de longues phrases : le nombre annuel moyen des réhabilitations obtenues de 1881 à 1885 avait été de 817 seulement; il s'éleva d'un seul coup en 1886 à 1432 et, continuant sa progression, parvint à 1518 en 1887 et à 1974 en 1888 ¹.

D'ailleurs, malgré les critiques que peut soulever la loi de 1885, elle offrait cet avantage d'une rédaction claire, logique, ne présentant guère de difficultés d'interprétation et, en tout cas, pouvant s'éclairer de principes solides et certains s'il surgissait par hasard quelque ambiguïté; en un mot, les tâtonnements de la pratique ancienne étaient à jamais supprimés et ce n'était plus à l'administration, mais à la jurisprudence — complément nécessaire et rationnel de toute œuvre législative, — qu'il appartenait désormais de suppléer au silence ou à l'incertitude des textes.

C'est ainsi qu'elle a tiré une conséquence fort exacte du caractère réel et du but de la réhabilitation devenue, suivant l'expression de M. Bérenger, « une véritable réparation morale », en décidant que le condamné ne saurait être réhabilité pour partie. Le recouvrement des droits enlevés par la condamnation est seulement en effet une conséquence de la réhabilitation, mais sa raison d'être et sa définition même sont la rénovation intégrale du condamné et sa restitution dans son précédent état; par suite, il ne peut demander la réhabilitation à l'occasion de l'une seulement des condamnations qu'il a subies et qui ont entraîné des déchéances et laisser subsister les autres par caprice ou par intérêt; il lui faut se faire réhabiliter pour

1. *Compte général de la Justice criminelle en 1888*, rapport, p. XXXVII.

toutes les condamnations figurant à son casier judiciaire, même pour celles qui n'ont entraîné aucune incapacité¹.

A plus forte raison, l'ancienne théorie de la Cour de cassation a trouvé dans la loi de 1885 un nouvel et très solide appui, et les condamnations de simple police qui laissent intacts tous les droits du condamné peuvent servir, elles aussi, de base à une demande en réhabilitation²; peu importe qu'elles ne fassent atteinte « ni à l'honneur, ni à la considération, ni à la probité, ni à la délicatesse »; la Cour de Toulouse constate que, d'après ses renseignements, « des administrations importantes dans le commerce, l'industrie, des établissements privés, des maisons particulières exigent de ceux qui sollicitent un emploi la production d'un extrait du casier judiciaire sur lequel ne figure aucune condamnation; » cela suffit amplement à justifier la recevabilité de la demande.

C'est un fait heureux à constater que la jurisprudence des Cours d'appel s'est toujours montrée libérale dans l'interprétation des nouvelles dispositions de la loi; ainsi pour la dispense des conditions de séjour en faveur des condamnés que leur profession oblige à des déplacements inconciliables avec l'obligation d'une résidence fixe, elle fut étendue aux domestiques qui, pendant le temps d'épreuve prescrit par l'article 621, ont été au service de plusieurs maîtres dans des résidences différentes³ et une interprétation plus extensive encore en fit bénéficier le fils habitant avec son père qui a suivi celui-ci dans les diverses villes où l'appelaient ses fonctions⁴, alors même qu'au cours de ces déplacements

1. C. d'Orléans, 19 juillet 1887; Dall. 88, 2, 273.

2. C. de Toulouse, 21 décembre 1887; Dall. 88, 2, 274.

3. C. de Poitiers, 26 juin 1889, Sir. 89, 2, 157.

4. C. de Poitiers, 3 juin 1891, Sir. 91, 2, 160.

successifs, le fils n'aurait pas exercé la même profession ; cette condition n'étant en effet commandée nulle part dans la loi, ne saurait être exigée sans arbitraire ; c'eut été d'ailleurs une rigueur excessive de refuser au fils qui réunissait les autres conditions prescrites pour la réhabilitation le bénéfice de cette mesure et de lui faire supporter les résultats d'une situation dont il n'était pas responsable.

CHAPITRE II

LOI DU 26 MARS 1891.

Cependant, les efforts maintes fois tentés pour endiguer le développement formidable de la criminalité étaient restés jusqu'alors sans résultat appréciable : le chiffre de 82.000 prévenus poursuivis en 1840 à la requête du ministère public pour faits de droit commun s'était en vingt-cinq ans élevé presque au double, exactement à 160.000 et encore vingt-cinq ans plus tard, c'est-à-dire en 1887, dernière année dont la statistique nous ait fait connaître les résultats, il avait atteint le total effrayant de 205.028. C'était la criminalité triplée en cinquante années.

Et pourtant, tous les moyens avaient été mis en œuvre contre la cause unique et fatale de cette étrange progression : la récidive.

On avait d'abord jugé suffisant de s'attaquer au mode d'exécution de la peine et notamment au régime de l'emprisonnement en commun, si peu efficace pour les délinquants professionnels, si pernicieux pour les natures encore incomplètement corrompues ; après bien des revirements d'opinion, le système de l'isolement très en honneur en 1848 s'étant vu éclipser par

la théorie du travail en commun, pour reprendre toute sa faveur en 1870, on aboutit enfin à l'excellente loi du 5 juin 1875 sur la séparation individuelle, application du système plus modérée que la tentative de 1848 et propre à désarmer les critiques.

Mais les difficultés de son application laissaient le mal s'aggraver et devenir si pressant qu'il fallut songer à d'autres remèdes ; on pensa couper court à la récédive en faisant disparaître le récidiviste. L'idée eut alors beaucoup de vogue et produisit la loi sur la relégation.

Devant le succès relatif de cette mesure radicale, l'esprit d'humanité voulut à son tour proposer ses solutions ; il représenta qu'à côté des misérables sur lesquels la dureté de l'expiation seule pouvait avoir quelque effet, il y avait dans les prisons des natures susceptibles d'amendement que l'encouragement et l'assistance pouvaient détourner des rechutes : l'appât d'une mise en liberté anticipée, le patronage et l'espoir d'une réhabilitation facile et complète sont le résumé et la synthèse de la loi du 14 août 1885. Nous l'avons analysée à son heure et il est inutile d'y revenir. Mais là encore, malgré la valeur de son principe et tout en conservant une solide confiance en ses résultats éventuels, il fallut bien reconnaître qu'elle devait agir seulement à la longue, que jusqu'à l'époque lointaine où elle produirait des effets appréciables, la criminalité pourrait encore faire de désolants ravages et qu'une mesure propre à hâter son action moralisatrice serait opportune et utile.

Aussi, M. Bérenger, toujours hardi dans ses conceptions généreuses, proposa une modification profonde de notre loi pénale tendant à proportionner la répression non plus seulement à la gravité du dommage social

causé par le délit, mais encore et surtout à l'état moral du sujet ; sa théorie se résolvait pratiquement en une distinction marquée entre la répression du délinquant primaire dont la faute est souvent un accident isolé et celle du malfaiteur d'habitude contre lequel la justice a vainement épuisé ses avertissements. Pour celui-ci, en qui le sentiment moral est profondément altéré, la souffrance physique est seule capable de l'arrêter et le châtiment conservait toute sa rigueur ; pour le premier au contraire, la peine peut être légère et il suffira le plus souvent qu'elle présente un simple caractère comminatoire.

Ainsi, le juge prononcera la peine d'emprisonnement comme si elle devait être exécutée, mais par une seconde disposition du même jugement, disposition motivée sur les garanties que la conduite antérieure et le repentir du condamné offrent à la société, il ordonnera qu'il soit sursis à l'exécution de l'emprisonnement. Si pendant cinq ans, la conduite de l'inculpé justifie cette mesure de bienveillance, la peine sera purgée, et bien plus, la condamnation sera effacée ; la récompense de ces cinq ans d'honnêteté n'est donc pas seulement de l'exempter de la peine, mais de l'affranchir de l'obligation si douloureuse, si pénible et souvent si funeste d'avoir un casier judiciaire ; c'est en un mot, et pour employer l'expression de M. Bérenger au Sénat, la réhabilitation de droit.

Cette proposition devint la loi du 26 mars 1891, à laquelle une juste reconnaissance a donné le nom de son auteur et dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours et tribunaux peuvent ordonner, par le

même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine. Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde. »

La condamnation étant effacée au bout de cinq ans, les peines accessoires et les incapacités disparaissent naturellement par voie de conséquence ; le casier judiciaire sur lequel avait été inscrite la condamnation avec mention expresse de la suspension accordée¹, recouvre sa virginité, au moins pour le bulletin n° 2 délivré aux particuliers, car la constatation de la peine restera inscrite comme en matière de réhabilitation ordinaire sur le bulletin n° 1, communiqué en cas de besoin au ministère public.

Et il n'y a là aucune innovation justifiant les critiques portées au Sénat contre cette disposition ; c'est l'application pure et simple du principe de la loi de 1885 qui dispose qu'en cas de réhabilitation judiciaire, les extraits du casier délivrés aux parties ne mentionneront pas la condamnation². Comme le faisait très justement remarquer M. le Garde des sceaux, que ce soit en vertu de la loi de 1885 ou en vertu de la loi du 26 mars 1891, du moment qu'il y a réhabilitation, elle doit toujours entraîner le même effet au point de vue du casier judiciaire, c'est-à-dire la suppression de la condamnation sur les extraits délivrés aux tiers³.

1. Article 4 de la loi du 26 mars 1891.

2. Article 10 de la loi du 14 août 1885.

3. Sénat. Séance du 3 juin 1890 ; *J. off.*, p. 524.

Un reproche plus sérieux, à notre sens, serait le suivant : le condamné qui, après une épreuve de cinq ans heureusement traversée, commet une nouvelle infraction, doit être considéré comme un délinquant primaire et peut obtenir un nouveau sursis ; or cet individu aura pu être assez habile pour ne pas tomber entre les mains de la justice pendant ces cinq années et continuer cependant à commettre d'autres délits et à mener une vie peu faite pour lui attirer cette faveur. Cette critique s'adresse au principe même de la réhabilitation de droit et nous en examinerons la valeur en traitant de cette institution.

Mais il nous faut parler d'une situation pour le moins inattendue créée par la loi de 1891 : tous les condamnés correctionnels pouvaient jusqu'alors poursuivre leur réhabilitation après un délai de trois années ; quelle était désormais leur situation lorsque le tribunal leur avait accordé le bénéfice du sursis ? Étaient-ils contraints d'attendre la réhabilitation qui devait se produire de plein droit après les cinq ans, de telle sorte que cette faveur, due à leurs antécédents irréprochables, allait se retourner contre eux et leur imposer des conditions plus dures qu'aux condamnés purs et simples ?

Cette solution illogique souleva de vives protestations et nombre de condamnés offrirent d'exécuter la peine dont la suspension avait été ordonnée pour réduire à trois ans le délai d'épreuve. Le sursis, disaient-ils, est pour eux une faveur à laquelle il leur est toujours loisible de renoncer et qu'on ne saurait leur imposer sans en dénaturer le caractère. Leur prétention trouvait d'ailleurs un appui très solide dans l'opinion de M. Bérenger qui, dans son premier rapport au Sénat, s'exprimait ainsi : « Le temps d'épreuve de trois ans exigé pour la réhabilitation ordinaire ne commençant à

courir qu'à partir de la libération, le condamné conditionnel ne pourrait l'invoquer que si, renonçant au sursis, il exécutait réellement sa peine. » Lors de la discussion publique, M. le garde des sceaux Fallières et M. Bozériaux avaient paru adhérer à cette assertion ¹ et les premiers commentateurs de la loi enregistrèrent cette opinion sans élever la moindre critique ².

Mais il ne tarda pas à se rencontrer des contradicteurs pour faire remarquer que le sursis est une garantie pour la société autant qu'une faveur pour le condamné. « Que veut la loi ? disait M. Barthou à la Chambre. Arracher au contact funeste de l'emprisonnement ceux qui subissent une première condamnation et dont le passé irréprochable, la situation morale, le repentir sincère peuvent garantir la réhabilitation et le retour au bien ³. »

Et M. Béranger lui-même justifiait ainsi la nouvelle institution : « La prison familiarise avec la honte, affaiblit le sentiment de l'honneur, altère l'énergie morale et de plus, dans l'état actuel de nos lieux de répression, expose à tous les dangers des contacts, des enseignements pervers, des chantages après la libération. Combien de malheureux ne doivent pas uniquement leur rechute à l'une ou à l'autre de ces causes ⁴ ? »

Ces considérations rallièrent la jurisprudence dont on peut résumer les décisions en disant que le condamné, après avoir obtenu le sursis, ne peut prétendre au bénéfice de la réhabilitation ⁵.

Le ministre de la justice saisi de la question se prononça dans le même sens par une lettre du 20 mars

1. Sénat. Séance du 3 juin 1890 ; *J. off.*, p. 530 et 534.

2. Brigeault, *Lois nouv.* 891, 1, 327 ; Capitan, *Rev. crit.* 1891, p. 381.

3. Rapport à la Ch. des dép. *J. off.* 1890, annexe n° 1067.

4. Rapport au Sénat. *J. off.* 1890, annexe n° 27.

5. C. de Rennes, 5 décembre 1895, *Lois nouv.* 1896, II, 138.

1896 où, tout en rendant hommage à M. Bérenger, il réfute son interprétation qui « ne s'appuie sur aucune disposition précise de la loi et semble en contradiction avec les principes généraux du droit. La loi du 20 mars 1891, ajoute-t-il, a essentiellement pour but de prévenir et de réprimer la récidive ; elle a été à diverses reprises, dans les rapports et au cours des débats parlementaires, qualifiée de loi de défense et de préservation sociales ; aussi la condamnation conditionnelle et le sursis ne sont-ils pas accordés uniquement au délinquant dans son intérêt personnel, mais aussi dans l'intérêt de la société tout entière. Il serait contraire à l'ordre public que le condamné put par sa seule volonté modifier les termes du jugement définitif qui le frappe et les conséquences de la condamnation qu'il a encourue ¹ ».

Il était difficile qu'il en fut autrement. Le sursis est en effet imposé par le juge comme le serait, s'il n'avait rien dit, l'exécution effective, et le ministère public doit comme le fait observer la lettre ministérielle, faire exécuter le jugement « selon sa forme et teneur ».

Mais les juges qui ont ici un pouvoir d'appréciation toute-puissante ne pourraient-ils pas donner expressément au condamné le choix entre l'exécution réelle et le sursis et prononcer au besoin une double condamnation, l'une effective mais généralement faible, l'autre suspendue et parfois assez forte ? Ce serait le système des peines subsidiaires dont notre code offre seulement de très rares exemples et pour l'application desquelles un texte formel est nécessaire ; or ce texte n'existe pas ici et l'on ne saurait par suite reconnaître ce droit aux tribunaux ².

¹ *Lois nouv.* 1896, III, 131.

², Laborde, *Rev. crit.* 1898, p. 86.

Seule, la grâce peut faciliter au condamné correctionnel l'accès de la réhabilitation expresse, car nous savons que le délai de trois ans court de la libération soit par l'exécution de la peine, soit par voie gracieuse.

CHAPITRE III

LOI DU 10 MARS 1898

D'après l'article 619 du Code d'instruction criminelle, il fallait pour être admis au bénéfice de la réhabilitation avoir subi sa peine ou obtenu des lettres de grâce ; la loi du 14 août 1885, avons-nous dit, avait atténué la rigueur de cette exigence en permettant de se prévaloir de la prescription pour l'amende et les condamnations pécuniaires, mais elle n'avait en rien modifié la situation des condamnés à une peine corporelle.

Et cependant, si on admettait la prescription de la peine comme un mode de libération suffisant, ils étaient dignes d'intérêt au même titre que les autres : un condamné peut en effet être autorisé à se libérer de l'amende même après la prescription, tandis que la peine de l'emprisonnement ne saurait jamais être subie après l'expiration des délais de la prescription. Bien plus, si la condamnation a été prononcée par contumace ou par défaut, le condamné ne peut plus, après la prescription, obtenir un nouveau jugement et la remise gracieuse étant impossible dans ce cas, la réhabilitation lui était absolument fermée. C'était là une situation bien plus

1. Laborde, *Rev. crit.* 1898, p. 86.

dure que celle des condamnés à l'amende et, somme toute, cette rigueur ne se justifiait par aucune bonne raison.

Aussi, M. Michelin s'inquiéta en 1894 de la suppression de cette anomalie et, pour ce faire, il proposa de généraliser le principe admis déjà par la loi de 1885, en déclarant la réhabilitation applicable aux condamnés contradictoirement qui ont prescrit contre l'exécution de la peine, sans distinction entre l'amende ou la peine corporelle. Mais par une exception plus sentimentale que juridique, il voulait ne pas étendre ce bénéfice « aux condamnés par contumace ou par défaut, parce qu'ils sont en rébellion absolue contre la loi et contre la justice, et aussi parce qu'ils avouent leur culpabilité par une fuite préméditée, ce qui les distingue des personnes qui sont condamnées contradictoirement et qui sotte-ment sont allées subir loin de la France la peine de l'exil qui est infiniment plus dure que le châtement dont la justice française les aurait frappés. Personne en effet, ajoutait le rapporteur, ne saurait nier que cinq années d'exil sont pour tout Français ayant au cœur l'amour de sa patrie infiniment plus dures et plus cruelles que quelques mois de prison ¹ ».

Ces considérations auraient pu s'appliquer indifféremment aux condamnés contradictoires ou aux contumaces, mais n'étaient pas plus décisives pour les uns que pour les autres ; il est d'ailleurs possible de supposer que ceux-ci aient ignoré jusqu'à la poursuite dont ils étaient l'objet et c'était encore une raison pour ne pas les traiter avec moins de faveur.

Cette observation, présentée par la Chancellerie dans l'intervalle des deux délibérations, convainquit la Commission et le projet de loi fut modifié en ce sens.

1. Rapport à la Ch. des dép. *J. off.* 1894, annexes, p. 1941.

Voté par la Chambre des députés le 16 mars 1896, par le Sénat le 8 février 1898 et définitivement enfin par la Chambre le 21 février suivant, ce projet qui était « le complément en quelque sorte nécessaire de la loi Bérenger, » est devenu la loi du 10 mars 1898 modifiant les articles 619 et 634 du Code d'instruction criminelle. Elle assimile les condamnés contradictoires ou par défaut qui ont prescrit contre l'exécution de la peine aux récidivistes et les admet à la réhabilitation sous les mêmes conditions, c'est-à-dire après un délai de dix ans pour les condamnés à une peine afflictive et infamante, de six ans seulement pour les condamnés correctionnels. Ce délai d'épreuve commence à courir depuis la prescription accomplie.

La proposition originale de M. Michelin se réduisait aux dispositions votées par la Chambre et que nous venons d'analyser, mais la Commission de la Chambre des députés, sur l'initiative de M. Henri Blanc, y avait ajouté une seconde partie ayant pour but de transporter au siège de la cour d'appel l'instruction de l'affaire et la confection du dossier : ces modifications, loin d'être dans tous les cas une simplification de la procédure, l'auraient souvent prolongée et auraient eu en outre cet inconvénient fort grave de ne plus rendre obligatoire l'avis du procureur de la République dont l'importance n'est pas à dédaigner. Aussi la Commission du Sénat, d'accord en cela avec le Garde des sceaux, proposa la suppression pure et simple de ces dispositions « contraires au principe de la hiérarchie judiciaire » et fit triompher facilement son opinion dans le sein des deux Chambres ¹.

¹. Sénat. Séance du 28 janvier 1898 ; *J. off.*, p. 50.

TROISIÈME PARTIE

LOI DU 5 AOUT 1899

GÉNÉRALITÉS

HISTORIQUE DE LA LOI. — SES INNOVATIONS

Au cours de la discussion de la loi du 26 mars 1891, on avait été conduit à reconnaître les inconvénients et parfois les iniquités de l'organisation actuelle du casier judiciaire ; plusieurs orateurs, et notamment le rapporteur à la Chambre des députés, avaient appelé l'attention du Garde des sceaux sur la nécessité d'une prompte réforme et avaient amené de sa part la promesse formelle de confier à une commission extra-parlementaire le soin de rechercher la solution de ce délicat problème.

Cette commission, composée de membres des deux chambres, de magistrats et de fonctionnaires, apporta une grande célérité dans l'élaboration de son projet de réforme et permit à M. Fallières, ministre de la justice, de le présenter au Sénat le 22 octobre 1891.

Mais, remarquons-le bien, c'était uniquement sur le casier judiciaire que portaient les modifications proposées ; c'est là en effet une de ces institutions entrée

dans les mœurs et popularisée par la fréquence de son usage, tous les patrons subordonnant le recrutement de leurs employés et de leurs ouvriers à la production du bulletin n° 2, l'entrée de toutes les administrations étant aussi rigoureusement soumise à cette formalité préalable, si bien que tout le monde est intéressé au bon fonctionnement d'une institution si communément utile.

Ainsi s'explique naturellement cet empressement à perfectionner le casier judiciaire, tandis que la réhabilitation dont l'importance très appréciable est plus lointaine à saisir ne s'imposa pas avec la même force à la réforme du législateur.

Quoi qu'il en soit, après son dépôt sur le bureau du Sénat, le projet était appelé à subir de nombreuses vicissitudes. Certains Gardes des sceaux, éprouvant une certaine défiance à l'égard des modifications proposées, soumièrent le projet à l'examen du Conseil d'État qui se prononça contre les réformes. La consultation avait pris du temps ; les divergences d'opinion qui séparèrent la commission sénatoriale aggravèrent le retard et la question fut seulement reprise en séance publique le 8 juillet 1898.

Aucune disposition relative à la réhabilitation n'était encore insérée au projet, mais les réformes déjà admises en principe allaient conduire forcément à s'occuper de cette matière. Par un accord qui avait rallié la presque unanimité des suffrages dans la commission extra-parlementaire et dans celle du Sénat, il avait été décidé qu'après un délai gradué sur l'importance des peines, il y aurait prescription des mentions du casier judiciaire, c'est-à-dire que ces mentions, tout en continuant à figurer à la souche pour l'édification des magistrats, cesseraient d'être inscrites sur les bulletins délivrés aux parties.

Cette mesure, si énergique fut-elle, laissait encore subsister une inégalité grave entre les condamnés avec sursis et les autres ; les premiers voyaient leur condamnation, avec toutes ses conséquences, disparaître après le délai de cinq ans, les autres retrouvaient bien un casier judiciaire vierge de toute mention, mais la prescription du casier ne faisant pas cesser les déchéances résultant de la condamnation, il leur fallait recourir à la réhabilitation judiciaire pour recouvrer leur capacité perdue.

Cette infériorité était encore plus sensible pour les individus condamnés à une époque antérieure au vote de la loi du 26 mars 1891, car ils n'avaient pu en obtenir le bénéfice, malgré peut-être des mérites très réels.

Il y avait là une indéniable considération de justice et cela suffit à M. Bérenger pour lui faire prendre l'initiative d'une proposition tendant à accorder la réhabilitation de droit après un temps d'épreuve à peu près double de celui exigé pour la prescription du casier judiciaire. Tour à tour acceptée, rejetée, puis reprise par la commission du Sénat, cette proposition fut soutenue dans les séances des 8 et 9 décembre 1898.

Ces deux questions du casier judiciaire et de la réhabilitation sont d'ailleurs intimement liées, elles se commandent l'une l'autre et M. Bérenger n'eut pas de peine à justifier le rattachement de sa proposition à l'ensemble du projet : « Puisque nous entrons dans cette voie d'accorder la prescription comme récompense à l'individu anciennement condamné et qui pendant un long temps, a échappé à toute condamnation, n'est-il pas légitime de lui en offrir une autre plus complète, lorsqu'il a justifié par une épreuve plus prolongée l'espoir placé en lui et de lui donner ainsi un nouveau stimulant à la

bonne conduite ? Cette seconde récompense après dix, quinze ou vingt ans, suivant le cas, sera la réhabilitation de droit¹. » Et dans un remarquable discours saisissant de vérité et qui rencontra au Sénat une approbation unanime, il montra les difficultés de toute nature que doit surmonter le condamné pour rentrer dans la vie honnête et laborieuse.

Sorti de prison avec d'excellentes dispositions, mais sans ressources personnelles, il lui faut sans retard un travail rémunérateur ; partout où il frappera, la même alternative implacable et décourageante, se dressera devant lui : Apportez votre casier judiciaire ou vous serez repoussé, et cette exigence est si absolue « qu'un jeune homme condamné à 16 francs d'amende pour contravention de pêche s'est vu refuser l'entrée d'une administration financière parce que son casier judiciaire n'était pas en blanc ». Il s'est même trouvé « des hospices pour refuser de recevoir un vieillard infirme et sans pain s'il a une condamnation même ancienne à son casier judiciaire » ; si bien qu'un grand nombre — les rapports de l'administration de la justice criminelle ne le cachent pas, — se trouvent inévitablement, fatalement rejetés dans la récidive. Et cette aggravation de peine, souvent plus terrible que la condamnation elle-même, aucun tribunal ne l'a prononcée ! Elle ne repose même pas sur la loi !

Sans doute, pouvait-on dire, cette situation est affligeante, mais la réhabilitation est précisément destinée à effacer les mentions du casier judiciaire et rend même jusqu'à l'exercice des droits politiques. La bonne volonté persévérante a donc à sa portée une récompense assurée.

Cette réponse n'était pas convaincante et voici en

1. Sénat. Séance du 8 décembre 1898 ; *J. off.*, p. 969.

quels termes M. Bérenger en appréciait la valeur : « La réhabilitation est en effet possible, elle est quelquefois facile et le Parlement à plusieurs reprises s'est occupé de simplifier ses conditions ; mais malheureusement, je crois pouvoir le dire et je suis convaincu qu'un grand nombre d'entre vous le savent par des faits particuliers, la réhabilitation est non seulement difficile, mais même impossible dans un grand nombre de cas ¹. »

Sans doute, lorsque le condamné revient, sa peine subie, au pays où on a su sa condamnation, il pourrait sans trop de risques, si la réhabilitation devait être immédiate, chercher à l'obtenir ; il n'a aucune considération à sauvegarder et ce serait même pour lui une sorte de relèvement moral. Mais il lui faut attendre trois ou cinq ans, suivant la gravité du cas et il est bien dur, alors qu'il a fini par s'entourer d'une certaine estime due à sa constante bonne conduite, d'avoir à réveiller des souvenirs peut-être effacés, sinon oubliés, de s'exposer à des enquêtes le plus souvent indiscrètes et de risquer en outre de voir sa requête rejetée, car les Cours d'appel sont juges souverains, et beaucoup hésitent.

Mais il peut se trouver des situations plus dignes, s'il est possible, de fixer l'intérêt. Après sa libération, le condamné, honteux de porter son humiliation dans le pays où il est connu, l'a quitté pour aller se perdre dans quelque grande et lointaine cité ; ou bien au contraire, c'est loin de son pays qu'il a été condamné ; il y est ensuite revenu et sa condamnation n'y est pas connue. En un mot, il s'est établi dans un lieu où personne ne sait rien de son triste passé. Par une rare bonne fortune, la production de son casier judiciaire

1. Sénat. Séance du 8 décembre 1898. *Ibid.*

n'a pas été nécessaire pour lui permettre de trouver du travail et il est arrivé à s'attirer la considération générale grâce à des efforts de tous les instants.

Le délai d'épreuve écoulé, pourra-t-il raisonnablement réclamer sa réhabilitation ? Pourra-t-il s'exposer à ce qu'un agent maladroitement dirigé, à ce que l'indiscrétion d'un maire révèle sa condamnation et le fasse tomber de la situation honorable où il s'est péniblement élevé dans les humiliations d'une vie désormais perdue ? Il préférera continuer sa vie tranquille, comptant sur l'avenir pour apporter à sa régénération plus de solidité.

Mais souvent ses modestes rêves, pourtant si légitimes, seront cruellement déjoués et un événement imprévu lui fera perdre d'un seul coup le fruit de tant d'années d'honnêteté : la maison qui l'occupait est fermée, a changé de maîtres ou pour toute autre raison, il lui faut chercher un emploi ; les certificats sont insuffisants, le livret a été l'objet d'une suppression récente, c'est le casier judiciaire qu'il lui faudrait produire ; la réhabilitation s'imposera et de toute façon, c'est son passé qui se dresse devant lui et compromet gravement sa situation.

Voilà qui est plus douloureux encore : ce sera souvent cette situation même qui viendra l'exposer au soupçon. Dans sa commune, il a su acquérir une place prépondérante et l'on s'étonne de son indifférence systématique pour les affaires publiques ; on le presse de remplir ses devoirs civiques et lui, qui ne peut se rendre à ces prières sans commettre un nouveau délit, n'a aucune bonne raison à leur opposer.

La réalité fournissait malheureusement trop d'exemples de ces situations dramatiques. « L'un d'eux, disait M. Bérenger à la tribune du Sénat, a été nommé con-

seiller municipal dans la commune qu'il habite depuis vingt-cinq ans, sans qu'il se soit présenté. Celui-ci a vécu si honorablement que la Commission chargée de composer le jury l'a inscrit d'office sur sa liste. Je pourrais vous lire la lettre désolée qu'il m'a écrite : il est appelé devant le jury, et là on produit en public le casier judiciaire qui le rend indigne de siéger¹. » Et ces

1. Sénat. Séance du 8 décembre 1898. *Ibid.* — Nous ne pouvons résister au désir de citer quelques extraits des lettres édifiantes lues à la tribune par M. Bérenger ; cette lecture a d'ailleurs pesé d'un grand poids sur la vote du Sénat et rien ne saurait en effet rendre plus palpables les inconvénients de la réhabilitation judiciaire. Il cite le cas d'un homme qui, dans un moment d'entraînement, acheta à crédit des marchandises qu'il ne put payer à l'échéance et qui fut condamné de ce fait à deux ans de prison. « Il eut de rudes misères à supporter, il connut la faim, mais il ne se découragea pas ; deux fois, il conquit des situations honorables, deux fois les bandits contre lesquels il devait sévir demandèrent son casier judiciaire ; ils l'obtinrent et deux fois, la malheureux fut obligé de tout abandonner et de recommencer à nouveau la lutte pour la vie. Dieu a béni ses efforts et il a, pour la troisième fois, refait sa position. Tous ceux qui le connaissent vantent sa droiture, sa bonté, son honnêteté. Aujourd'hui, il est vieux et n'a que peu de temps à vivre. Il n'a jamais voulu se marier, de peur que la faute commise dans sa jeunesse ne fut connue de celle qu'il épouserait. Il a élevé un enfant, il aurait voulu l'adopter, mais il est, lui privé de ses droits civils. N'est-ce pas horriblement injuste et cruel que ce pardon refusé jusqu'ici par la loi à tout repentir ? » Autre exemple particulièrement douloureux : « Il y a plus de trente ans, j'avais seize ans ; un jour d'élections dans notre petit village, mon pauvre père qui était libéral eut une discussion avec le maire. J'intervins et au cours de la querelle, j'eus le tort d'insulter le maire ; arrêté, on me conduisit au chef-lieu et je fus condamné à quinze jours de prison. A dix-huit ans, j'étais bachelier ès-lettres et ès-sciences ; je m'engageai, je devins maréchal des logis chef et j'étais à Saumur depuis vingt mois, prêt à passer sous-lieutenant avec le n° 5 ou 6, lorsqu'une lettre anonyme signalant le malheur qui m'avait frappé me fit renvoyer, brisant ainsi mon avenir et ma vie. Je trouvai à me caser dans un magasin à Lille comme comptable ; j'y étais depuis dix-sept ans, gagnant alors 6.000 francs par an. Un jour un homme de mon village y entra par hasard et me reconnut ; je lui fis bon accueil, l'hébergeai pendant plusieurs jours et le suppliai de ne parler à personne de cette rencontre. Un mois plus tard, je fus appelé par mon patron, un homme bon et humain : il me fit voir un journal signalant sa maison comme ayant à son service un repris de justice dangereux ; on m'invita à faire venir mon casier judiciaire. Je baissai la tête et je dus partir sans certificat. J'ai fait tous les métiers honnêtes et un jour que j'étais contremaître dans une forêt en exploitation, l'entrepreneur ayant demandé mon inscription sur les listes électorales, le maire écrivit chez moi ; son collègue, toujours le même, répondit ceci :

exemples ne tendaient pas à mettre en lumière un abus du casier judiciaire, mais à justifier le principe de la réhabilitation de droit ; aussi le Sénat adopta-t-il très facilement le projet de la Commission comportant cette réforme.

Transmise à la Chambre, la loi fut votée après une discussion superficielle et rapide, trop rapide même pour aboutir d'un seul coup à la perfection.

Le Parlement eut pourtant raison de céder aux sollicitations de quelques-uns de ses membres et d'assurer par un vote immédiat « le complément logique de toutes les dispositions législatives votées depuis plus de dix années pour permettre l'amendement des condamnés et arrêter le flot croissant de la récidive ».

Les retouches nécessaires au bon fonctionnement de la loi n'ont rien pour nous surprendre ; elle porte sur des matières d'une délicatesse extrême, réglementées jusqu'alors de façon imprécise et pouvant se résoudre en une foule d'hypothèses dans la complication desquelles le législateur a pu quelquefois s'égarer. Le casier judiciaire n'était fondé que sur des circulaires ministérielles, au nombre de plus de vingt, qui se modifiaient les unes les autres et n'étaient pas sans présenter certaines contradictions ; pour donner une base légale à l'institution, il s'agissait d'extraire et de grouper les dispositions vraiment utiles et c'était là une tâche difficile à mener en une fois à la perfection. La réhabilitation de droit, elle, n'avait de précédent dans aucune législation, si ce n'est dans celle d'un canton suisse dont le texte était inconnu au moment de la discussion de la loi ; il fallait donc organiser de toutes pièces cette institution nouvelle.

« Dites-lui de vous fournir son casier judiciaire. » Je fus congédié et dus fuir avec honte. »

La loi fut promulguée le 5 août 1899 et dès les premiers mois, certaines difficultés d'application firent reconnaître la nécessité d'une mise au point ; le gouvernement déposa sur le bureau du Sénat un projet rectificatif qui, venu en discussion le 16 juin 1900, fut voté d'urgence pour devenir la loi du 11 juillet suivant. Nous ferons connaître les modifications qu'elle apporte à la loi du 5 août 1899 à mesure que l'exigera notre étude sur celle-ci.

*
* *

Cette loi, comme l'indique suffisamment son titre, traite du casier judiciaire et de la réhabilitation de droit. Bien que la seconde partie seule rentre dans le cadre de notre étude, nous croyons utile d'en indiquer brièvement la structure générale, car toutes ses dispositions, parties du même souci de dégager le libéré d'un passé souvent funeste à ses bonnes intentions, forment un tout homogène et se commandent entre elles ; nous verrons par exemple que la prescription du casier judiciaire est une condition essentielle de la réhabilitation légale, et s'en tenir à un chapitre unique de la loi serait faire une théorie incomplète et péchant par la base.

Bien que le motif déterminant de la loi n'ait pas été de soumettre à des dispositions législatives le fonctionnement du casier judiciaire, elle reprend en partie les errements des anciennes circulaires. Le bulletin n° 1 est toujours le relevé complet de toutes les condamnations contradictoires ou par défaut prononcées contre un individu et le bulletin n° 2 en est la reproduction exacte et intégrale ; mais ce bulletin n° 2 — et c'est là une première innovation, — est délivré seulement aux

magistrats du parquet et de l'instruction, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime, ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement ; il l'est également aux administrations publiques de l'État saisies de demandes d'emplois publics ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée.

Aux termes de la loi du 11 juillet 1900, ce bulletin n° 2 peut encore être délivré au préfet de police, aux présidents des tribunaux de commerce pour être joint aux procédures de faillites et de liquidations judiciaires, aux sociétés de patronage reconnues d'utilité publique et aux juges de paix qui le réclameront pour le jugement d'une contestation en matière d'inscription sur les listes électorales.

Au contraire, le bulletin délivré à la personne qu'il concerne ou bulletin n° 3 n'est pas identique au bulletin n° 1 et ne contient jamais les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal, les condamnations effacées par la réhabilitation ou par l'épreuve du sursis (loi Bérenger), les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises, les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrages aux bonnes mœurs ou en vertu des articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881, une première condamnation à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois par application des articles 67, 68 et 69 du Code pénal, la condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement avec ou sans amende, les déclarations de faillite en cas d'excuse ou de concordat et les déclarations de liquidation judiciaire.

Ce bulletin, allégé d'une multitude de condamnations insignifiantes au point de vue moral et pourtant fort préjudiciables, dévoilera toujours celles qui sont vraiment déshonorantes et c'est là sa véritable et unique raison d'être. Cette modification rencontra pourtant dans le sein des deux Chambres une vive opposition fondée sur le désir de ne pas tromper le public en lui laissant présenter un casier officiellement tronqué, mais comme le fit très justement observer M. Bérenger, c'est seulement persévérer, en l'élargissant quelque peu, dans une voie déjà suivie, car le bulletin délivré aux particuliers n'a jamais été identique à celui réservé aux tribunaux et aux administrations publiques ; le premier ne contenait pas en effet les condamnations à l'emprisonnement prononcées par les tribunaux de simple police, ni les jugements envoyant les mineurs dans des maisons d'éducation correctionnelle, décisions cependant fort intéressantes à connaître pour un patron car elles ont souvent le vol pour cause, ni les condamnations effacées par une amnistie même lorsqu'elles portaient sur des faits de grève, ni enfin celles effacées par la réhabilitation. Le bulletin ne peut donc cesser d'être intégral ; il ne l'a jamais été et il ne peut pas l'être.

La seconde innovation de la loi, acceptée par le Garde des sceaux et adoptée sans difficultés sérieuses, est la prescription des mentions du casier judiciaire après un délai variable de un¹, cinq, dix ou quinze ans passés sans nouvelle condamnation ; cette prescription a d'ailleurs un caractère essentiellement provisoire et conditionnel puisque toute condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende suffira pour en faire perdre le bénéfice.

1. Nous verrons plus loin pour quelles raisons la loi du 11 juillet 1900 fut amenée à porter ce délai d'une à deux années.

Enfin, le condamné, après cette première récompense qui était pour lui comme une étape où il trouvait l'encouragement, recouvrait la plénitude de ses droits après un nouveau délai et sans être astreint à l'humiliation de formalités indéfinies : c'était la réhabilitation de droit dont nous exposerons l'économie dans la suite de cette étude.

Cette double question du casier judiciaire et de la réhabilitation préoccupait alors tous les esprits, tant les abus et les injustices qui en étaient la conséquence s'étendaient d'année en année ; mais le Parlement agit avec sagesse en sachant modérer ses réformes et ne pas tomber dans une réaction plus dangereuse encore. M. Dejeante et une importante fraction du parti socialiste, voulant atténuer les inconvénients de cette institution qui « favorise les mauvais desseins des employeurs, » avaient déposé sur le bureau de la Chambre le 12 juillet 1898 une proposition d'un caractère vraiment trop radical¹ et qui s'effaça devant le projet du Gouvernement.

D'après elle, le casier judiciaire n'aurait pu faire mention que des peines d'au moins une année d'emprisonnement encourues pour coups et blessures ou pour la réparation des délits contre la probité ou contre les mœurs ; il aurait mentionné également les condamnations pour crimes supérieures ou égales à une année d'emprisonnement et dans les deux cas, les amendes et autres peines accessoires prononcées par les mêmes jugements ou arrêts. Il n'aurait pu en aucun cas être fait mention au bulletin délivré aux particuliers des condamnations avec sursis, des déclarations de faillite, des condamnations pour délits politiques ou pour délits de presse, sans aucune exception.

1. Ch. des Députés, *J. off.*, 1898, annexes, p. 1469.

Quant à la réhabilitation, elle se serait opérée de droit en faveur des condamnés n'ayant subi aucune condamnation depuis leur mise en liberté : 1° deux années après la libération si la peine avait été inférieure à une année d'emprisonnement ; 2° cinq années après la libération si la peine avait été supérieure à une année d'emprisonnement ; 3° sept années après la libération s'il s'était agi de condamnés pour crimes ayant entraîné la peine de la réclusion ou celle des travaux forcés ; toutefois, les condamnés appartenant à ces deux catégories auraient pu recourir à la réhabilitation judiciaire, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Cette réduction excessive du délai d'épreuve eut présenté de graves dangers, surtout en l'absence de tout contrôle sur la vie privée du libéré et elle eut servi fréquemment à attribuer la capacité civile et politique à des individus notoirement indignes de cette faveur. Cet abus eut pourtant été tempéré par cette circonstance qu'en cas de nouvelle condamnation pour crime ou pour délit, le condamné aurait été déchu du bénéfice de la réhabilitation et aurait dû pour l'obtenir à nouveau recourir à la procédure judiciaire.

Cette proposition, comme la loi du 5 août 1899, portait donc la suppression pure et simple des enquêtes préalables et de toute mesure d'instruction et subordonnait l'efficacité du délai d'épreuve à cette seule condition que le libéré n'ait pas été à nouveau condamné pour une action déshonorante. Ce principe de la réhabilitation de droit ne manqua pas de détracteurs et il convient de faire un examen rapide de leurs principaux arguments.

A ceux qui voyaient là « une nouveauté dangereuse », un bouleversement de notre législation pénale, il fut

très justement répondu que c'eût été en effet une innovation avant la loi de 1891 sur le sursis, mais qu'à l'heure actuelle, c'était seulement le légitime développement d'un principe admis depuis plusieurs années : cinq ans passés sans condamnation nouvelle après un sursis obtenu, non seulement délivrent de l'exécution de la peine et de l'inscription au casier judiciaire, mais produisent la réhabilitation de droit¹. C'est l'application de cette idée qu'il s'agissait de généraliser et si les peines seront souvent plus graves, l'expiation sera plus longue.

Il ne convient pas davantage de s'arrêter à une objection assez spécieuse et qui tombe forcément devant un examen réfléchi des faits. Certains criminalistes s'appuyaient pour repousser la proposition sur l'existence même de la loi du 26 mars 1891, suffisante d'après eux pour susciter et récompenser le relèvement moral des condamnés ; le juge, disaient-ils, a refusé ou accordé le sursis toujours à bon escient et pourquoi s'apitoyer sur le sort de ceux qui n'ont pas mérité cette faveur et leur octroyer après coup une sorte de loi Bérenger rétroactive, rétrospective, s'ils n'en étaient pas dignes lors de leur condamnation ? La date récente de la loi de sursis fournissait alors une première réponse dont le temps devait peu à peu atténuer la puissance : des milliers de libérés condamnés avant le vote de la loi n'avaient pu en obtenir le bénéfice malgré leurs titres réels et cette seule considération d'équité aurait suffi à justifier la proposition. Mais il y avait mieux et l'objection méconnaissait une différence capitale entre le sursis et la réhabilitation ; celle-ci ne peut être que le prix de la conduite postérieure à la condamnation et le sursis est la récompense unique-

1. Sénat, Séance du 8 décembre 1898, *J. off.*, p. 969.

ment de la conduite antérieure ; enfin, même parmi ceux dont la faute n'a pas été jugée excusable, beaucoup ont pu racheter leur passé par une persévérance dont il serait injuste de ne pas tenir compte.

Mais pourquoi, ajoutait-on, ceux-là veulent-ils s'affranchir de la règle imposée à tous de justifier par des preuves certaines, c'est-à-dire par l'enquête prescrite par la loi, de la réalité de leur retour au bien ? Ne sait-on pas que beaucoup de non condamnés peuvent être parfaitement indignes et qu'avoir échappé à la loi n'est pas une preuve de bonne conduite ? Comment rendre la jouissance entière de droits, parmi lesquels figure celui de prendre part par le vote aux affaires du pays, dans des conditions d'incertitude semblable ?

Nous avons montré — et les documents apportés à la tribune du Sénat le confirment sans doute possible — que ce raisonnement est purement théorique ; il est un très grand nombre de cas où la réhabilitation avec enquête est impossible et ces cas sont précisément les plus dignes d'intérêt. « L'homme a le droit de réclamer l'oubli légal quand la faute est pleinement effacée. La société a le devoir de le lui assurer, la justice devant en tout être sa règle et son intérêt est ici d'accord avec son devoir, car le sentiment de l'injustice imméritée est ce qui jette le plus de trouble dans son sein ¹. »

Mais que d'indignes ne risque-t-on pas d'introduire ainsi dans le corps électoral ? Ceci est une question de garanties : si le temps d'épreuve est d'une longueur suffisante et proportionnée de façon rationnelle à la gravité des condamnations, cette inquiétude n'est pas fondée, car un homme sans scrupules, tant qu'il n'a pas été découvert, peut vivre en état de délit perpétuel

1. Discours de M. Béranger à la Société générale des prisons. *Rev. pénit.*, 1898, p. 803.

sans tomber sous le coup de la loi, mais cette impunité lui devient impossible dès qu'il se laisse prendre une première fois ; signalé par sa condamnation, mal vu de tous, surveillé de près, soupçonné sur le plus faible indice, presque condamné d'avance, il ne lui est pas permis de s'écarter du droit chemin sans s'exposer à des sévérités impitoyables. L'absence de condamnations nouvelles est donc à son égard une réelle garantie ; elle peut suffire à lui faire obtenir le pardon total de ses défaillances antérieures ; la loi de 1891 n'en demande d'ailleurs pas plus à ceux qu'elle admet au bénéfice de ses faveurs.

Sans doute, on aura ainsi des réhabilités de diverses catégories, les uns ayant justifié de leur droit, les autres bénéficiant sans justification d'une fiction légale ; mais l'égalité se rétablit par la différence de durée de l'épreuve et c'est encore la situation déjà créée par la loi sur le sursis.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE LA RÉHABILITATION LÉGALE

La loi du 5 août 1899 ayant pour but de faire disparaître automatiquement toutes les conséquences d'une condamnation, il faut se demander dès l'abord quels condamnés peuvent en réclamer le bénéfice ? Bien que la loi ne s'exprime pas avec la précision rigoureuse des législations antérieures qui visaient expressément « tout condamné à une peine afflictive ou infamante ou à une peine correctionnelle », sa portée est exactement la même.

Il faut d'abord de toute nécessité une condamnation et l'enfant mineur de 16 ans acquitté comme ayant agi sans discernement et envoyé dans une maison de correction ; auquel la réhabilitation judiciaire a toujours été fermée, ne pourra pas davantage recourir à la réhabilitation légale ; elle lui serait d'ailleurs inutile depuis que l'article 7 de la nouvelle loi mentionne les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal comme ne devant jamais être inscrites au bulletin n° 3 et fait ainsi disparaître cette anomalie déplorable suivant laquelle un enfant, sans être condamné, voyait

son casier judiciaire chargé d'une mention qu'il devait renoncer à pouvoir jamais effacer.

En vertu du même principe, les officiers ministériels suspendus ou destitués, les faillis et les liquidés judiciaires ne sauraient prétendre à la réhabilitation légale. Cette exclusion regrettable est assez difficile à justifier et doit être la conséquence d'un oubli du législateur ; on ne s'explique guère en effet que l'on veuille leur refuser une faveur accordée aux condamnations les plus graves et si l'on oppose aux faillis que la loi commerciale a fixé les conditions de leur relèvement, ils peuvent invoquer l'exemple des condamnés à l'amende ou à une peine corporelle dont le régime se trouve aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle, ce qui n'a pas empêché le législateur de créer à leur profit le bénéfice de la loi nouvelle ¹.

La réhabilitation de droit ne s'étend pas davantage à la dégradation civique ; c'est encore un fâcheux oubli. Notons enfin que la réhabilitation peut être demandée par un étranger qui a encouru en France une condamnation, même s'il a été amené par l'exercice de sa profession à séjourner dans divers autres pays ².

Dès lors qu'une condamnation a été prononcée, elle peut en principe et sous les conditions que nous étudierons, donner ouverture à la réhabilitation de droit ; la formule employée par la loi qui nous parle de la condamnation « supérieure à deux années de prison ³ » est en effet conçue en termes généraux et il serait arbitraire d'en restreindre la portée. Faut-il même pousser la règle jusqu'à ses dernières conséquences et la déclarer applicable aux peines perpétuelles ? Un condamné

1. H. de Forcrand, *Journ. du Min. publ. et du dr. crim.*, 1899, p. 270.

2. G. de Montpellier, 14 novembre 1899, *Sir.* 1900, 2, 200.

3. Article 8-4^o.

à mort dont la peine a été commuée en celle des travaux forcés à perpétuité et qui par des grâces successives ou une amnistie a pu rentrer en France et recouvrer sa liberté, pourra-t-il reconquérir sa capacité perdue sans s'adresser à l'autorité judiciaire ?

M. Le Poittevin examine la question à propos de la prescription du casier judiciaire, mais les deux hypothèses comportant nécessairement la même solution, nous croyons utile de rapporter ici son avis : « L'article 8-4° pourrait-il s'appliquer au cas où remise partielle ou totale de sa peine aura été accordée à un individu condamné aux travaux forcés à perpétuité, à la déportation ou au bannissement ? Nous l'avions d'abord pensé et nous invoquons l'article 8 (8° alinéa) aux termes duquel la remise totale ou partielle par voie de grâce de tout ou partie d'une peine équivaut à une exécution totale ou partielle. A partir du moment, disions-nous, où en exécution des lettres de grâce le condamné sera libéré et la peine sera réputée totalement exécutée, c'est de ce jour que courra le délai de quinze ans prévu par l'article 8-4° et si dans ce délai aucune condamnation n'est prononcée, le bénéfice de cette article 8-4° sera acquis. Un nouvel examen de la question a modifié notre appréciation. Au moment où la condamnation a été prononcée, elle avait un caractère perpétuel ; pendant toute la vie du condamné, elle devait donc figurer sur les bulletins n° 3 qui pouvaient lui être délivrés ; c'était une conséquence de l'arrêt. Or la grâce qui est intervenue n'a pu avoir pour effet de la faire disparaître, pas plus qu'elle n'a relevé le condamné des incapacités soit politiques, soit civiles qu'il a encourues ¹. »

Nous nous rangeons plus volontiers à l'opinion de M. A. Maulmond et nous en tenons avec lui à la pre-

1. *Journal des Parquets*, 1899, n° 12, p. 168.

mière solution de M. Le Poittevin ; le législateur en effet n'a fait aucune distinction entre les peines perpétuelles et les peines temporaires et on ne saurait apporter au texte de la loi, par voie d'interprétation, une restriction qu'il ne comporte pas ¹.

Il nous suffit pour l'instant de poser cette règle générale que toute condamnation peut en principe être effacée par la réhabilitation légale ; nous verrons plus loin les conditions particulières à chaque cas qui se traduisent notamment par la longueur du délai variable avec la gravité de la peine.

Mais si nous prenons ce condamné hypothétique et indéterminé, demandons-nous à quelles obligations il devra se soumettre pour être réhabilité de plein droit. La loi, avons-nous dit, s'est proposée de faciliter dans une large mesure l'accès de notre institution en supprimant d'un seul coup la demande à l'autorité judiciaire, l'instruction et la procédure avec leur cortège inévitable de tracasseries humiliantes et d'indiscrétions, l'arrêt enfin, toujours aléatoire et susceptible d'une publicité fort compromettante.

Elle ne s'en est pas tenue à ces questions de forme ; elle a aussi notablement atténué ses exigences de fond en ne prescrivant plus au libéré l'obligation d'habiter le même endroit pendant un certain nombre d'années ; désormais, il pourra se déplacer à sa guise, changer de domicile ou de résidence sans être tenu à aucune formalité. Et cela se conçoit, car cette habitation forcée était un moyen pour l'administration de mieux connaître la conduite de l'intéressé ; or, d'après la nouvelle loi, il n'est plus obligé de suivre cette existence exemplaire qui était le fondement même de la réhabilitation

1. A. Maulmond, *Commentaire de la loi du 5 avril 1899. Lois nouv.*, 1900, I, p. 164.

judiciaire ; il lui suffit de rester honorable sans exagération d'aucune sorte et nous verrons même que de légères condamnations ne mettent pas obstacle à la réhabilitation légale.

Les conditions imposées par la loi du 5 août 1899 peuvent se répartir en trois groupes :

1° Le condamné doit avoir satisfait à l'exécution de la peine ;

2° Il doit avoir prescrit les mentions du bulletin n° 3 conformément à l'article 8 de la loi ;

3° Il faut enfin qu'il n'ait encouru aucune condamnation autre que l'amende.

Nous ferons de chacune de ces obligations l'objet d'une section différente. Quant aux délais, qui ont sous l'empire de la nouvelle loi une importance toute particulière, nous les traiterons dans un deuxième chapitre.

La condamnation doit en premier lieu avoir été purgée par l'exécution de la peine corporelle ou par le paiement de l'amende. Il importe peu d'ailleurs que l'exécution n'ait pas été totale ; le condamné peut avoir bénéficié de la libération conditionnelle conformément à la loi du 14 août 1885, il peut avoir obtenu une réduction de peine, par exemple par suite de l'application de la loi de 1875 sur l'emprisonnement cellulaire ; Il est bien évident que ces dispositions prises en faveur du condamné et comme récompense de ses efforts ne sauraient en aucun cas lui nuire.

La remise entière ou partielle de la peine corporelle ou de l'amende par voie de grâce équivaldra à leur exécution ; de même aussi l'exécution de la contrainte

par corps pourra suppléer au paiement de l'amende. Ce sont là deux points indiscutables et la circulaire de la Chancellerie du 15 décembre 1899 s'en explique formellement ¹.

Mais logiquement il eut fallu apporter plus de précision dans le dernier paragraphe de l'article 8 et spécifier qu'il vise seulement la contrainte par corps afférente à l'amende. L'acquisition de la réhabilitation de droit n'est pas en effet subordonnée au paiement des frais ; l'exécution de la peine est seule exigée et en parlant en termes généraux de la contrainte par corps dont la durée se détermine par le chiffre total de l'amende et des frais, la loi fait au condamné contraint par corps, soluble ou insolvable, une situation moins favorable qu'au condamné qui s'est acquitté.

Que décider, sous l'empire de la loi du 5 août 1899 des condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine ? Le bénéfice de la nouvelle loi leur était-il ouvert ?

Nous avons vu qu'aux termes de l'article 619 du Code d'instruction criminelle, la peine prononcée devait avoir été subie ou remisé par voie gracieuse, la prescription ne pouvant sous aucun prétexte remplacer l'exécution de la peine. La loi de 1885 se relâcha de cette rigueur à propos de l'amende et des condamnations pécuniaires et la loi du 10 mars 1898 « étendit » cette faveur aux condamnés contradictoirement ou par défaut qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine. La situation devait-elle être identique pour la réhabilitation de droit ? Le cas n'étant pas prévu de façon formelle, il s'éleva aussitôt dans la doctrine des divisions que la jurisprudence n'eut pas l'occasion de trancher.

Le Garde des sceaux s'exprimait ainsi dans sa circu-

1. Circ. Chanc., 15 décembre 1899, article 51.

laire du 15 décembre 1899 : « Mais la prescription de la peine n'a pas le même effet (que la grâce ou la contrainte par corps) ; la loi du 5 août 1899 ne contient aucune disposition analogue à celle de la loi du 10 mars 1898 qui, en modifiant l'article 634 du Code d'instruction criminelle, a ouvert l'accès de la réhabilitation judiciaire aux condamnés ayant prescrit contre l'exécution de la peine ¹. » Et M. Maulmond, rapportant cette opinion dans son commentaire de la loi, y souscrivait sans réserve ². L'argument invoqué par cette doctrine est le texte même de l'article 8 auquel renvoie l'article 10 de la loi du 5 août 1899 et qui dit seulement : « Un an après *l'expiration* de la peine ou le *paiement* de l'amende... »

Le Garde des sceaux, à propos de la disparition de certaines mentions du bulletin n° 3, disait encore que « la prescription de la peine n'a pas le même effet que la grâce ou l'exécution de la contrainte par corps : le texte ne l'a pas expressément visée et on ne saurait procéder par voie d'assimilation ³ ».

Il est vrai, l'article 8 ne parle pas expressément de la prescription de la peine, qu'il s'agisse de condamnations corporelles ou de condamnations pécuniaires ; cette question ne semble pas même avoir été envisagée par le législateur ; les travaux préparatoires ne renferment aucune discussion à ce sujet. Mais à notre avis, l'article 10 lui-même répondait à notre question par la généralité de ses termes et il n'était pas besoin de faire intervenir d'autres dispositions de la loi qui, sous prétexte d'explication, en faussaient le sens.

Cet article est ainsi conçu : « Lorsqu'il se sera écoulé

1. Circ. Chanc., art. 51.

2. *Lois nouv.*, 1900, I, p. 178.

3. Circ. Chanc., 15 décembre 1899, article 39.

dix ans dans le cas prévu par l'article 8, § 1 et 2, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit. » Il s'agit de réhabilitation et la loi, en usant de ce terme sans y rien ajouter, se référerait évidemment à l'institution telle qu'elle est organisée, réglementée par le Code et par les lois qui le complètent au moment où elle-même intervient. L'intention du législateur n'a pas été de créer une nouvelle faveur, mais de rendre l'ancienne plus facilement accessible en supprimant la procédure et pour le surplus de laisser en vigueur la législation précédente ; « la réhabilitation, dit-il, lui sera acquise de plein droit ; » là est toute la différence avec l'ancienne institution.

Tel était l'avis de M. Verdalle qui s'exprimait en ces termes : « La seule différence entre l'institution nouvelle et l'institution antérieure, c'est que le bienfait de la première est acquis de plein droit, c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire de recourir à la procédure qui aboutit à l'arrêt de réhabilitation. » Et plus loin, il ajoutait avec juste raison que le droit de se faire réhabiliter « est une situation générale acquise par l'effet de la loi du 10 mars 1898 : la condition de celui qui a prescrit contre l'exécution de la peine et subi le temps d'épreuve spécialement prolongé que cette loi lui impose est assimilé à la condition de celui qui a exécuté sa peine ¹ ».

Il y aurait eu ailleurs une contradiction inexplicable à ce qu'après plusieurs lois destinées à étendre la réhabilitation, — et c'est la tendance formelle des lois de 1885 et de 1898, — après surtout cette dernière loi réparant une lacune des précédentes, celle qui est pour ainsi dire le couronnement de l'œuvre ait volontaire-

1. Verdalle. *Fr. jud.*, 1900, I, p. 125.

ment refusé ses faveurs à une classe nombreuse de condamnés ; elle aurait été en même temps audacieusement progressive dans son ensemble et rétrograde sur un cas particulier.

En d'autres termes, d'après la loi de 1899, la réhabilitation était acquise de plein droit : 1° à ceux qui réunissaient les conditions spéciales prévues par elle ; 2° à ceux qui, tout en pouvant invoquer la réhabilitation judiciaire, ne se trouvaient pas dans des conditions telles que le bénéfice de la loi nouvelle leur soit refusé *de plano*. Or c'était précisément le cas de ceux qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine.

Mais, ne manquait-on pas d'objecter, en ouvrant la réhabilitation de droit à ceux qui ont prescrit contre l'exécution de leur peine, vous ne marquez pas cette différence justement établie par la loi de 1898 entre ces condamnés et ceux qui ont exécuté leur peine : les premiers admis à se faire réhabiliter seulement après un délai de six ou dix ans, après la prescription acquise, selon qu'il s'agit de peines correctionnelles ou de peines criminelles, alors que le temps d'épreuve imposé à ceux qui ont exécuté leur peine est seulement de trois ou de cinq ans.

Il était facile de répondre que la différence entre les deux classes de condamnés n'en restait pas moins marquée. Le sentiment de défiance qui s'attache d'ordinaire à ceux qui ont prescrit se trouve satisfait par la longueur du temps nécessaire pour la prescription de la peine ; les délais d'épreuve prescrits par la loi de 1899 en seront augmentés d'autant, car ils ne commenceront évidemment à courir que du jour où la prescription leur aura été acquise.

Cette controverse n'a d'ailleurs plus qu'un intérêt rétrospectif et c'est à ce titre que nous l'avons rappor-

tée. Pour couper court à toute incertitude, M. Bérenger déposa le 1^{er} mars 1900 un amendement à l'article 8 du projet de rectification du gouvernement, aux termes duquel « en cas de prescription de la peine ou de l'amende, les délais courront à partir du jour où elle est acquise ».

Cette addition au texte, bien loin de condamner notre théorie, en est au contraire la confirmation absolue. « La prescription a toujours été considérée comme un mode d'exécution des condamnations, dit en effet le rapport au Sénat. C'est un axiome, en matière de droit. La loi relative à la réhabilitation des contumaces en a fait l'application et pour ces raisons nous n'avions pas jugé utile de rappeler le principe dans la loi du 5 août. Mais l'administration a eu des doutes à cet égard. Nous avons en conséquence introduit à ce sujet dans le projet actuel un texte qui est accepté par le gouvernement ¹. »

En résumé, d'après la nouvelle législation, la peine subie, remise par voie de grâce ou purgée par la contrainte par corps ou par la prescription, doit avoir le même résultat et conduire à la réhabilitation de droit.

II

En second lieu, la réhabilitation de droit doit être nécessairement précédée de la prescription des mentions du bulletin n° 3 ; comme le fait justement observer la circulaire du 15 décembre 1899 ², le législateur a voulu, en effet, établir une étroite corrélation entre ces deux institutions et M. le sénateur Bérenger exprimait

1. Sénat. Séance du 15 juin 1900. *J. off.*, p. 611.

2. Circ. Chanc., 15 décembre 1899, article 51.

cette intention, en présentant la réhabilitation légale comme une seconde récompense complétant la première, comme « un nouveau stimulant à la bonne conduite¹ ».

C'est aussi l'idée exprimée par M. le garde des sceaux Lebreton à la tribune du Sénat : « Au lieu d'agir d'un seul coup comme le fait la loi de sursis, nous avons opéré en quelque sorte par degrés. Nous avons exigé un premier stage au bout duquel la condamnation disparaît du casier judiciaire ; nous organisons ensuite un nouveau délai après lequel la condamnation est effacée par une sorte de réhabilitation légale². »

Les effets de la réhabilitation ordinaire sont en quelque sorte dédoublés, l'article 8 établissant une réhabilitation partielle qui n'a d'effets que sur les mentions du bulletin n° 3.

Il convient donc d'étudier en détail le mécanisme assez compliqué de la prescription du casier judiciaire, c'est en même temps faire connaître la deuxième condition de la réhabilitation légale.

Cette prescription repose sur une double considération : il était d'abord souverainement injuste que la peine accessoire réellement créée par le casier fut perpétuelle, alors que la peine principale était seulement temporaire ; la logique, en même temps que l'équité, commandaient pour l'inscription au casier judiciaire une durée proportionnée à la peine encourue.

De plus, il y avait là un défaut d'harmonie avec l'ensemble de notre système pénal. « La prescription peut tout couvrir, disait M. Béranger ; le casier judiciaire sera-t-il la seule chose qu'elle n'atteindra pas ! Comment ! la peine, l'action publique elle-même se pres-

1. Sénat. Séance du 8 décembre 1898, *J. off.*, p. 969.

2. Sénat. Séance du 8 décembre 1898, *J. off.*, p. 971.

crivent et la mention de la condamnation seule restera imprescriptible ! »

La solution de la nouvelle loi est d'autant plus juste que ce n'est pas la prescription automatique, brutale, intervenant quelle qu'ait été la conduite de l'individu par le fait seul de l'expiration d'un délai, mais la prescription méritée par deux, cinq, dix ou quinze ans de preuves, suivant les cas, la prescription récompense d'un effort persistant et contrôlé par l'absence de condamnations déshonorantes.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 5 août 1899, cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 délivré au simple particulier :

1° Un an après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 francs ou à ces deux peines réunies, sauf le cas où ces deux condamnations entraîneraient une incapacité civile ou politique ;

2° Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à six mois ou à moins de six mois de prison ou à une amende, ainsi qu'à ces deux peines réunies ;

3° Dix ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique à une peine de deux ans ou de moins de deux ans ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an ;

4° Quinze ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique supérieure à deux ans de prison.

Observons tout d'abord que la réserve d'après laquelle le § 1^{er} est inapplicable aux condamnations entraînant « une incapacité civile ou politique » était appelée à en restreindre singulièrement l'application. En effet, sont incapables d'être jurés pour cinq ans à dater de

l'expiration de leur peine, les condamnés à un emprisonnement de moins de trois mois pour quelque délit que ce soit, même pour les délits politiques de presse ¹. De simples condamnations à une amende même inférieure à 25 francs entraînent aussi l'incapacité d'être juré. La déchéance des droits électoraux résulte aussi de condamnations à une amende très légère ou à un emprisonnement sans fixation de durée, prononcées pour certains délits.

Aussi, cet article 8 fut modifié dans le sens proposé au projet de rectification du gouvernement et porte maintenant : « Deux ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à moins de six jours d'emprisonnement ou à cette peine jointe à une amende ne dépassant pas 25 francs; deux ans après qu'elle sera devenue définitive, la condamnation unique à une amende ne dépassant pas 50 francs. » Ce texte, comme on le voit, prolonge la durée de la période d'épreuve, mais supprime toute distinction entre les condamnations entraînant ou non une incapacité civile ou politique.

Quoi qu'il en soit, la prescription du casier judiciaire ne peut être acquise d'une façon générale qu'au profit du délinquant primaire.

De ce principe très nettement établi lors de la discussion de la loi au Sénat ², que l'article 8 s'applique seulement à une condamnation unique, nous tirerons les conséquences suivantes :

A. — Si antérieurement à la condamnation dont on réclame la disparition du bulletin n° 3, une peine a été prononcée pour crime ou délit, cette faveur est dès lors

1. Loi du 21 novembre 1872, article 2, § 11.

2. Sénat. Séance du 9 décembre 1898; discours de MM. Lebreton, garde des sceaux et Béranger.

impossible, quels que soient le quantum et la nature de la peine antérieure. Peu importe que cette peine précédemment encourue soit au nombre de celles appelées aux termes de l'article 7 à ne pas figurer sur le bulletin délivré aux particuliers ; si le condamné n'est pas un délinquant primaire, cela suffit pour qu'il ne puisse prescrire. Mais le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement, le failli, le commerçant mis en liquidation judiciaire, l'officier public ou ministériel destitué seront autorisés à prescrire, car ils n'ont pas été l'objet d'une condamnation proprement dite ¹. Il en sera de même pour le condamné réhabilité, puisque la réhabilitation a effacé la condamnation et qu'après en avoir bénéficié, il doit être considéré comme un délinquant primaire ².

B. — La prescription sera interrompue si, pendant le temps d'épreuve, une condamnation même à l'amende est encourue, pour quelque délit que ce soit.

Ainsi, un individu se voit infliger pour la première fois une condamnation devant disparaître du bulletin n° 3 après un délai de deux années (article 8-1°) ; la prescription commencera à courir à son profit du jour où la peine a été exécutée. Mais avant l'expiration de ce délai, il encourt à nouveau une autre condamnation, à une peine d'amende par exemple ; de ce jour, il perd sa qualité de délinquant primaire et à la fin des deux années d'épreuve, il ne saurait se réclamer du § 1^{er} de l'article 8 pour exiger soit que sa première condamnation ne figure pas au casier judiciaire, soit que la seconde n'y soit pas inscrite : ni l'une ni l'autre de ces condamnations n'est *unique* à l'heure où se pourrait produire l'effet de la prescription et le condamné qui

1. Maulmond, *Lois nouv.*, 1900, I, p. 153.

2. *Cir. Chanc.*, 15 décembre 1899, article 53.

n'est plus au moment opportun un délinquant primaire est définitivement déchu du bénéfice de notre texte.

C. — Les condamnations à l'amende ultérieurement encourues ne peuvent priver le condamné du bénéfice de la prescription acquise au profit d'une première condamnation, mais ces nouvelles condamnations à l'amende seront inscrites sur le bulletin n° 3. Il faudrait pour faire revivre les mentions prescrites une condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende ; dans ce cas en effet, le bulletin n° 3 doit reproduire intégralement le bulletin n° 1 (article 9.)

Si la première condamnation dont la mention au casier judiciaire a été prescrite venait à être effacée soit par l'amnistie, soit par la réhabilitation judiciaire ou légale, le condamné recouvrerait alors sa qualité de délinquant primaire et il pourrait, en cas d'une nouvelle condamnation unique, recommencer à en prescrire la mention conformément à l'article 8.

Le point de départ des délais de prescription court naturellement de l'expiration de la peine corporelle, la grâce étant considérée comme équivalente à l'exécution même de la peine¹ ; si elle a été prescrite, les délais commencent à courir du jour où la prescription aura été acquise.

Les dispositions relatives à l'amende portaient la trace manifeste du vote hâtif de la loi et le projet rectificatif du gouvernement fournit l'occasion de les corriger avant qu'on ait senti trop durement leur imperfection.

L'article 8, dont nous avons rapporté le texte original, portait qu'en cas de condamnation à l'amende

¹ *Circ. Chano.*, 15 décembre 1899, article 89.

soit principale, soit adjointe à une peine corporelle, les délais de cinq, dix ou quinze ans doivent commencer à courir, à partir de l'acquittement de l'amende. Il en résultait une aggravation singulière en matière de réhabilitation de droit des dispositions qui sont en vigueur suivant le Code d'instruction criminelle en matière de réhabilitation après enquête.

En effet, d'après la législation de 1885, le condamné à l'amende soit principalement, soit accessoirement à une peine corporelle est simplement tenu de payer l'amende ; s'il la paie à quelque moment que ce soit, il n'a point à se préoccuper des délais ; il suffit que ces délais existent depuis la condamnation.

D'après la loi de 1899 au contraire, le temps écoulé avant le paiement effectif de l'amende ne profitait pas au condamné ; si, après dix ans par exemple, il se présentait pour réclamer sa réhabilitation de droit en offrant de solder sur-le-champ le montant de son amende, le paiement était accepté, mais le délai qu'il jugeait accompli ne comptait pas et il fallait dix ans encore pour qu'il fut admis à jouir de la loi.

Cette perspective, très rigoureuse déjà pour un homme condamné principalement à l'amende, l'était bien plus encore s'il s'agissait d'une amende prononcée accessoirement à une peine corporelle et il est des cas nombreux où les tribunaux sont dans l'obligation de le faire ¹. L'individu, même présent à l'audience, ne retient d'ordinaire que la partie du jugement lui infligeant une peine d'emprisonnement ; la peine accessoire de seize ou vingt-cinq francs d'amende passe pour lui inaperçue et c'est très sincèrement qu'il prétend l'avoir ignorée. L'administration de l'enregistrement et le

1. Il en est ainsi du vol, de l'abus de confiance et de l'escroquerie lorsque les circonstances atténuantes ne sont pas accordées au condamné.

parquet, craignant le plus souvent d'exposer des frais en pure perte, ne le poursuivent pas et c'est de bonne foi qu'après l'expiration du délai, il se croit dans les conditions requises par la loi pour bénéficier de ses avantages.

Il est plus juste, et la loi du 11 juillet 1900 consacre cette solution, que l'amende soit acquittée si le condamné est solvable, mais que dans ce cas, le délai commence à courir du jour non du paiement, mais de la condamnation. S'il est véritablement et a toujours été hors d'état de la solder, il sera admis à justifier de son indigence dans la forme prescrite par l'article 420 du Code d'instruction criminelle.

Le Sénat s'en était tenu à ces dispositions déjà très libérales et n'avait pas cru devoir accorder les mêmes faveurs au condamné qui avait prescrit sa peine d'amende ; les délais couraient alors du jour non plus de la condamnation, mais de la prescription et cette différence était pleinement justifiée par la moindre faveur qui s'attache à ce mode de libération. Toutefois la loi du 14 août 1885 avait supprimé toute différence entre ces deux hypothèses et cette règle n'avait reçu aucune atteinte de la loi du 10 août 1898. Aussi, sur l'initiative de la Commission de la Chambre, on décida d'y revenir et désormais, les délais seront comptés du jour où la condamnation est devenue définitive, que l'amende ait été prescrite ou effectivement acquittée.

Au principe général que la condamnation, pour disparaître du bulletin délivré aux particuliers, doit être unique et par suite émaner d'un délinquant primaire, il convient d'apporter une exception posée par le § 3 de l'article 8 ; les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an d'emprisonnement peuvent se prescrire au casier après un délai de dix ans à compter

de l'expiration de la dernière peine corporelle ou du paiement de la dernière amende.

Nous avons dit plus haut que d'après nous, la réhabilitation de droit pouvait effacer toute trace d'une peine perpétuelle remise par voie de grâce ; c'était admettre comme possible sa disparition du casier judiciaire en vertu de l'article 8. Et pourquoi en effet refuser au condamné qui peut prescrire sa peine perpétuelle, la faculté d'en prescrire la mention au bulletin n° 3 ? Sans doute, la grâce n'a pu avoir pour effet de faire disparaître immédiatement l'obligation de cette mention ; mais nous savons que cette sorte de peine accessoire qu'est le bulletin n° 3 est essentiellement prescriptible, comme toute autre sanction pénale et la grâce, en déterminant le point de départ du délai d'épreuve, a levé le seul obstacle qui empêchait la prescription de s'accomplir. « Une fois ce point de départ fixé, la prescription court contre cette conséquence nécessaire de l'arrêt, de même qu'elle courrait, quant aux incapacités civiles et politiques, si un texte de loi les avait déclarées prescriptibles ¹. »

La disparition de certaines mentions du casier judiciaire a, comme nous l'avons déjà remarqué, un caractère seulement provisoire et conditionnel. M. Bérenger fit observer, lors de la deuxième délibération de la loi, que les condamnations seules pour crimes ou délits devaient entraîner la perte du bénéfice de l'article 8 et qu'il serait bon de l'exprimer formellement dans le texte. Cette proposition avait pour but d'éviter que les peines à l'emprisonnement pour simples contraventions ne fussent comprises dans les expressions trop larges de la loi et l'on se mit d'accord sur la rédaction actuelle de l'article 9 : « En cas de condamnation ulté-

1. Maulmond, *Lois nouv.*, I, p. 164.

rieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduit intégralement le bulletin n° 1, à l'exception des cas prévus par les paragraphes 1, 2, 3, 4 de l'article 7. » Les condamnations corporelles prononcées par les tribunaux de simple police ne feraient donc pas revivre les mentions disparues du casier judiciaire.

III

Lorsque le condamné s'est acquitté de sa peine, lorsqu'il est sorti sans défaillance des délais imposés pour la prescription du casier judiciaire, alors s'ouvre pour lui une nouvelle période, moins rigoureusement difficile et souvent moins longue que la première et qui doit le conduire à la réhabilitation de droit. Il faut pendant cette épreuve dont nous étudierons plus loin la durée qu'il n'encoure aucune nouvelle condamnation à une peine autre que l'amende.

Mais, avons-nous dit, pour acquérir la prescription de l'article 8, le condamné ne doit subir aucune condamnation, même à l'amende, pendant le délai d'épreuve; au contraire, nous constatons qu'aux termes de l'article 10, les condamnations ultérieures à l'amende ne s'opposent pas à l'acquisition de la réhabilitation de droit. Il existe donc entre ces deux articles 8 et 10, un défaut d'harmonie assez choquant au premier abord.

Il n'est pas impossible cependant de concilier ces deux textes en appliquant à la lettre leurs dispositions respectives; on est ainsi amené à décider que la réhabilitation de droit peut intervenir seulement si les condamnations à l'amende prévues par l'article 10 ont été

prononcées après que la prescription de la mention du casier se trouvait acquise. Ainsi, un individu condamné à cinq jours de prison et vingt-cinq francs d'amende prescrira la mention de cette condamnation au bulletin n° 3, si dans le délai de deux années, il n'est l'objet d'aucune condamnation à l'amende ou à une peine corporelle pour crime ou délit (article 8-1°). Cette prescription acquise, il pourra être condamné à un nombre indéfini d'amendes, sans que pour cela le bulletin n° 3 reproduise la condamnation prescrite et sans que l'intéressé soit privé de la faculté d'obtenir la réhabilitation de droit après le délai de dix ans imparti par le § 1^{er} de l'article 10. Une seule condamnation à l'amende, quel qu'en soit le quantum, encourue dans le délai de l'article 8-1°, suffira au contraire pour rendre le condamné en même temps inhabile à prescrire, et, par voie de conséquence, à profiter de la réhabilitation de droit.

C'est là encore une démonstration du principe que nous avons posé ; que la réhabilitation légale doit être nécessairement précédée de la prescription des mentions du casier judiciaire.

Ainsi, l'opposition entre les termes de nos deux articles 8 et 10 n'est qu'apparente ; ils embrassent chacun une période différente et la contradiction réside précisément dans la diversité de régime de chacune de ces périodes : la loi se montre d'une sévérité intransigeante pour accorder une faveur appréciable sans doute, mais incomplète puisque les incapacités survivent à la disparition des mentions du bulletin n° 3 ; au contraire, quand il s'agit de rétablir le condamné dans l'intégrité de ses droits — et de droits particulièrement importants, comme ceux de vote et d'éligibilité, — la rigueur première du législateur se relâche jusqu'à fermer les yeux sur toutes les condamnations à

l'amende. C'est là une disposition manquant tout au moins d'harmonie.

Remarquons cependant, pour atténuer l'étendue de cette anomalie, que les délits frappés seulement d'une peine d'amende, ne présenteront pas d'ordinaire beaucoup de gravité et auront bien rarement le caractère infamant; de plus, cette indulgence relative est compensée par la durée du délai, plus longue pour la réhabilitation de droit que pour la prescription du casier judiciaire.

Si une simple condamnation à l'amende prononcée après la prescription du casier ne suffit pas pour empêcher l'application de l'article 10, la réhabilitation acquise pour la condamnation antérieure ne s'étend pas à la condamnation à l'amende survenue depuis. Cette dernière, devenue unique par le fait de la réhabilitation de droit qui a effacé la condamnation antérieure, pourra disparaître à son tour à l'expiration d'un délai spécial commençant à courir après le paiement de l'amende ¹.

Quelle est donc exactement la nature des condamnations ultérieures ne permettant pas l'acquisition de la réhabilitation légale? La loi exige, dans une forme d'ailleurs peu heureuse, l'accomplissement d'un délai « sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende ». Il eut été plus conforme à l'esprit de la loi de dire « sans que le condamné ait *encouru une nouvelle condamnation* à une peine autre que l'amende »; car il est incontestable qu'une seule de ces condamnations suffira pour mettre obstacle à la réhabilitation de droit et le législateur semble envisager uniquement le cas où plusieurs condamnations auraient été prononcées. De même,

1 Circ. chanc., 15 décembre 1899, article 53.

l'expression *ait subi* a été employée à tort comme synonyme de *ait encouru*, car il ne suffirait pas, en effet, pour pouvoir prétendre à la réhabilitation, qu'une peine autre que l'amende n'ait pas été réellement exécutée par suite de prescription ou de remise gracieuse. C'est pourtant à ce résultat que nous conduirait l'interprétation littérale du texte.

Ces réserves faites, nous dirons que la loi vise toute condamnation à une peine privative ou non de la liberté ; elle doit seulement n'être pas une amende et émaner d'une juridiction autre que les tribunaux de simple police, ce dernier point ayant été très nettement établi lors de la discussion de la loi au Sénat.

Ainsi, s'opposeront à l'acquisition de la réhabilitation légale certaines peines édictées en matière de crimes et de délits par les articles 237 et 238 du Code de justice maritime (décret du 4 juin 1858), et notamment la dégradation militaire, la destitution, la privation de commandement, l'inaptitude à l'avancement, la réduction de grade ou de classe¹ ; de même, avant sa disparition, le cachot ou double-boucle. Peut-être des condamnations de cette nature ne sont-elles pas entrées dans les prévisions du législateur, mais la rédaction de l'article 10 nous paraît devoir faire repousser toute autre interprétation.

Bien entendu, toute condamnation ultérieure ne fera obstacle à la réhabilitation de droit que si elle est devenue définitive avant l'expiration du délai de l'article 10 ; aucune contestation n'est ici possible ; tant que le jugement ou l'arrêt ne sont pas définitifs, il n'y a pas de condamné, mais seulement un prévenu. Par suite, un individu poursuivi peu de temps avant l'expir-

1. Maulmond, *Ibid.*, p. 166.

ration du délai de l'article 10 aura intérêt à se pourvoir par toutes voies de recours contre la décision qui interviendra contre lui, afin d'éviter que sa nouvelle condamnation ne soit définitive avant la date où il sera réhabilité de droit.

CHAPITRE II

DÉLAIS DE LA RÉHABILITATION LÉGALE

D'après les dispositions combinées des articles 8 et 10 de la loi nouvelle, la réhabilitation sera acquise de plein droit : après un délai de dix ans, en cas de condamnation unique à six mois ou moins de six mois de prison ou à une amende, ainsi qu'à ces deux peines réunies, — après un délai de quinze ans, en cas de condamnation unique à une peine de deux ans ou moins de deux ans de prison, ou en cas de condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an, ou à des peines jointes à des amendes, — après un délai de vingt ans en cas de condamnation unique supérieure à deux ans de prison.

Le point de départ de ces délais est le même que pour la prescription du casier judiciaire, c'est-à-dire l'expiration de la peine corporelle et, pour l'amende, le jour où la condamnation est devenue définitive. Les explications que nous avons données à propos de la prescription du casier judiciaire trouveraient ici leur place et nous ne pouvons qu'y renvoyer pour les détails.

La remise totale ou partielle par voie de grâce de

l'une ou de l'autre de ces peines équivaldra à leur exécution et le délai aura alors son point de départ à la date du décret portant décision gracieuse.

Dans le cas de concours de condamnations à des peines corporelles et de condamnations à des peines pécuniaires, le délai courra du jour où les peines corporelles auront été subies et où les condamnations pécuniaires seront devenues définitives.

Le silence de la loi relativement au paiement des frais a fait naître dans la doctrine deux systèmes diamétralement opposés, tirés l'un du texte législatif lui-même, l'autre de l'esprit qui a déterminé le point de départ du délai. Ce dernier système présente le raisonnement suivant : si le législateur a fait courir le délai du terme effectif de la peine corporelle, c'est que, d'après son intention, le condamné doit montrer une soumission absolue au jugement ; or l'exécution n'est complète qu'après l'acquittement de tous les frais ; ceux-ci d'ailleurs n'étant que l'accessoire de la condamnation encourue doivent en suivre le sort.

La doctrine contraire, plus conforme au texte de la loi, nous paraît aussi plus rationnelle et plus logique. La loi en effet n'exige nulle part le paiement des frais pour faire courir les délais de l'article 8 ou de l'article 10 et, en matière pénale, tout est de droit étroit. D'ailleurs, le premier de ces articles déclare formellement *in fine* que la remise totale de la peine par voie de grâce équivaut à l'exécution et doit servir de point de départ à la prescription du casier judiciaire et par suite à la réhabilitation légale ; or, comme la remise des frais n'est jamais et ne peut pas être comprise dans les décrets de grâce, il semble bien résulter que leur non-paiement ne peut retarder le commencement des délais. Enfin, ne serait-il pas très dur en l'absence d'un texte

précis de refuser le bénéfice de la loi à un individu condamné uniquement à la prison, qui a subi sa peine, mais ne peut à cause de son indigence payer quelques frais de minime importance¹. L'exécution de la peine est donc seule exigée pour rendre possible la réhabilitation légale.

Lorsque le condamné a été libéré conditionnellement, le point de départ du délai se place, non pas au jour où intervient la mise en liberté, mais à la date qui correspond à l'expiration réelle de la peine. Jusqu'à ce moment, en effet, on ne peut dire que la peine est réellement exécutée, puisque le condamné peut être incarcéré de nouveau s'il ne satisfait pas aux conditions imposées par l'arrêté de libération conditionnelle².

La disposition touchant la contrainte par corps a déjà motivé une critique qu'il convient à présent de développer. Un individu insolvable est condamné à une amende dont il ne peut s'acquitter; la durée de la contrainte par corps ne sera pas calculée seulement d'après le montant de cette condamnation pécuniaire; elle s'augmentera du délai peut-être fort long afférent au paiement des frais et fera reculer d'autant l'acquisition de la réhabilitation légale. Par exemple, X... a été condamné à un mois de prison et à 50 francs d'amende; il subit sa peine corporelle, mais ne peut s'acquitter de la condamnation pécuniaire. La durée de la contrainte par corps, fixée au minimum pour cette amende de 50 francs, serait de deux jours. Mais supposons que les frais dus à l'État s'élèvent à 500 francs; le condamné subira quatre mois de contrainte. Les délais pour l'ac-

1. En ce sens : Richaud, *Journ. du Min. publ. et de dr. crim.*, 1899, p. 308; Maulmond. *Ibid.*, p. 156.

2. Circ. chanc., 15 décembre 1899, article 39; C. de Paris, 15 juin 1900, *Fr. jud.*, 1900, 2, 389.

quisition de la réhabilitation de droit ne prenant cours qu'à l'expiration de cette détention de quatre mois, on lui aura tenu compte du non-paiement des frais, ce qui est contraire à l'intention du législateur; il n'a pas pu vouloir en effet placer les indigents dans des conditions sensiblement plus pénibles que celles imposées au condamné solvable et c'est pourtant le résultat auquel conduit, sans issue possible, la rédaction défectueuse de la loi qui vise sans distinction l'ensemble de la contrainte par corps.

Ce n'est pas tout, et les condamnés forcés par leur indigence de subir cette mesure rigoureuse n'avaient pas même la ressource de pouvoir s'y soumettre, s'ils y trouvaient leur intérêt; ils étaient à la discrétion des agents du Trésor et des parquets qui pouvaient ne pas poursuivre, laisser subsister la créance et se réserver d'en réclamer le montant le jour où l'insolvable parviendrait à meilleure fortune, leur action demeurant entière jusqu'à la prescription.

Une addition législative s'imposait et nous avons vu qu'elle est aujourd'hui réalisée. Plusieurs solutions sollicitaient le législateur : reconnaître au condamné insolvable le droit de subir la contrainte, ce qui nous eut semblé excessif, ou bien faire courir en sa faveur les délais de la réhabilitation légale du jour de la prescription de l'amende, disposition assez équitable et conforme d'ailleurs à la règle édictée en matière de réhabilitation judiciaire¹. L'amendement de M. Bérenger au projet de rectification du Gouvernement tendait à consacrer une troisième solution; voici comment sa proposition aurait complété le dernier paragraphe de l'article 8 : « L'exécution de la contrainte par corps, l'absence de poursuites par l'administration et la justi-

1. H. de Forcrand, *Jour. du Min. publ. et de dr. crim.*, 1899, p. 271.

fication de l'insolvabilité du condamné équivaudront au paiement de l'amende. » Ce texte, s'il eut été voté intégralement, eut rencontré sans doute de sérieuses difficultés d'application.

Quand aurait-on pu dire en effet que l'administration des finances renonçait à poursuivre? Il ne fallait guère songer à une déclaration formelle la dépouillant pour l'avenir de l'exercice de sa prérogative et constituant pour le condamné un droit acquis dont il put au besoin se prévaloir; il est peu vraisemblable que les agents du Trésor aient consenti de bonne grâce à prendre un tel engagement. En présence d'un condamné insolvable, ils préférèrent réserver leur action entière pour l'hypothèse très problématique où l'indigent acquerrait quelque bien, quitte à le laisser dans une situation sans issue.

Comme le faisait justement remarquer M. Maulmond, pour présenter un intérêt pratique, l'amendement de M. Bérenger demandait à être complété par l'indication d'un délai dont l'expiration eut équivalu pour l'administration des finances à une renonciation aux poursuites, sans que toutefois elle fut pour cela déchu de la faculté d'en exercer ultérieurement contre son débiteur devenu solvable. Il n'y aurait eu présomption de renonciation au recouvrement de la créance qu'au point de vue de l'application de la loi sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, et de cette présomption, aucun préjudice n'aurait pu résulter pour le Trésor¹.

Ces obstacles conduisirent le législateur à s'en tenir à la justification de l'insolvabilité du condamné, déclarée équivalente au paiement ou à la prescription de l'amende. C'est là une disposition humanitaire, bien faite pour rétablir l'égalité entre le condamné indigent et

1. Maulmond, *Lois nouv.* 1900, *Ibid.*

celui qui possède et à ce titre, elle est susceptible de recevoir l'approbation générale, mais le texte aurait gagné à une précision plus rigoureuse : le moment exact où commenceront à courir les délais de la prescription du casier judiciaire et de la réhabilitation légale n'est pas ici suffisamment déterminé. Les fera-t-on courir du jour de la production des certificats justificatifs de l'insolvabilité ? Ce serait la solution la plus simple, mais elle présenterait cet inconvénient de faire au condamné à l'amende insolvable une situation préférable à celle du condamné solvable. Celui-ci ne peut en effet se libérer que du jour où le percepteur est nanti de l'extrait du jugement ou de l'arrêt ; au contraire, dès que la condamnation sera définitive, l'insolvable, en produisant ses certificats, fera courir les délais et la réhabilitation lui sera acquise avant de l'être au profit de celui qui a soldé l'amende.

Pour permettre de fixer le point de départ des délais de la réhabilitation, l'article 2 de la loi du 5 août 1899 et l'article 7 du décret réglementaire du 12 décembre suivant ont prescrit l'inscription au bulletin n° 1 d'un certain nombre de mentions destinées à faire connaître, pour ainsi dire au jour le jour, la situation exacte des condamnés ; par exemple, les grâces, commutations ou réductions de peines, les décisions qui rapportent les arrêtés d'expulsion figurent au casier judiciaire, ainsi que la date de l'expiration de la peine et du paiement de l'amende.

A cet égard, tous ceux qui ont exécuté leurs peines avant la mise en vigueur de la nouvelle loi se trouvent dans une situation particulière. Il ne peut être question, en effet, de compléter d'office pour le passé, conformément aux articles 2 de la loi et 7 du règlement, tous les bulletins n° 1 qui existent actuellement dans les

casiers judiciaires ; néanmoins, ces condamnés antérieurs à la loi du 5 août 1899 ont le droit d'en invoquer le bénéfice et notamment de se prévaloir de la réhabilitation de droit quand ils sont dans les conditions de l'article 10¹. Leur casier judiciaire ne comportant pas les mentions justificatives prescrites par la nouvelle législation, ils devront établir d'autre façon qu'ils ont satisfait à ses prescriptions, notamment au point de vue de l'exécution de la peine et de l'accomplissement des délais.

En ce qui concerne l'amende, cette justification sera le plus souvent facile par la production de la quittance ; dans les autres hypothèses, les parquets devront prêter leur concours aux intéressés, en demandant eux-mêmes les renseignements nécessaires sur les indications qui leur seront données².

La chancellerie estimait donc qu'en principe, c'est à celui qui invoque la réhabilitation d'établir qu'il a rempli les conditions exigées par l'article 10 pour les condamnations subies antérieurement à la promulgation de la loi du 5 août 1899. En serait-il de même en cas d'insuffisance ou d'inexactitude des renseignements consignés au bulletin n° 1, en exécution des articles 2 de la loi et 7 du règlement ? Le bulletin ne mentionne pas, par exemple, la date de l'expiration de la peine corporelle et il est dès lors impossible de fixer le point de départ des délais de réhabilitation ; à qui incombera le soin de rechercher si la peine a été subie ? Cette obligation devait revenir au parquet qui, appelé à veiller à la régularité du casier judiciaire, a comme conséquence de cette mission le devoir de réparer les erreurs

1. La loi du 5 août 1899 a un effet rétroactif, ainsi que nous l'établirons dans la suite.

2. Circ. chanc., 15 décembre 1899, article 40.

et les omissions qui viendraient à se produire. Mais le silence de la loi de 1899 eût donné lieu à de fréquentes contestations, évitées depuis que la loi du 11 juillet 1900 a consacré un amendement au projet de rectification du gouvernement, aux termes duquel la preuve de la non-exécution de la peine sera à la charge du procureur de la République.

CHAPITRE III

EFFETS DE LA RÉHABILITATION LÉGALE

La loi se borne à déclarer la réhabilitation acquise de plein droit à quiconque aura rempli les conditions de l'article 10, sans indiquer, même d'un mot, ses conséquences possibles ; c'est se référer à cet égard au droit commun et donner implicitement à la réhabilitation légale des effets identiques à ceux de la réhabilitation judiciaire.

Les condamnations qui en profitent sont donc réputées effacées et les incapacités civiles et politiques qui en étaient la suite disparaissent. Nous renvoyons à cet égard aux explications détaillées déjà fournies à propos de la loi du 14 août 1885 et qui s'appliquent exactement à notre hypothèse¹.

Bornons-nous à observer qu'une première condamnation étant effacée par la réhabilitation soit légale, soit judiciaire, le condamné qui serait à nouveau frappé par la justice recouvrerait sa qualité de délinquant primaire ; il serait donc admis une seconde fois à se

1. Le bulletin n° 3 négatif délivré dans les conditions des articles 8 et 10 de la loi du 5 août 1899 peut faire titre de la réhabilitation de droit. Cass. 26 mars 1900 ; *Fr. jud.*, 1900, 2, 202.

prévaloir des articles 8 et 10 de la nouvelle loi, ainsi que du bénéfice de la loi de sursis¹.

Cependant, les condamnations dont on a obtenu la réhabilitation figurent toujours au bulletin n° 1 et par suite au bulletin n° 2 qui en est le relevé intégral (articles 2 et 4 de la loi de 5 août 1899). Les autorités qui en demandent communication auront donc connaissance de condamnations réputées n'avoir jamais existé, ne pouvant désormais produire aucun effet et dont la loi a prescrit l'oubli absolu. Rien de plus illogique ! Le réhabilité est relevé des incapacités civiles et politiques ; il peut être juré, magistrat consulaire, électeur ou pourvu d'un mandat politique, c'est-à-dire appelé à remplir les missions les plus délicates, et pourtant les administrations publiques de l'État seront mises au courant de tout son passé. C'est le frapper d'une sorte « d'incapacité indéterminée » dont les administrations dans lesquelles il sollicitera un emploi mesureront arbitrairement l'étendue.

Cette inconséquence est due sans doute à une inattention du législateur, mais il serait souhaitable de la voir disparaître au plus tôt, car elle a servi de prétexte pour accuser la nouvelle loi d'aggraver le sort des réhabilités. Comme le remarque un auteur, avant sa promulgation, les condamnés étaient sans doute contraints, pour obtenir que des condamnations fussent effacées de leur casier, de se plier aux exigences du Code d'instruction criminelle ; mais du moins, quand ils avaient obtenu leur réhabilitation, on leur délivrait un extrait du casier judiciaire portant la mention « néant » et laissant ignorée de tous, sauf des magistrats du parquet, la peine effacée. Sous le régime de la loi du 5 août 1899, une condamnation, quelque légère

1. Cour de Paris, 18 juillet 1900.

qu'elle soit, figurera toujours sur l'extrait délivré à l'autorité militaire et aux administrations publiques ; sauf le cas d'amnistie, elle suivra le condamné jusqu'à sa mort et lui fermera la plupart du temps la porte des administrations où il demandera à entrer.

Aussi cet auteur propose-t-il d'ajouter au texte la disposition suivante : « La mention des décisions prononcées en vertu de l'article 66 du Code pénal et des condamnations effacées par la réhabilitation n'est faite que sur le bulletin délivré aux magistrats pour être joint à une procédure de poursuites criminelles ou disciplinaires, ou encore à un dossier concernant une demande de réhabilitation ¹. »

Cette modification mettrait la loi de 1899 en harmonie avec la législation antérieure et ferait disparaître une anomalie injustifiable en même temps que fort pénible pour le condamné ; malheureusement, l'occasion est passée de réaliser ce changement et sans doute elle ne se présentera plus de longtemps.

Les dispositions de la loi nouvelle ne s'appliquent pas seulement aux condamnations postérieures à sa promulgation ; elles peuvent être invoquées par tous les condamnés, quelle que soit l'époque du jugement qui les a frappés ; en un mot, la loi du 5 août 1899 a un effet rétroactif. Un passage du discours de M. Bérenger, rapporteur au Sénat, ne laisse subsister aucun doute à ce sujet ; après avoir rappelé que la réforme proposée avait pris son origine dans le vote de la loi de sursis, il continuait en ces termes : « Comment, si on accorde aux nouveaux coupables cette faveur nouvelle de ne pas subir la condamnation prononcée, ne rien faire pour les condamnés anciens qui peut-être, si la loi eut alors existé, se fussent présentés devant les magistrats dans

1. Maulmond, *Lois nouv.*, *Ibid.*

des conditions aussi dignes d'intérêt, plus favorables peut-être, qui dans tous les cas, pendant un temps beaucoup plus long, dix, vingt, trente ans, ont su par une constante bonne conduite éviter de nouvelles poursuites? Faut-il que ceux-là continuent à gémir sous le poids de la honte du casier judiciaire, sans rémission, pendant toute leur vie? Le rapporteur, dis-je, exposait ces considérations au Sénat et le Garde des sceaux d'alors, l'honorable M. Fallières, demeurait d'accord qu'il y avait un acte de justice à accomplir à cet égard et promettait de faire étudier un projet de loi sur le casier judiciaire¹. »

Mais si le principe même de la rétroactivité de la nouvelle loi ne peut être sérieusement contesté, le désaccord intervient sur la portée qu'il convient de lui donner.

Un premier système peut se formuler ainsi : la réhabilitation de droit a un caractère définitif, c'est-à-dire que les condamnations par elles effacées le sont à jamais et ne peuvent revivre, si bien qu'une condamnation postérieure peut bénéficier à son tour de la même faveur². Donc, cette réhabilitation est acquise au profit des condamnations successives encourues par un même individu antérieurement à la promulgation de la loi du 5 août 1899 si, entre la première et celles qui ont suivi, il s'est écoulé un délai tel que la condamnation eut été effacée si cette loi s'était trouvée en vigueur.

C'est la doctrine suivie par le tribunal de Nancy dans l'espèce suivante : 1° 20 juin 1856, conseil de guerre de Bordeaux, voies de fait à un subordonné, un an de prison et déclaré incapable d'occuper aucun grade dans l'armée ; 2° 11 novembre 1882, Remiremont, abus

1. Sénat, Séance du 8 décembre 1898, *J. off. Ibid.*

2. Circ. Chanc., 15 décembre 1899, article 54.

de confiance, 13 mois de prison. « Attendu, dit le jugement, qu'il est justifié que M... a subi les deux peines sus-visées et que, depuis chacune de ces deux libérations successives, il s'est écoulé deux périodes de quinze ans sans qu'il ait subi de nouvelles condamnations ; que dès lors la réhabilitation, tant en ce qui concerne la première que la seconde condamnation, lui est acquise de plein droit ; qu'en conséquence, les deux condamnations dont s'agit, effacées par la réhabilitation, ne doivent pas être inscrites au bulletin n° 3 réclamé par M... ; attendu qu'en matière pénale, les lois favorables ont un effet rétroactif...¹ » En effet, si la loi s'était trouvée en vigueur dès 1856, cet individu, condamné à une année de prison, aurait été réhabilité quinze ans après sa libération ; condamné de nouveau en 1882, il se serait trouvé alors dans la situation d'un condamné primaire et la réhabilitation lui aurait été de plein droit acquise une seconde fois dans le courant de 1898.

Pour d'autres auteurs, au contraire, la fiction de rétroactivité ne saurait empêcher les situations de fait d'exister. On admet bien que les lois de compétence et de procédure s'appliquent aux instances en cours lors de leur promulgation ; les lois pénales, celles du moins qui atténuent la pénalité, profitent aux gens qui, ayant commis le délit sous l'empire de l'ancienne législation, ne sont jugés que sous la nouvelle. Mais pour ceux qui ont été définitivement jugés auparavant, leur situation est intangible et ne saurait plus être modifiée dans aucun sens. Ainsi, dans l'espèce rapportée plus haut, la solution eut été toute différente de celle du tribunal de Nancy : au moment de la mise en vigueur de la loi du 5 août 1899, M... avait à son passif deux condamna-

1. Trib. de Nancy, 29 janvier 1900. *Fr. jud.*, 1900, II, p. 207.

tions à l'emprisonnement représentant dans leur ensemble un total de plus d'une année ; donc, aux termes des articles 8 et 10 combinés, la réhabilitation de droit lui était pour toujours impossible¹.

Le premier système nous semble répondre mieux aux intentions libérales du législateur et nous n'hésitons pas à y souscrire entièrement.

Il est une dernière conséquence de la loi de 1899 qui, pour être indirecte, sera cependant très heureusement appréciée. Lorsque les condamnations de droit commun, pouvaient être radicalement effacées après une épreuve suffisante, il était d'une injustice évidente de laisser les condamnations militaires figurer perpétuellement et sans espoir de disparition au livret individuel de chaque homme. Le casier judiciaire et le livret sont en réalité deux institutions analogues, et par leur contenu, et par leur but qui est de faire connaître pour chaque individu sa situation pénale ; aussi voit-on beaucoup de patrons réclamer simultanément ces deux pièces et refuser tout travail si elles ne sont pas toutes deux vierges de toute mention. L'œuvre de la loi était donc incomplète, les effets bienfaisants de la réhabilitation restaient aléatoires tant que les condamnations militaires ne pouvaient pas bénéficier des mêmes faveurs.

Il n'en est plus ainsi et les livrets individuels ne peuvent constituer aucun obstacle depuis la circulaire du général de Gallifet, ministre de la guerre, mettant en harmonie les règles relatives à la tenue des registres matricules et des livrets avec les principes de la nouvelle loi.

Les mentions portées sur le livret individuel des hommes ayant subi des condamnations variaient alors,

1. G. Leloir, *Fr. jud.*, 1900, II, p. 208.

selon l'époque où il avait été dressé. Les anciens livrets, établis avant la publication du décret du 14 janvier 1887, portaient toutes les condamnations encourues postérieurement à l'incorporation ; du 14 janvier 1887 au 23 avril 1893, on ne fit plus figurer sur les livrets que les condamnations pour insoumission, désertion et participation à un mouvement insurrectionnel ; enfin, les livrets établis depuis le 23 avril 1893 ne portaient plus les condamnations, mais leur mention y était remplacée par celle de « interruption de service du... au... ».

Toutes ces différences sont appelées à disparaître à brève échéance et pour tous les condamnés arrivés au terme de la réhabilitation de droit, il y a lieu d'échanger les anciens livrets contre de nouveaux sur lesquels il ne sera fait mention ni des condamnations encourues, ni de l'interruption de service qu'elles ont entraînée.

En conséquence, les hommes de n'importe quelle catégorie (active, disponibilité, réserve, armée territoriale, services auxiliaires) qui seront dans le cas de recevoir un nouveau livret individuel, n'auront qu'à faire parvenir au commandant du bureau de recrutement dont ils dépendent leur livret et un bulletin n° 3. Si l'homme est présent sous les drapeaux, la transmission de ces pièces se fera par la voie hiérarchique ; s'il est rentré dans ses foyers, il les présentera lui-même au commandant de bureau de recrutement ou les lui fera transmettre par l'intermédiaire de la gendarmerie de sa résidence.

CONCLUSION

La loi du 5 août 1899 est surtout organisatrice : notre législation criminelle ne lui doit pas à proprement parler une institution nouvelle et inédite ; son originalité réside dans l'application d'un principe nouveau à une institution déjà existante, ce principe affectant exclusivement les conditions d'accès de la réhabilitation sans rien changer à ses effets ordinaires. On peut maintenant, pour recouvrer sa capacité perdue, suivre deux voies différentes, l'une réglée par la loi de 1885, l'autre par la loi nouvelle, mais toutes deux aboutissent à un résultat identique, la réhabilitation au sens propre du mot.

Sans doute, les commodités du langage courant l'ont désignée sous des appellations différentes, suivant qu'on l'a obtenue par l'un ou l'autre procédé, et l'on distingué habituellement la réhabilitation judiciaire et la réhabilitation légale, mais toutes deux ont les mêmes conséquences et la diversité de ces termes se rapporte

seulement au chemin que l'on a suivi pour y arriver.

Quelles sont donc en résumé les différences qui ont permis cette dualité d'expressions ?

La réhabilitation prévue par la loi de 1899 s'acquiert en dehors de toute décision de justice, automatiquement, et par le seul effet de l'expiration d'un délai proportionné à l'importance de la peine, tandis que la réhabilitation du Code d'instruction criminelle est au contraire le résultat d'un arrêt prononcé par la Cour d'appel sur la demande du condamné.

La durée plus courte du délai d'épreuve est compensée dans le dernier cas par une obligation de résidence fixe et par des signes d'amendement laissés à l'appréciation souveraine des juges du fait. Rien de semblable n'est exigé dans la réhabilitation de droit, ni condition de résidence, ni preuves de bonne conduite. Il suffit qu'après avoir prescrit la mention du casier judiciaire, le condamné n'encoure pas de condamnation nouvelle à une peine autre que l'amende.

De plus, la réhabilitation légale s'acquiert au profit de toute condamnation qui rentre dans les termes de l'article 10, abstraction faite des autres condamnations qui ne rempliraient pas les conditions voulues ; si par exemple des condamnations ultérieures à l'amende sont intervenues, elles continuent de figurer au bulletin n° 3. L'arrêt de réhabilitation au contraire ne saurait embrasser une partie seulement des décisions constatées au casier judiciaire ; elles doivent disparaître toutes du même coup, en sorte que l'une d'elles n'étant pas susceptible de cette mesure de faveur, met obstacle à l'effacement de toutes les autres.

Enfin, en cas de contestation sur la réhabilitation de droit, l'intéressé pourra s'adresser au tribunal correctionnel du lieu de son domicile ou à celui du lieu de sa

naissance, suivant les formes et la procédure prescrites par l'article 14 de la loi nouvelle.

Telle est, dans ses principales innovations, l'œuvre du législateur de 1899. Son existence est bien courte pour qu'on puisse la juger sur ses résultats et n'est-ce pas une critique téméraire et vouée au démenti brutal de l'expérience que celle dont la seule base est un texte et la seule force une affirmation ?

Pourtant la conséquence naturelle de la nouvelle législation, de rendre à la vie sociale une infinité d'individus qui sans elle en auraient été à jamais exclus, doit être regardée comme utile et morale : utile, parce qu'elle est de nature à rappeler au bien beaucoup d'égarés, morale, parce qu'avant cette loi, beaucoup d'honnêtes gens devaient risquer leur situation acquise pour obtenir une réhabilitation souvent préjudiciable à leur considération.

Sans doute, ce n'est là qu'une hypothèse générale et les bienfaits de la loi n'iront pas sans des exceptions regrettables ; on peut supposer un individu condamné en France, puis dès sa libération, passant à l'étranger où il continue à mener une existence déplorable ; il y encourt même une nouvelle condamnation et subit par exemple plusieurs années d'emprisonnement. Rien ne l'empêchera à son retour en France de se prévaloir de la loi de 1899 pour réclamer une réhabilitation dont il est tout à fait indigne. Cette hypothèse peut se rencontrer surtout dans les départements voisins de la frontière, dans le nord notamment où les relations avec la Belgique sont très fréquentes.

Mais n'oublions pas la sévérité avec laquelle sont prononcées les incapacités, n'oublions pas que souvent une peine très minime entraîne la perte complète et perpétuelle des droits les plus élémentaires, et la néces-

sité s'imposera à nous de compenser cette rigueur par une loi plus humaine, une loi de pardon et d'oubli.

Vu le 19 novembre 1900,

Vu,

Le Président de la thèse,

Le Doyen,

E. GARÇON.

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 1
--------------------	------------

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE I. — La réhabilitation dans l'ancien droit.....	9
CHAPITRE II. — La réhabilitation d'après le Code pénal de 1791.....	18
CHAPITRE III. — La réhabilitation d'après le Code d'instruction criminelle.	24
CHAPITRE IV. — Réforme de 1832 et décret de 1848.....	36
CHAPITRE V. — La réhabilitation d'après la loi du 6 juillet 1852.....	41

DEUXIÈME PARTIE

La réhabilitation d'après la loi du 14 août 1885.

CHAPITRE I. — Loi du 14 août 1885.....	59
CHAPITRE II. — Loi du 26 mars 1891.....	78
CHAPITRE III. — Loi du 10 mars 1898.....	86

TROISIÈME PARTIE

Loi du 5 août 1899.

GÉNÉRALITÉS. — Historique de la loi. — Ses innovations.....	89
CHAPITRE I. — Conditions de la réhabilitation légale.....	105

<i>Section I.</i> — Exécution de la peine.....	109
<i>Section II.</i> — Prescription des mentions du bulletin n° 3.....	114
<i>Section III.</i> — Nécessité de n'avoir encouru aucune condamnation autre que l'amende.....	123
CHAPITRE II. — Délais de la réhabilitation légale.....	128
CHAPITRE III. — Effets de la réhabilitation légale.....	136
CONCLUSION.....	143

Châteauroux. — Typographie et Lithographie A. MELLORTÉE.
